



Rapport annuel

au 31 décembre 2025

LBPAM FUNDS compartiment : LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT

Action I, Action X, Action GP, Action L

FORME JURIDIQUE DE L'OPCVM

SICAV de droit français

CLASSIFICATION

N/A

Document public

LBP AM – 36, Quai Henri IV – 75004 Paris

LBP AM est une société de gestion agréée auprès de l'AMF sous le n° GP-20000031 SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 12 138 931,20 euros – 879 553 857 RCS Paris

lbpam.com

Sommaire

Rapport du Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration
Rapport sur le gouvernement d'entreprise
Orientation des placements
Rapport de gestion

Comptes annuels

Bilan actif
Bilan passif
Hors bilan
Compte de résultat
Annexes

Certification du contrôleur légal des comptes

Rapport du Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Président

- **M. Pierre ERNST**
Secrétaire général
LBP AM

Administrateurs

- **M. Guillaume LASSERRE**
Directeur de la Gestion
LBP AM
- **La Banque Postale Asset Management**
Représentée par Mme Mathilde SAUVE DUTRAY
Directeur du Développement et Marketing
LBP AM

Directeur Général

- **M. Pierre ERNST**
Secrétaire général
LBP AM

Commissaire aux comptes

- **Cabinet KPMG**
Représenté par M. Amaury COUPLEZ

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS DANS TOUTE SOCIÉTÉ DURANT L'EXERCICE ÉCOULÉ PAR CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL

Au titre de l'article L225-37-4 du Code de commerce, sont présentés ci-après les mandats des administrateurs de la SICAV. Les informations relatives aux mandats et fonctions exercées durant l'exercice ont été transmises à la SICAV par chaque mandataire social, sous sa seule responsabilité.

| Sociétés | Mandats | Fonction exercée | Démission/ échéance au |
|--------------------------------------|---|---|---------------------------|
| Pierre ERNST | | | |
| SA à Directoire LBP AM | | Secrétaire général | |
| SA OSTRUM ASSET MANAGEMENT | Administrateur | Néant | |
| SICAV LBPAM RESPONSABLE ACTIONS EURO | Administrateur et président du conseil d'administration (jusqu'au 28 octobre 2025) | Néant | |
| SICAV LBPAM FUNDS | Président du conseil d'administration, administrateur et directeur général (depuis le 7 mai 2025) | Néant | |
| SICAV LBPAM ACTIONS MONDE | Administrateur (depuis le 7 mai 2025) | Néant | |
| Guillaume LASSERRE | | | |
| SA à Directoire LBP AM | | Directeur de la gestion | |
| SICAV ECHIQUIER NORTH AMERICA | Président du conseil d'administration et administrateur (depuis le 17 juillet 2025) | Néant | |
| SICAV LBPAM FUNDS | Administrateur | Néant | |
| SICAV LBPAM SRI HUMAN RIGHTS | Directeur général | Néant | |
| Mathilde SAUVE DUTRAY | | | |
| SA à Directoire LBP AM | | Directeur du Développement et Marketing | |
| SICAV LBPAM FUNDS | RP de LBP AM, administrateur | Néant | |
| SA Tocqueville Finance | Administrateur, Membre du comité d'audit | Néant | |
| SAS Easybourse | Administrateur | Néant | |

CONVENTIONS, AUTRES QUE CELLES PORTANT SUR DES OPÉRATIONS COURANTES ET CONCLUES À DES CONDITIONS NORMALES, INTERVENUES, DIRECTEMENT OU PAR PERSONNE INTERPOSÉE, ENTRE, D'UNE PART, L'UN DES MANDATAIRES SOCIAUX OU L'UN DES ACTIONNAIRES DISPOSANT D'UNE FRACTION DES DROITS DE VOTE SUPÉRIEURE À 10 % DE LA SICAV ET, D'AUTRE PART, UNE AUTRE SOCIÉTÉ DONT LA SICAV POSSÈDE DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PLUS DE LA MOITIÉ DU CAPITAL

NÉANT

DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCE ET DE POUVOIRS ACCORDÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

NÉANT

ORGANE CHOISI POUR EXERCER LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

Le conseil d'administration a choisi un mode de direction avec cumul des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général.

OBJECTIF DE GESTION

L'objectif de gestion du Compartiment est double :

- chercher à réaliser, sur la durée de placement recommandée (3 ans), une performance nette de frais de gestion réels supérieure à celle de son indicateur de référence (l'€STR capitalisé quotidiennement) majorée comme suit pour chacune des catégories d'actions du Compartiment :
 - Objectif de performance supérieure de 2,8 % par an à celle de l'€STR pour les actions X ;
 - Objectif de performance supérieure de 2,5 % par an à celle de l'€STR pour les actions GP ;
 - Objectif de performance supérieure de 2,5 % par an à celle de l'€STR pour les actions I ;
 - Objectif de performance supérieure à 2 % par an à celle de l'€STR pour les actions L,
- et mettre en œuvre une stratégie d'investissement socialement responsable (ISR).

La politique d'investissement consiste à atteindre l'objectif de gestion, par la mise en place de différentes stratégies de gestion, notamment d'arbitrage, permettant d'exposer le portefeuille du Compartiment de manière dynamique et flexible à différentes classes d'actifs (crédit, taux, obligations convertibles, dérivés de crédit) dans le respect des contraintes de gestion du Compartiment. Le Compartiment visera à générer une performance absolue positive sur la durée de placement recommandée quelles que soient les conditions de marché.

INDICATEUR DE RÉFÉRENCE

Le Compartiment n'est pas géré par rapport à un indice de référence. Cependant, à titre exclusivement indicatif, la performance du Compartiment peut être comparée *a posteriori* à celle de l'indice de l'€STR capitalisé. Cet indice est le taux d'intérêt de référence du marché monétaire qui reflète le coût des emprunts au jour le jour appliqué par les banques de la zone euro.

Le Compartiment est géré activement. L'indice L'€STR est utilisé *a posteriori* comme indicateur de comparaison des performances. La stratégie de gestion est discrétionnaire et sans contrainte relative à l'indice.

L'indice €STR est calculé par la Banque centrale européenne (BCE) et publié sur le site Internet www.emmi-benchmarks.eu

Conformément au Règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016, la Société de Gestion dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou de cessation de fourniture de cet indice.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que cet indicateur de référence ne pourra refléter l'objectif de gestion du Compartiment. La composition du portefeuille ne cherchera pas à reproduire la composition de l'indicateur de référence.

STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

STRATÉGIES UTILISÉES

Le choix des titres se fait en deux étapes: la première consiste à analyser un univers de valeurs (ci-après, l'« **Univers d'Analyse** ») à partir de critères d'investissement socialement responsables (ISR), afin de déterminer, après élimination de 25% des valeurs de l'Univers d'Analyse, en conformité avec le Label ISR, la note moyenne ISR que le FCP devra dépasser (ci-après la « **Note Moyenne Améliorée** ») et la seconde vise à sélectionner les titres, dont certains pourraient ne pas être inclus dans l'Univers d'Analyse mais respecteraient néanmoins les contraintes du Label ISR français.

1. L'Univers d'Analyse, constitué des valeurs qui composent les indices, Bloomberg Euro-Aggregate (toutes maturités) (LECP TREU Index), ICE BofA Global High Yield Index (HW00 Index), Bloomberg Global Aggregate - Corporate (LGCP TREU Index) et FTSE Global Convertible Bond EUR Hedged (UCBIFX13 Index)¹ et faisant l'objet d'une analyse ESG, est analysé à partir de critères d'investissement socialement responsable (ISR), afin d'identifier les entreprises ayant les meilleures pratiques en matière de développement durable selon l'analyse de la Société de Gestion, et ainsi de déterminer la Note Moyenne Améliorée à dépasser.

Cette analyse se fonde sur un outil propriétaire multi-sources de notation extra-financière développé en interne. La notation extra-financière des émetteurs, qui s'applique à l'ensemble des classes d'actifs, repose sur 4 piliers permettant une analyse pragmatique et différenciante:

- La gouvernance responsable: ce pilier a notamment pour objectif d'évaluer l'organisation et l'efficacité des pouvoirs au sein de chaque émetteur (par exemple, pour des entreprises: évaluer l'équilibre des pouvoirs, la rémunération des dirigeants ou encore l'éthique des affaires) ;
- La gestion durable des ressources: ce pilier permet par exemple d'étudier pour chaque émetteur les impacts environnementaux et le capital humain (par exemple, qualité des conditions de travail, gestion des relations avec les fournisseurs) ;
- La transition énergétique: ce pilier permet par exemple d'évaluer pour chaque émetteur sa stratégie en faveur de la transition énergétique (par exemple, démarche de réduction des gaz à effet de serre, réponse aux enjeux de long terme) ;
- Le développement des territoires: ce pilier permet par exemple d'analyser pour chaque émetteur sa stratégie en matière d'accès aux services de base.

Plusieurs critères sont identifiés pour chaque pilier et suivis par le biais d'indicateurs collectés auprès d'agences de notation extra-financières. La méthodologie mise en place par la Société de Gestion permet de réduire les biais, notamment capitalistiques ou sectoriels, qui seraient de nature à pouvoir améliorer artificiellement la note par le jeu de décisions d'allocations. L'analyse réalisée par la Société de Gestion est dépendante de la qualité des informations collectées et de la transparence des émetteurs considérés.

La liste d'exclusions de la Société de Gestion, ainsi que celle définie par le label ISR Français, servent de second filtre. En effet, à côté des valeurs exclues par le label ISR Français, un comité d'exclusion, propre à la Société de Gestion, établit une liste d'exclusions après analyse des controverses ou allégations ESG, définies notamment comme des violations sévères, systématiques et sans mesures correctives des droits ou des atteintes en matière ESG. La liste d'exclusions inclut également certains émetteurs appartenant à des secteurs controversés comme par exemple le tabac, les jeux d'argent et le charbon selon les critères définis par la Société de Gestion.

In fine, la Société de Gestion reste seule juge de l'opportunité d'un investissement et de la qualité extra-financière de l'émetteur, qui est exprimée selon une note finale comprise entre 1 et 10 – la note ISR de 10 représentant une forte qualité extra-financière et celle de 1 une faible qualité extra-financière.

¹ L'indice Bloomberg Euro-Aggregate (toutes maturités) est composé d'obligations à taux fixe, libellées en euros, en ce compris les émissions souveraines et quasi-publiques, ainsi que les émissions privées et les émissions d'agences. L'indice Bloomberg Euro-Aggregate (toutes maturités) est calculé et publié par son administrateur Bloomberg ; l'indice est calculé « coupons réinvestis ». L'indice Bloomberg Euro-Aggregate (toutes maturités) est utilisé par le FCP au sens du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil. L'administrateur de l'indice de référence est inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indice de référence tenu par l'ESMA. Des informations complémentaires sur l'indice de référence sont accessibles via le site internet suivant: www.bloomberg.com/professional/product/indices. L'indice ICE BofA Global High Yield Index est composé d'obligations d'entreprise libellées en EUR, USD, CAD et GBP, émises publiquement sur les principaux marchés domestiques ou euro-obligataires. Les titres éligibles doivent avoir une notation inférieure à BBB- (investment grade; notation basée sur une moyenne de Moody's, S&P et Fitch; et au moins 18 mois jusqu'à l'échéance finale au moment de l'émission. De plus, les titres éligibles doivent avoir une durée résiduelle d'au moins un an et un échéancier de coupon fixe.

L'indice Bloomberg Global Aggregate Corporate calculé (coupons réinvestis) et publié par Bloomberg, est composé de titres obligataires d'entreprise libellés en devise locale sur 24 marchés mondiaux, dont la notation minimum est BBB- dans l'échelle de l'agence de notation Standard & Poor's et l'agence de notation Fitch et Baa3 dans l'échelle Moody's (Investment grade). Exclusivement à taux fixe, les émissions ont une durée de vie restant à courir supérieure à 1 an.

L'indice FTSE Global Convertible Bond EUR Hedged est composé d'obligations convertibles du marché mondial et couvert en EURO contre le risque de change sur toutes les devises de l'indice de référence.

La construction du portefeuille permet ainsi d'obtenir une Note Moyenne Améliorée, note moyenne ISR du portefeuille meilleure que la note moyenne ISR de l'Univers d'Analyse après élimination de 25% des valeurs en conformité avec le label ISR (comprenant les trois filtres suivants: comité d'exclusion, exclusions définies par le label ISR français et note quantitative). Toutes les valeurs de l'Univers d'Analyse (hors valeurs interdites, validées par le comité d'exclusion ou hors valeurs exclues selon le label ISR français) sont donc éligibles au Compartiment, à condition que la note moyenne extra-financière du Compartiment respecte la condition ci-dessus. Avec cette approche en amélioration de note qui correspond à une intégration ESG avec un engagement significatif dans la gestion, la Société de Gestion met en place la stratégie ISR du portefeuille.

2. Au terme de cette analyse, la Société de Gestion sélectionne les titres en fonction de leurs caractéristiques financières et extra-financières. La Société de Gestion met en œuvre une gestion discrétionnaire. Afin d'atteindre l'objectif de gestion, la stratégie d'investissement du Compartiment consiste à gérer un portefeuille de titres de créance et d'instruments du marché monétaire d'émetteurs privés ou publics, y compris des obligations convertibles, principalement libellés en euro, en mettant en œuvre différentes stratégies sur l'ensemble du marché du crédit. L'allocation du risque entre les différentes stratégies sera gérée de manière dynamique. Les stratégies d'investissement pouvant être mises en œuvre par la Société de Gestion sont les suivantes:

■ Stratégie de portage et d'arbitrage

Afin de réaliser l'objectif de gestion, le Compartiment est investi en produits de taux: obligations à taux fixe ou variable et obligations convertible, titres de créances et instruments du marchés monétaires (bons du Trésor, billets de trésorerie, certificat de dépôt, titre de créance négociables). En fonction des opportunités de marché ou dans l'objectif de limiter certains risques, la Société de gestion peut développer:

- des stratégies de portage d'obligations (détention d'obligations de maturité courte) ou,
- des stratégies d'arbitrage entre les titres obligataires de qualité de crédit différente ou encore,
- des stratégies d'arbitrage sur l'ensemble du marché du crédit (arbitrage entre des obligations et des dérivés de crédit afin d'exploiter un écart de valorisation entre deux instruments similaires), dans le respect des contraintes de gestion du Compartiment.

La Société de Gestion ne recourt pas exclusivement ou mécaniquement à des notations et effectue une analyse crédit lors de l'investissement.

■ Stratégies de valeur relative

La Société de Gestion peut également mettre en place des stratégies de valeur relative sur l'ensemble du marché du crédit afin de profiter d'écarts de performance anticipée entre des instruments financiers ou entre des émetteurs et/ou secteurs et/ou des maturités.

Ces stratégies seront par exemple des stratégies long/short consistant à l'achat et la vente de protection sur deux CDS portant sur des émetteurs d'un même secteur ou d'un même pays, l'achat d'une obligation contre l'achat de protection sur un CDS du même émetteur ou encore des stratégies long/short avec l'achat et vente de protection sur deux indices Itraxx, etc.

■ Stratégie directionnelle

La Société de Gestion peut utiliser des stratégies directionnelles sur les marchés obligataires pour allouer la sensibilité positive ou négative du portefeuille et chercher à profiter d'une évolution des spreads de crédit.

Ces stratégies seront par exemple des stratégies consistant à acheter des obligations *Investment Grade* et *High Yield* et à ajuster la sensibilité crédit du portefeuille par l'achat ou la vente de protection sur indice Itraxx (indice composé de dérivés de Crédit), et l'achat ou la vente de performance sur TRS (*Total Return Swap*) sur indices IBOX, etc.

■ Stratégie de gestion de la volatilité

Les stratégies de gestion de la volatilité sont des stratégies mises en place de manière à prendre une exposition soit à la hausse soit à la baisse à la volatilité des différents marchés taux, change, crédit et actions et à bénéficier d'une évolution anticipée favorable des niveaux de volatilités implicites ou d'une évolution anticipée favorable du spread entre la volatilité implicite et la volatilité réalisée. Ces sous-jacents peuvent notamment être des indices actions.

■ Stratégie d'arbitrage sur les obligations convertibles

Les stratégies d'arbitrage sur les obligations convertibles sont des stratégies mises en place de manière à prendre une exposition sur un ou plusieurs paramètres des obligations convertibles et à anticiper une évolution favorable de ces niveaux. Ces paramètres peuvent être notamment la volatilité implicite, le crédit ou certaines clauses de

ORIENTATION DES PLACEMENTS

prospectus établi lors de l'émission (principalement les clauses de protection de l'actionnaire en cas d'Offre Publique d'Achat). L'exposition actions résultante de la détention d'obligations convertibles sera couverte de sorte à ce que l'exposition globale du Compartiment au risque action demeure inférieure à 10%.

Ces stratégies seront réalisées dans le respect des contraintes suivantes :

- sélection des émetteurs et des secteurs d'investissement en fonction des analyses micro et macro-économiques des équipes de gestion ;
- la sensibilité aux taux d'intérêt sera maintenue dans la fourchette [-3 ; + 3] ;
- la sensibilité crédit évoluera dans une fourchette de [-6 ; + 6]
- L'exposition globale du Compartiment au risque action, qui résultera de l'ensemble des instruments financiers détenus par le Compartiment, y compris des éventuelles options détenues, demeurera inférieure à 10% de l'actif net.

De par ces fourchettes de sensibilité et l'utilisation de stratégies d'arbitrage via des instruments financiers dérivés, la stratégie d'investissement du Compartiment ne présente pas un biais directionnel durable et significatif aux marchés obligataires. Le Compartiment visera ainsi à générer une performance absolue positive quelles que soient les conditions de marché.

La gestion suivra le niveau de volatilité du portefeuille avec une cible moyenne de 3% sur la période de détention recommandée (hors conditions exceptionnelles de marché). Cette volatilité cible pourra évoluer à la hausse, comme à la baisse, en fonction des anticipations de la Société de gestion des évolutions des marchés.

Tableau de synthèse :

| | Minimum | Maximum |
|---|--------------|---------|
| Fourchette de sensibilité aux taux d'intérêt | -3 | + 3 |
| Fourchette de sensibilité aux spreads de crédit | -6 | + 6 |
| Emetteurs de pays de l'OCDE | 50 % | 110 % |
| Emetteurs de pays hors OCDE | 10 % maximum | |
| Exposition à des titres non libellés en euro | 10 % maximum | |
| Exposition aux actions | -10 % | + 10% |

La liste des actifs permettant de réaliser la stratégie d'investissement est décrite ci-dessous.

Les titres sont sélectionnés principalement au sein de l'Univers d'Analyse ; ils peuvent également être sélectionnés, en dehors de l'Univers d'Analyse, parmi les valeurs appartenant à l'univers des obligations convertibles et des actions internationales et les entités privées de la zone OCDE, notées « Investment Grade » ou dont la plus mauvaise notation est « BB- » selon les principales agences existantes telles Standard & Poor's, Moody's, Fitch, et émettant des titres de créance négociables et/ou des obligations, libellés en euro, dans la limite de 10 % de l'Univers d'Analyse et dans le respect des contraintes du Label définies ci-avant. La Société de Gestion s'assurera que l'Univers d'Analyse retenu constitue un élément de comparaison pertinent de la notation ESG du Compartiment.

En tout état de cause, conformément au Label ISR, le portefeuille est constitué en permanence à 90 % de son actif net (calculé sur les titres éligibles à l'analyse extra-financière : actions et titres de créances émis par des émetteurs privés et quasi-publics) de titres ayant fait l'objet d'une analyse extra-financière. Bien que les titres d'États fassent l'objet d'une évaluation ESG, les résultats de l'évaluation ne sont pas pris en compte de manière mesurable dans la stratégie ISR décrite ci-dessus ; ces titres d'États peuvent représenter 70% maximum de l'actif net du Compartiment. Les investissements dans les titres d'États sont réalisés à partir d'analyses internes de la qualité financière et extra-financière des émetteurs. Celles-ci s'appuient sur des analyses de stratégestes macro-économiques, d'analystes financiers et d'analystes ISR.

TECHNIQUES ET INSTRUMENTS UTILISÉS

37. Actifs (hors dérivés intégrés)

■ Actions

Le Compartiment n'a pas vocation à investir dans les actions. Toutefois, le Compartiment peut détenir des actions, dans la limite de 10 % maximum de l'actif net, en raison d'investissements dans des obligations convertibles et dans des obligations contingentes convertibles.

■ Titres de créance et instruments du marché monétaire

Les titres en portefeuille seront sélectionnés selon le jugement de la Société de Gestion et dans le respect de la politique interne de suivi des risques de crédit. La Société de Gestion ne s'appuie ni exclusivement ni mécaniquement sur les notations émises par les agences de notation, mais fonde sa conviction d'achat et de vente d'un titre sur ses propres analyses de crédit et de marché. La Société de Gestion pourra notamment recourir à des titres bénéficiant des notations telles que décrites ci-dessous.

Le Compartiment peut investir dans tous types d'obligations (obligations à taux ou variable, obligations indexées, obligations convertibles), de toute maturité (fixe, constante, ou perpétuelle) d'émetteurs privés ou publics. Ces titres d'États peuvent représenter 70% maximum de l'actif net du Compartiment.

Les titres émis par des émetteurs de pays hors OCDE, et notamment par des émetteurs de pays émergents, ne peuvent représenter plus de 10 % de l'actif net. En toutes hypothèses, les titres doivent être libellés dans une devise d'un pays membre de l'OCDE, les titres libellés dans une devise autre que l'euro (USD, JPY, GBP, CHF, SEK, NOK) ne pouvant représenter plus de 10% de l'actif net. L'exposition au risque de change est systématiquement couverte de sorte à ce que l'exposition du Compartiment au risque de change demeure accessoire (inférieure à 10 % de l'actif net).

Les instruments monétaires auquel le Compartiment peut avoir recours sont les titres négociables à court et moyen terme.

Le Compartiment est investi au minimum à 50% de son actif net en titres de créance et/ou instruments du marché monétaire principalement libellés en euro émis par des émetteurs privés (titres à taux fixe, taux variable, taux révisable ou indexés) ou publics, y compris des obligations convertibles. Les titres émis par des émetteurs privés représentent au minimum 50 % de l'actif net.

Le Compartiment peut également investir dans des obligations contingentes convertibles (dites "CoCos" ou "Additional Tier 1") dans la limite de 20% de l'actif net. Ce sont des titres hybrides car ils associent des caractéristiques d'obligations et d'actions. Ils sont assortis d'un mécanisme de sauvegarde qui les convertit en actions ordinaires ou réduit leur capital en cas d'événements déclencheurs généralement définis contractuellement. Ils peuvent présenter un rendement supérieur (en contrepartie d'un risque supérieur) à des obligations classiques, de par leur structuration spécifique et la place qu'ils occupent dans la structure de capital de l'émetteur (dette subordonnée, remboursée après la dette senior). En cas de conversion en actions, le Compartiment pourra détenir des actions dans la limite de 10% de l'actif net.

Le Compartiment pourra ainsi être exposé jusqu'à 110% aux titres de catégorie *Investment Grade* correspondants à une notation minimale BBB-/Baa3 par les principales agences existantes (Standard&Poor's, Moody's, Fitch) en application de la méthode de Bâle (laquelle prévoit qu'en cas de notation du titre par les principales agences existantes (Standard & Poor's, Moody's, Fitch), la Société de gestion retient (i) la note la plus basse des deux meilleures, si le titre est noté par trois agences au moins ; ou (ii) la moins bonne des deux notes, si le titre n'est noté que par deux agences ; ou (iii) la note délivrée par l'unique agence qui aura noté le titre, si le titre n'est noté que par une seule agence) ou une notation jugée équivalente par la Société de gestion, sous réserve de l'éligibilité de l'émetteur au regard de l'analyse interne du profil rendement/risques du titre (rentabilité, crédit, liquidité, maturité).

Le Compartiment peut également être exposé jusqu'à 50 % maximum de son actif net à des titres notés relevant de la catégorie *High Yield* (dits à « caractère spéculatif » ou à « haut rendement »). Ces titres devront avoir une notation inférieure à BBB-/Baa3 et supérieure à CCC-/Caa3 par les principales agences existantes (Standard&Poor's, Moody's, Fitch) en application de la méthode de Bâle ci-avant définie, ou une notation estimée équivalente par la Société de gestion.

Le Compartiment peut également investir en titres non notés dans la limite de 50 % de l'actif net.

Les titres notés de notation inférieure à BBB-/Baa3 et supérieure à CCC-/Caa3 par les principales agences existantes et, les titres non notés et estimés comme étant à « caractère spéculatif » ou à « haut rendement » par la Société de Gestion, pourront représenter, en cumul, jusqu'à 100 % de l'actif net.

A partir de l'univers d'investissement défini ci-dessus (zone géographique, fourchette de sensibilité, notations minimales à l'acquisition et en détention), la Société de Gestion procède à une analyse interne du risque de crédit

pour sélectionner ou céder un titre. Elle ne recourt pas mécaniquement et exclusivement à des notations fournies par les agences de notation mais intègre sa propre analyse du profil rendement/risques du titre (rentabilité, crédit, liquidité, maturité), pour décider de l'acquisition du titre, de sa conservation ou de sa cession en cas d'évolution de la notation du titre.

En cas d'absence de notation de l'émission, la notation de l'émetteur ou du garant se substituera à cette dernière en intégrant le niveau de subordination de l'émission si nécessaire. Les titres non notés devront bénéficier d'une évaluation interne par la Société de Gestion du Compartiment.

La cession d'un titre de créance ne se fonde pas exclusivement sur le critère de ses notations et repose également sur une analyse interne des risques de crédit et des conditions de marché.

■ **Parts ou actions d'autres OPCVM, de FIA ou de fonds d'investissement de droit étranger**

Dans la limite de 10 % de son actif net, le Compartiment peut également investir en parts ou actions d'OPC français ou européens de toutes classifications et notamment des ETF.

Le Compartiment se réserve la possibilité d'acquérir des parts ou actions d'OPCVM ou fonds d'investissement gérés par LBP AM ou une société liée.

Ces OPC peuvent être notamment spécialisés sur les stratégies de gestion auxquelles le Compartiment n'a pas recours dans le cadre de sa stratégie d'investissement. Cette diversification restera accessoire et a pour but de créer de la valeur ajoutée, dans un cadre de risque maîtrisé.

S'il ne s'agit pas d'OPC gérés par la Société de Gestion, des disparités d'approche sur l'ISR peuvent exister entre celles retenues par la Société de Gestion du Compartiment et celles adoptées par la Société de Gestion gérant les OPC externes sélectionnés. Par ailleurs, ces OPC n'auront pas nécessairement une approche ISR. En tout état de cause, la Société de Gestion du Compartiment privilégiera la sélection des OPC ayant une démarche ISR compatible avec sa propre philosophie.

38. Instruments dérivés

Les instruments dérivés peuvent être utilisés afin de mettre en œuvre des stratégies de couverture, d'exposition ou d'arbitrage, auxquelles le Compartiment a recours dans le cadre de sa stratégie d'investissement.

■ **Ainsi, les risques sur lesquels le gérant pourra intervenir :**

Risque actions, crédit, devises, indices de volatilité, indices monétaires et taux.

■ **Nature des interventions, de l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion**

Stratégies de couverture, d'exposition ou d'arbitrage, auxquelles le Compartiment a recours dans le cadre de sa stratégie d'investissement.

■ **Nature des instruments utilisés :**

Le Compartiment pourra intervenir sur :

- Futures et options de taux ou sur indices de taux sur marchés réglementés, organisés français et/ou étrangers, ou de gré à gré et swaps de taux de gré à gré à des fins de couverture ou d'exposition ou d'arbitrage sur taux (ces instruments seront utilisés notamment afin d'ajuster la sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêts entre [-3 et + 3]).
- Futures et option sur actions ou indices actions ainsi que des total return swap sur paniers d'actions et indices actions, à des fins de couverture ou d'exposition, sur les marchés réglementés, organisés français et/ou étrangers, ou de gré à gré.
- « *Contract for Difference* » (« CFD ») ou « *Performance Swap* » sur actions.
- Swaps d'indices de volatilité à des fins de couverture ou d'exposition sur les marchés réglementés, organisés français et/ou étrangers, ou de gré à gré (ces instruments seront utilisés afin de couvrir le risque lié, ou d'augmenter l'exposition du portefeuille aux indices de volatilité des marchés européen et américain).
- Dérivés de crédit : *Credit Default Swaps* (CDS) sur indice sur entité unique ("*single name*") ou sur indice (pour un maximum de 100% de l'actif net) ; ces instruments seront utilisés afin de s'exposer de manière provisoire et/ou de se protéger en prenant des positions acheteuses ou vendeuses).
- Contrats d'échange sur rendement global (*Total Return Swap* ou TRS) pour un maximum de 100% de l'actif net, pour échanger la performance entre un indice monétaire et un indice de référence, par exemple un indice représentatif du marché crédit à des fins de couverture et/ou de manière provisoire d'exposition. Les contreparties utilisées dans le cadre de contrats d'échange sur rendement global sont des établissements financiers ayant leur siège social dans l'OCDE et de notation minimale BBB- au moment de l'exécution de la transaction.

ORIENTATION DES PLACEMENTS

- Futures et options de change sur marchés réglementés, organisés français et/ou étrangers, ou de gré à gré et change à terme à des fins de couverture sur les devises (ces instruments seront notamment utilisés afin de couvrir le risque de change sur le portefeuille).

Les indices sous-jacents à ces instruments respectent les orientations de l'ESMA sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM (ESMA/2012/832). Ces indices ont une fréquence de re-balancement au minimum semestrielle, notamment pour les CDS sur indices Itraxx/CDX, sans coût significatif pour le portefeuille du Compartiment.

■ Stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

L'utilisation des instruments financiers à terme est effectuée :

- dans la poursuite de l'objectif de gestion ;
- pour procéder à des ajustements de collecte, notamment en cas de flux importants de souscriptions et de rachats sur l'OPCVM ;
- afin de s'adapter à certaines conditions de marchés (mouvements importants de marché, meilleure liquidité ou efficience des instruments financiers à terme par exemple).

La mise en œuvre de ces stratégies dépend du contexte des marchés financiers et de la valeur des actifs en portefeuille, et a pour but de couvrir le portefeuille contre des risques financiers et de l'exposer.

Le niveau de levier du Compartiment sur l'ensemble des marchés (résultant de l'investissement en direct dans les instruments financiers et de l'utilisation des instruments financiers à terme) est de 600% maximum de l'actif net (levier brut). L'effet de levier net est de 300 % maximum.

Il est possible que cet effet de levier soit occasionnellement supérieur en circonstances de marchés exceptionnelles et par exemple en périodes de faible volatilité.

Les instruments dérivés sont utilisés de façon discrétionnaire, sans mise en place de stratégies systématiques.

39. Titres intégrant des dérivés

Dans le cadre de sa stratégie d'investissement, le Compartiment peut également investir, dans la limite de 110 % de l'actif net, dans des titres intégrant des dérivés, notamment des titres *callables* ou *puttables* ou des obligations convertibles. En particulier, le Compartiment peut investir en titres comportant une exposition aux actions (obligations convertibles, obligations échangeables ou remboursables en actions, obligations contingentes convertibles).

Il peut en particulier investir jusqu'à 20 % de l'actif net dans des obligations contingentes convertibles ou « CoCos » et jusqu'à 10% de l'actif net dans d'autres titres intégrant des dérivés (certains *Medium Term Notes*, bons de souscription, warrants, *collateralized debt obligation*, *credit linked note*), sur taux, indices, crédit ou change, OPCVM et fonds d'investissement ou actions.

40. Dépôts d'espèces

Le Compartiment se réserve la possibilité d'intervenir sur les dépôts, essentiellement à des fins de gestion de sa trésorerie, dans la limite de 20 % de l'actif net.

41. Emprunts d'espèces

Le Compartiment peut emprunter auprès de son dépositaire, de manière temporaire, jusqu'à 10% net de son actif en espèce pour faire face à des opérations liées à ses flux (investissements et désinvestissements en cours, opérations de souscriptions/rachats, etc.).

42. Opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres

■ Nature des opérations utilisées :

Aux fins d'une gestion efficace du portefeuille, le Compartiment peut effectuer des opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres (des opérations de prises et mises en pension livrées contre espèces, des opérations de prêts et emprunts de titres).

■ Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

Ces opérations ont vocation à assurer l'objectif de gestion et notamment à permettre la saisie d'opportunité sur les marchés en vue d'améliorer la performance du portefeuille, d'optimiser la gestion de la trésorerie ainsi que les revenus du Compartiment.

■ Types d'actifs pouvant faire l'objet de ces opérations :

Les actifs pouvant faire l'objet de ces opérations sont des titres éligibles à la stratégie d'investissement (titres de créance et instruments des marchés obligataire et monétaire) tels que décrits ci-dessus.

■ Niveau d'utilisation envisagé et autorisé :

Le Compartiment peut intervenir sur des opérations de cession temporaire dans la limite d'une fois l'actif et sur des opérations d'acquisition temporaire dans la limite d'une fois l'actif.

Le niveau d'utilisation envisagé sur les opérations de cession temporaire, et sur les opérations d'acquisition temporaire sera, pour chacune d'entre elles, inférieur à 30% de l'actif net.

■ Critères déterminant le choix des contreparties :

Une procédure de sélection des contreparties avec lesquelles ces opérations sont passées permet de prévenir le risque de conflit d'intérêts lors du recours à ces opérations.

Des informations complémentaires relatives à la procédure de choix des contreparties figurent à la rubrique "frais et commissions".

Les contreparties utilisées dans le cadre d'opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres sont des établissements financiers ayant leur siège social dans l'OCDE et de notation minimale BBB- au moment de l'exécution de la transaction.

■ Rémunération :

Des informations complémentaires figurent à la rubrique "Frais et commissions".

43. Contrats constituant des garanties financières

Le Compartiment peut, pour la réalisation de son objectif de gestion, recevoir et consentir des garanties financières, en titres ou en espèces, et réinvestir les espèces reçues en garantie uniquement dans des parts ou actions d'OPC monétaires court terme, dans des obligations d'État de haute qualité, dans des prises en pension de titres éligibles à la stratégie d'investissement ou en dépôts auprès d'établissement de crédit.

Les garanties financières reçues respectent les règles suivantes :

- Qualité de crédit des émetteurs: les garanties financières reçues en titres sont soit des obligations d'État de l'OCDE, soit des obligations supranationales, soit des obligations sécurisées (sans limite de maturité) ;
- Liquidité: les garanties financières reçues autrement qu'en espèces doivent être liquides et négociées à des prix transparents ;
- Corrélation: les garanties sont émises par une entité indépendante de la contrepartie ;
- Diversification: le risque de contrepartie dans des transactions de gré à gré ne peut excéder 10% de l'actif net ; l'exposition à un émetteur de garantie donné n'excède pas 20% de l'actif net ;
- Conservation: toute garantie financière reçue est détenue auprès du dépositaire du Compartiment ou par un de ses agents ou tiers sous son contrôle, ou de tout dépositaire tiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle.

Conformément à sa politique interne de gestion des garanties financière, la Société de Gestion détermine :

- Le niveau de garantie financière requis ; et
- Le niveau de décote applicable aux actifs reçus au titre de garantie financière, notamment en fonction de leur nature, de la qualité de crédit des émetteurs, de leur maturité, de leur devise de référence et de leur liquidité et volatilité.

La Société de Gestion procédera, selon les règles d'évaluation prévues dans ce prospectus, à une valorisation quotidienne des garanties reçues sur une base de prix de marché (*mark-to-market*). Les appels de marge seront réalisés conformément aux termes des contrats de garantie financière.

PROFIL DE RISQUE

Les principaux risques associés aux investissements et techniques employées par le fonds et auxquels s'expose l'investisseur directement et/ou indirectement via les OPC ainsi que via les dérivés dans lesquels le fonds est investi sont :

- **Risque de perte en capital** : le Compartiment n'offre, à aucun moment, de garantie de performance ou de capital et peut donc présenter un risque de perte en capital. Par conséquent il se peut que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.
- **Risque de crédit** : il s'agit du risque de baisse des instruments de crédit découlant des variations des spreads de crédit liées à la défaillance ou la dégradation ou l'amélioration de la qualité des émetteurs. Il est mesuré par la sensibilité crédit. En période de hausse (en cas de sensibilité crédit positive) ou de baisse (en cas de sensibilité crédit négative) des spreads de crédit, la valeur liquidative du Compartiment pourra baisser de manière significative.
- **Risque de taux** : il s'agit du risque de baisse des instruments de taux découlant des variations de taux d'intérêt. Il est mesuré par la sensibilité. En période de hausse (en cas de sensibilité positive) ou de baisse (en cas de sensibilité négative) des taux d'intérêt, la valeur liquidative du Compartiment pourra baisser de manière significative.
- **Risque lié à la détention de titres dont la notation est basse ou inexistante** : le Compartiment se réserve la possibilité de détenir des titres dont la notation est basse ou inexistante. Ainsi, l'utilisation des titres à caractère spéculatif (à haut rendement / *high yield* / titres présentant un risque de défaut plus élevé et une volatilité plus importante) peut entraîner une baisse significative de la valeur liquidative.

L'exposition nette du Compartiment aux titres à caractère spéculatif ou non notés pourra atteindre 100% de l'actif net, compte tenu de son objectif de gestion.

- **Risque de liquidité** : le Compartiment investit notamment dans des titres "à haut rendement / *high yield*" et des obligations convertibles dont les volumes échangés peuvent ponctuellement se trouver réduits dans certaines conditions de marché. Les fourchettes de cotation peuvent s'en trouver élargies.
- **Risque lié à l'engagement sur les instruments financiers à terme** : les stratégies mises en œuvre via les instruments financiers à terme proviennent des anticipations de l'équipe de gestion. Si l'évolution des marchés ne se révèle pas conforme aux stratégies mises en œuvre, cela pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative du Compartiment.
- **Risque lié à la gestion discrétionnaire** : le style de gestion discrétionnaire appliqué au Compartiment repose sur la sélection des titres de créances et obligataires. Il existe un risque que le Compartiment ne soit pas investi à tout moment sur les titres les plus performants. La performance du Compartiment peut donc être inférieure à l'objectif de gestion. La valeur liquidative du Compartiment peut en outre avoir une performance négative. Le style de gestion discrétionnaire repose également sur des stratégies d'arbitrage. L'arbitrage est une technique consistant à profiter d'écart de valorisations constatés ou anticipés entre deux instruments, en prenant une position acheteuse sur l'un et une position vendeuse sur l'autre. Dans le cas d'une évolution défavorable de ces arbitrages (baisse des opérations acheteuses et/ou hausse des opérations vendeuses), la valeur liquidative du Compartiment pourra baisser.
- **Risque lié à la surexposition** : le Compartiment peut avoir recours à des instruments financiers à terme afin de générer une surexposition et ainsi porter l'exposition du Compartiment au-delà de l'actif net. En fonction du sens des opérations, l'effet de la baisse (en cas d'achat ou d'exposition) ou de la hausse (en cas de vente d'exposition) peut être amplifié et ainsi accroître la baisse de la valeur liquidative du Compartiment.
- **Risque lié aux arbitrages** : l'arbitrage est une technique consistant à profiter d'écart de valorisations constatés ou anticipés entre deux instruments, en prenant une position acheteuse sur l'un et une position vendeuse sur l'autre. Dans le cas d'une évolution défavorable de ces arbitrages (baisse des opérations acheteuses et/ou hausse des opérations vendeuses), la valeur liquidative du Compartiment pourra baisser. Le cumul des positions acheteuses et vendeuses prises au travers d'instruments financiers dérivés est limité à 600% de l'actif net
- **Risque de volatilité** : les produits dérivés de type optionnel, contrats futures ou structuré sont sensibles à la volatilité de leurs sous-jacents. Les swaps de volatilité ou de variance sont également particulièrement exposés aux variations de la volatilité. Ces produits peuvent donc faire baisser la valeur liquidative du Compartiment.
- **Risque lié aux obligations contingentes** : Les CoCos sont des titres hybrides, dont l'objectif est principalement de permettre une recapitalisation de la banque ou société financière émettrice, en cas de crise financière. Ces titres disposent en effet de mécanismes d'absorption des pertes, décrits dans leurs prospectus d'émission, qui

s'actionnent en général si le ratio de capital de l'émetteur passe en deçà d'un certain seuil de déclenchement ou « *trigger* ».

Le *trigger* est tout d'abord mécanique: il se base généralement sur le ratio comptable CET1 (« Common Equity Tier 1 ») ramené aux actifs pondérés par le risque. Pour pallier le décalage entre les valeurs comptables et la réalité financière, il existe une clause discrétionnaire permettant au superviseur d'actionner le mécanisme d'absorption des pertes, s'il considère que l'établissement émetteur est en situation d'insolvabilité.

Les CoCos sont donc soumises à des risques spécifiques, notamment subordination à des critères de déclenchement précis (ex. dégradation du ratio de fonds propres,), conversion en actions, perte en capital ou non-paiement des intérêts.

L'utilisation des obligations subordonnées et notamment les obligations dites « *Additional Tier 1* » expose le fonds aux risques suivants:

- de déclenchement des clauses contingentes: si un seuil de capital est franchi, ces obligations sont soit échangées contre des actions soit subissent une réduction du capital potentiellement à 0.
 - d'annulation du coupon: Les paiements des coupons sur ce type d'instruments sont entièrement discrétionnaires et peuvent être annulés par l'émetteur à tout moment, pour une raison quelconque, et sans contraintes de temps.
 - de structure du capital: contrairement à la dette classique et sécurisée, les investisseurs sur ce type d'instruments peuvent subir une perte en capital sans faillite préalable de l'entreprise. De plus, le créancier subordonné sera remboursé après les créanciers ordinaires, mais avant les actionnaires.
 - de l'appel à prorogation: Ces instruments sont émis comme des instruments perpétuels, callable à des niveaux prédéterminés seulement avec l'approbation de l'autorité compétente.
 - d'évaluation / rendement: Le rendement attractif de ces titres peut être considérée comme une prime de complexité.
- **Risque de durabilité**: tout événement ou toute situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir un impact négatif réel ou potentiel sur la valeur de l'investissement. Plus précisément, les effets négatifs des risques de durabilité peuvent affecter les sociétés en portefeuille via une série de mécanismes, notamment: 1) une baisse des revenus; 2) des coûts plus élevés; 3) des pertes ou une dépréciation de la valeur des actifs; 4) un coût du capital plus élevé et 5) des amendes ou risques réglementaires. Des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont intégrés dans le processus de gestion du portefeuille afin de prendre en compte les risques en matière de durabilité dans les décisions d'investissement.
 - **Risque lié à la détention d'instruments indexés sur l'inflation (jusqu'à 20% de l'actif net)**: le Compartiment étant investi en instruments (dont les dérivés) indexés sur l'inflation, il est donc sensible à la variation des taux d'intérêt réels. Sa valeur liquidative pourra baisser significativement dans le cas d'une inflation négative (déflation) ou d'une baisse de l'inflation anticipée.

Les risques accessoires associés aux investissements et techniques employées sont:

- **Risque de contrepartie lié à l'utilisation de produits de gré à gré (dérivés) ou à celui résultant des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres**: le Compartiment est exposé au risque de non-paiement par la contrepartie avec laquelle l'opération est négociée. Ce risque peut se matérialiser par une baisse de la valeur liquidative du Compartiment. Néanmoins, le risque de contrepartie peut être limité par la mise en place de garanties accordées à l'OPCVM conformément à la réglementation en vigueur.

Outre le risque de contrepartie présenté ci-dessus, les risques associés aux opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres et aux contrats d'échange sur rendement global peuvent notamment être des risques de liquidité, juridique (il s'agit du risque de rédaction inadéquate des contrats conclus avec les contreparties) et opérationnels (risque de règlement livraison).

- **Risque de change**: il s'agit du risque de baisse des devises de cotation des instruments financiers sur lesquels est investi le Compartiment par rapport à la devise référence du portefeuille (l'Euro).. Cette exposition peut être réduite par l'utilisation des différents instruments financiers présentés dans le cadre de la stratégie d'investissement. Cependant, une dépréciation des devises sur lesquelles le portefeuille est investi par rapport à l'euro pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative du Compartiment.
- **Risque lié aux investissements sur les marchés émergents**: les risques de marchés sont amplifiés par d'éventuels investissements dans les pays émergents où les mouvements de marché, à la hausse comme à la baisse, peuvent être plus forts et plus rapides que sur les grandes places internationales.

■ ORIENTATION DES PLACEMENTS

- **Risque actions**: il s'agit du risque de baisse de la valeur liquidative du Compartiment liée aux variations des marchés actions qui peuvent impacter la valorisation des titres hybrides (obligations convertibles ou obligations contingentes convertibles dites « CoCos ») présents dans le Compartiment ou des actions détenues par le Compartiment suite à la conversion de ces titres hybrides ou des OPC ou des options sur action. Ainsi, si les marchés actions auxquels le portefeuille est exposé baissent, la valeur liquidative du Compartiment peut baisser. Ce risque est limité dans la mesure où l'exposition au risque actions du Compartiment est au maximum de 10 % de l'actif net.

DURÉE DE PLACEMENT RECOMMANDÉE

La durée de placement recommandée est au minimum de 3 ans.

INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES CONCERNANT L'OPCVM

Néant

COMMENTAIRE DE GESTION

Contexte macroéconomique

Les premiers mois de 2025 ont été marqués par une forte volatilité sur les marchés obligataires, dans un contexte de pressions géopolitiques, de tensions commerciales renouvelées aux États-Unis, et de politiques budgétaires bousculées. L'élection de Donald Trump à la présidence américaine a constitué un catalyseur majeur de ces dynamiques. Notamment avec l'annonce, le 2 avril (Liberation Day), d'une série de droits de douane réciproques visant la quasi-totalité des partenaires commerciaux des États-Unis. L'incertitude a progressivement diminué en août après qu'une série d'« accords » aient été signés et surtout avec la désescalade des tensions sino-américaine. Pour autant, le choc tarifaire reste massif (+ 12,5 % de tarifs moyen), équivalant à une hausse de taxe de plus d'1 % du PIB.

Malgré ces chocs, la croissance aux États-Unis s'est montrée particulièrement résiliente (+ 4,3 %), portée par la demande américaine robuste et soutenue par l'assouplissement des conditions financières. En effet, la Fed a réduit par 3 fois ses taux directeurs depuis septembre (après 9 mois de pause, à 3,5- 3,75 %) pour rééquilibrer les risques entre l'emploi et l'inflation. La BCE, elle, est en pause depuis qu'elle a ramené ses taux directeurs à un niveau neutre de 2,0 % en juin 2025. Elle maintient un discours neutre depuis plusieurs mois: elle est « en bonne position pour attendre et voir ». Cette position est renforcée par un niveau d'inflation à la cible (2 %), la résilience de l'économie (+ 1,4 % de croissance), les moindres risques baissiers (guerre commerciale, ...) et les révisions haussières de ses prévisions d'inflation.

Les divergences économiques entre les États-Unis et l'Europe se sont reflétées dans l'évolution des courbes de taux. Outre-Atlantique, les rendements des obligations souveraines américaines se sont détendus au fil de la période, portés par un ton plus accommodant des membres de la Réserve fédérale et de la dégradation du marché du travail. La courbe s'est ainsi pentifiée: le 2 ans s'est détendu de 77 bp (à 3,47 %) tandis que le 10 ans s'est détendu de 42 bp (à 4,79 %). En zone euro, le mouvement a été tout autre: l'annonce, en mars, d'un plan de relance allemand de 500 milliards d'euros a fortement poussé les taux longs à la hausse. La courbe allemande s'est également fortement pentifiée: + 45 bp sur le 2- 10 ans.

En France, l'instabilité politique a pesé sur la perception du risque souverain, comme en témoigne la dégradation de sa note à A+. Au contraire de l'Italie qui a vu son rating rehaussé par les agences de notations, aux vues de sa bonne trajectoire budgétaire. Les rendements souverains se sont d'ailleurs croisés en septembre et il coûte désormais plus cher à la France qu'à l'Italie de se financer à 10 ans sur les marchés.

Côté crédit, malgré l'élargissement significatif des marges de crédit en avril causé par la politique commerciale américaine, les marges de crédit ont atteint un niveau historiquement bas: les spreads de crédit IG et HY sont au plus serrés depuis 2022 et se sont respectivement resserrés de 22 bp (- 24 %) et 34 bp (- 11 %) sur l'année. Le segment des subordonnés financiers a été le plus performant en 2025. Côté secteurs, les REITs et l'automobile ont surperformé, l'un bénéficiant directement du contexte monétaire accommodant, l'autre retraçant sa sous-performance de 2024.

Enfin, l'activité primaire a enregistré une année 2025 record, avec 775 MM€ émis sur le crédit IG et 125 MM€ émis sur le crédit HY. Ces émissions primaires ont été largement absorbées par la demande des investisseurs qui est restée très soutenue.

Mouvements et positionnement du portefeuille

La bonne performance des marges de crédit et le portage toujours attractif du crédit a permis au fonds LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT de surpasser son objectif de gestion pour la troisième année consécutive. Le fonds enregistre en 2025 une performance nette de + 4,82 %, soit une surperformance de + 2,58 % par rapport à l'Ester. L'ensemble des 8 stratégies (Tactique, Primaire, Volatilité, Portage, Arbitrage de taux, etc.) ont contribué positivement à la performance du fonds. Celle-ci a été particulièrement tirée par les moteurs Tactique crédit, High Beta et Situations spéciales. La VaR du fonds est restée sous les niveaux objectifs, et la volatilité du fonds sur 1 an est de 1,16 %.

La gestion a été marquée par un pilotage dynamique de la sensibilité crédit, avec des phases d'ajustements tactiques via CDS indiciaires notamment. Après avoir été portée jusqu'à 3,5 années en mars, la sensibilité crédit a atteint un point bas de 0,3 en avril au pic des tensions commerciales, via la mise en place d'une couverture CDS indiciaire Main (IG). En septembre, la sensibilité HY a été ramenée à zéro avec la mise en place d'une protection CDS Xover (HY) en arbitrage du CDS iTraxx Main (IG). La sensibilité crédit du portefeuille a été progressivement reconstituée, atteignant un point haut de 4,1 années en septembre, avant de clôturer l'année à un niveau proche de la moyenne annuelle, autour de 3 années. Cette évolution s'est accompagnée d'une hausse de la sensibilité sur le crédit IG corporate et des financières seniors, au profit du crédit HY et des dettes subordonnées.

La stratégie High Beta a progressivement été arbitrée (- 4 %) au profit de la stratégie Situations spéciales (+ 4 %), traduisant une volonté de transfert du risque des dettes perpétuelles vers des dettes périphériques et d'Europe de l'Est notamment. L'exposition aux dettes perpétuelles (AT1, RT1, corporate Hybride) s'établit à 14,8 % fin décembre. De même, l'exposition aux obligations à haut rendement (HY) représentait fin décembre 33,3 % de l'actif. De surcroît, ces segments ont été tous deux repositionnés sur des maturités plus courtes.

La sensibilité taux a également été pilotée activement. Le fonds a capté la hausse rapide des taux longs européens (notamment allemands, + 33 bps sur le 10 ans en mars) pour reconstituer une sensibilité modérée autour de 2 années, tout en allégeant son exposition aux pays périphériques. Au cours de l'été 2025, le fonds s'est positionné sur de la duration américaine puis a transféré cette duration sur la courbe anglaise. Le portefeuille a également initié en fin d'année une position longue sur les taux australiens. Des stratégies de pentification ont été mises en œuvre sur la partie 5- 10 ans allemande ainsi que sur la courbe Euribor. En parallèle, des couvertures optionnelles (achat de calls, put ladder sur le 10 ans allemand) ont été mises en place.

La gestion a également capitalisé sur la volatilité des marchés pour mettre en œuvre des stratégies d'arbitrage crédit, via des bases cash/CDS, ainsi que des couvertures sur les segments les plus subordonnés du portefeuille. La poche de volatilité a contribué positivement à la convexité du portefeuille, avec notamment des achats de calls sur Eurostoxx couverts, qui ont permis d'amortir en partie la mauvaise performance du Tactique crédit en avril.

Enfin, la gestion primaire est restée active tout au long de l'année. Le fonds a participé sur cette année 2025 à plus de 450 émissions primaires.

Perspectives 2026

Les politiques américaines risquent de générer encore des chocs et de l'incertitude, même si le pic est probablement derrière nous. Les risques géopolitiques vont rester structurellement élevés (« compétition » Chine-États-Unis, tensions pétrolières etc.), réduisant l'horizon de prévisibilité. L'incertitude politique devrait également persister en France, potentiellement jusqu'en 2027, mais aussi dans un grand nombre de régions Italie, Espagne, États-Unis.

Les baisses de taux ne sont pas totalement terminées mais devraient être désormais limitées. Aux États-Unis, nous anticipons une dernière baisse des taux directeurs de la Fed pour limiter le ralentissement de l'emploi (et les pressions politiques). En zone euro, nous n'anticipons plus de baisse de taux, bien que les risques baissiers sur l'inflation des services et la pression haussière sur la devise demeurent.

Côté crédit, aux vues des niveaux de valorisations historiquement élevés, nous anticipons en 2026 un léger écartement des marges de crédit. Les obligations continuent à offrir un portage attractif. Les fondamentaux des entreprises IG restent solides et les flux d'investissement importants permettront selon nous d'absorber les émissions sur le marché primaire, qui devraient atteindre des niveaux records. Ainsi, nous restons confiants sur le crédit de qualité (IG) et sélectifs sur les entreprises à haut rendement (HY).

PERFORMANCES

L'indice de référence est ESTR Capitalisé

| Performances | SICAV – Action I | Indice de référence |
|--------------|------------------|---------------------|
| Sur 1 an | 4,82 % | 2,24 % |
| Sur 3 ans | 23,29 % | 9,60 % |
| Sur 5 ans | 19,86 % | 9,06 % |

| Performances | SICAV – Action GP | Indice de référence |
|--------------|-------------------|---------------------|
| Sur 1 an | 4,93 % | 2,24 % |
| Sur 3 ans | 23,53 % | 9,60 % |
| Sur 5 ans | 20,03 % | 9,06 % |

| Performances | SICAV – Action X | Indice de référence |
|--------------|------------------|---------------------|
| Sur 1 an | 5,38 % | 2,24 % |
| Sur 3 ans | 25,13 % | 9,60 % |
| Sur 5 ans | 22,56 % | 9,06 % |

| Performances | SICAV – Action L | Indice de référence |
|--------------|------------------|---------------------|
| Sur 1 an | 4,46 % | 2,24 % |
| Sur 3 ans | 21,87 % | 9,60 % |
| Sur 5 ans | — | — |

Les performances sont présentées coupons réinvestis / dividendes réinvestis.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

RISQUE GLOBAL

L'évaluation du risque global du portefeuille est réalisée par la méthode du calcul de l'engagement. L'engagement est limité réglementairement à 100 % de l'actif net.

Aucun des actifs de votre OPC n'a fait l'objet d'un traitement spécial en raison de leur nature non liquide.

| | |
|----------------------------------|--------|
| Niveau maximum de la VaR en 2025 | 1,89 % |
| Niveau minimum de la VaR en 2025 | 0,81 % |
| Niveau moyen de la VaR en 2025 | 1,30 % |
| Niveau de la VaR le 30/12/2025 | 1,27 % |

PRINCIPAUX MOUVEMENTS DANS LE PORTEFEUILLE AU COURS DE L'EXERCICE

| Titres | Acquisitions | Cessions | Total |
|-------------------------------|----------------|----------------|-----------------------|
| OSTRUM SRI CASH M (C/D) EUR | 437 215 690,79 | 395 621 562,44 | 832 837 253,23 |
| OSTRUM SRI CASH Z (C/D) EUR | 95 362 448,09 | 79 039 113,63 | 174 401 561,72 |
| COMMERZBANK AG TR | 11 143 017,67 | 8 629 144,25 | 19 772 161,92 |
| DEUTSCHE BANK AG TR | 10 360 292,81 | 6 597 803,10 | 16 958 095,91 |
| BANCO SABADELL TR | 12 442 404,89 | 3 105 600,65 | 15 548 005,54 |
| RAIFFEISEN BK IN TR | 8 459 891,68 | 6 843 595,98 | 15 303 487,66 |
| VOLKSBANK WIEN A TR 09-09-31 | 6 973 260,00 | 7 002 630,37 | 13 975 890,37 |
| LINEAGE EU 4.125% 26-11-31 | 6 952 680,00 | 6 941 897,95 | 13 894 577,95 |
| LAGARDERE SCA 4.750% 12-06-30 | 9 785 660,88 | 3 651 882,91 | 13 437 543,79 |
| UNICREDIT SPA 4.000% 05-03-34 | 6 462 739,73 | 6 205 677,00 | 12 668 416,73 |

EFFET DE LEVIER

Le niveau maximal de levier de l'OPC n'a pas été modifié au cours de l'exercice.

- Niveau maximal de levier de l'OPC calculé selon la méthode de l'engagement : 300,00 %,
- Niveau maximal de levier de l'OPC calculé selon la méthode brute : 600,00 %.

Le montant total de levier auquel l'OPC a recours est de :

- 138,31 % selon la méthode de l'engagement,
- 204,64 % selon la méthode brute.

Les garanties financières reçues ou données par l'OPC sont uniquement en espèces en Euro et réinvesties uniquement dans des parts ou actions d'OPC monétaires court terme ou en dépôts auprès d'établissements de crédit.

CRITÈRES SOCIAUX, ENVIRONNEMENTAUX ET DE QUALITÉ DE GOUVERNANCE (ESG)

La SICAV relevant de l'article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du 27 novembre 2019, de plus amples informations sur les caractéristiques environnementales et/ou sociales de la SICAV sont disponibles dans l'annexe SFDR du rapport de gestion.

OPCVM : INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Exposition sous-jacente atteinte au travers des instruments financiers dérivés / Identité des contreparties à ces transactions financières dérivés / Type et montant des garanties financières reçues par l'OPCVM afin de réduire le risque de contrepartie

Au cours de l'exercice sous revue, l'OPC a eu recours à des produits dérivés (Indice de CDS, Swaps de défaut de crédit, swaps de taux, Change à terme, Futures sur indices, sur taux d'intérêt et sur obligations, Options sur Futures (sur indice, sur taux d'intérêt, sur obligation), Options sur indice).

À fin décembre 2025, le portefeuille comprenait les dérivés OTC suivants: 5 Collatéraux cash sur prêt emprunt;

Les contreparties à ces opérations étaient: BNPP France; JEFFERIES GMBH; BARCLAYS BK IRL; ODDO AM.

Le montant total des collatéraux s'élevait à: 3 464 038,00 EUR.

INFORMATIONS RELATIVES AUX CESSIONS ET ACQUISITIONS TEMPORAIRES DE TITRES (CATT) ET INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS DE TYPE CONTRAT D'ÉCHANGE SUR RENDEMENT GLOBAL (TOTAL RETURN SWAP (TRS)):

| Informations générales | |
|--|--|
| Montant des titres prêtés en proportion du total des actifs | — |
| Montant des titres engagés dans des opérations de prise en pension | 10 000 000,01 euros soit 1,13 % de l'actif net |
| Montant des titres engagés dans des opérations de mise en pension | 17 592 840 euros soit 1,99 % de l'actif net |
| Données sur la concentration (opérations de mise en pension) | |
| Les 10 plus gros émetteurs de garantie | — |
| Les 10 principales contreparties pour les opérations de mise en pension | BNPP FRANCE (35 %), JEFFERIES GMBH (32,7 %), BARCLAYS BK IRL (24,3 %), ODDO ASSET MANAGEMENT (8,0 %) |
| Données sur la concentration (opérations de prise en pension) | |
| Les 10 plus gros émetteurs de garantie | SPAIN GOV BOND (100 %) |
| Les 10 principales contreparties pour les opérations de prise en pension | BBVA (MADRID) (100 %) |
| Données d'opération agrégées (opérations de mise en pension) | |
| Type, qualité et monnaie des garanties | Collatéral cash Euro issu d'opérations de mise en pension |
| Échéance des titres sous-jacents | — |
| Échéance des opérations | 1 jour |
| Pays des contreparties | France (35 %), Allemagne (32,7 %), MISSING COUNTRY CODE (24,3 %), France (8,0 %) |
| Règlement et compensation | Bilatéral |
| Données d'opération agrégées (opérations de prise en pension) | |
| Type, qualité et monnaie des garanties | Titres souverains ou bancaires Euro dans le cadre d'opérations de prise en pension |
| Échéance des titres sous-jacents | > 1 an : 100 % |
| Échéance des opérations | 1 jour |
| Pays des contreparties | Espagne (100 %) |
| Règlement et compensation | Bilatéral |
| Données sur la réutilisation des garanties | |
| Part des garanties reçues qui est réutilisée | 100 % |
| Revenus pour l'OPC | 25 027,35 |
| Conservation des garanties reçues par l'OPC dans le cadre des opérations de financement sur titres et des contrats d'échange sur rendement global | |
| Nombre de dépositaires | 1 |
| Noms des dépositaires | 0 |
| Conservation des garanties fournies par l'OPC dans le cadre des opérations de financement sur titres et des contrats d'échange sur rendement global | |
| Part des garanties détenues sur des comptes séparées ou des comptes groupés, ou sur d'autres comptes | 100 % des garanties détenues sur un compte dédié au fonds et unique pour toutes les contreparties |
| Données sur les revenus et les coûts des opérations de prêts emprunts de titres | |
| Ventilation entre l'OPC, le gestionnaire de l'OPC et les tiers en valeur absolue et en % des revenus globaux générés | — |

DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

Dividendes (en euros) distribués au titre des trois derniers exercices des **actions L** (CGI art.243bis et 158)

| Année du résultat | Exercice de distribution | Montant distribué | Montant éligible à l'abattement | Montant non éligible à l'abattement |
|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|-------------------------------------|
| 31/12/21 | 2022 | Néant | Néant | Néant |
| 31/12/22 | 2023 | Néant | Néant | Néant |
| 31/12/23 | 2024 | Néant | Néant | Néant |

Dividendes (en euros) distribués au titre des trois derniers exercices des **actions GP** (CGI art.243bis et 158)

| Année du résultat | Exercice de distribution | Montant distribué | Montant éligible à l'abattement | Montant non éligible à l'abattement |
|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|-------------------------------------|
| 31/12/21 | 2022 | Néant | Néant | Néant |
| 31/12/22 | 2023 | Néant | Néant | Néant |
| 31/12/23 | 2024 | Néant | Néant | Néant |

Dividendes (en euros) distribués au titre des trois derniers exercices des **actions I** (CGI art.243bis et 158)

| Année du résultat | Exercice de distribution | Montant distribué | Montant éligible à l'abattement | Montant non éligible à l'abattement |
|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|-------------------------------------|
| 31/12/21 | 2022 | Néant | Néant | Néant |
| 31/12/22 | 2023 | Néant | Néant | Néant |
| 31/12/23 | 2024 | Néant | Néant | Néant |

Dividendes (en euros) distribués au titre des trois derniers exercices des **actions X** (CGI art.243bis et 158)

| Année du résultat | Exercice de distribution | Montant distribué | Montant éligible à l'abattement | Montant non éligible à l'abattement |
|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|-------------------------------------|
| 31/12/21 | 2022 | Néant | Néant | Néant |
| 31/12/22 | 2023 | Néant | Néant | Néant |
| 31/12/23 | 2024 | Néant | Néant | Néant |

PROCÉDURE DE SUIVI ET DE SÉLECTION DES INTERMÉDIAIRES

Des critères de choix ont été sélectionnés. Tous les six mois, une notation reprenant ces critères est effectuée et est commentée en comité des intermédiaires.

Les intermédiaires sont retenus en fonction de la note obtenue et du nombre d'intermédiaires souhaité par le comité. Un classement est mis en place en fonction de la note et des objectifs de pourcentage de volumes sont attribués à chaque intermédiaire.

Ce choix donne lieu à une liste qui est mise à jour par le middle office et qui est consultable sur l'intranet de la société.

La direction des risques réalise de façon permanente le suivi des intermédiaires et contreparties, un reporting mensuel sur l'application de cette liste et des volumes de transactions réalisés avec chaque intermédiaire est produit.

La direction du contrôle interne effectue un contrôle de 2^e niveau en s'assurant de l'existence et de la pertinence des contrôles réalisés par le middle office.

Durant l'exercice sous revue de l'OPCVM, la procédure de choix des intermédiaires a été appliquée et contrôlée. Aucun manquement significatif n'a été relevé.

POLITIQUE D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

LBP AM tient à la disposition de tous les porteurs, un document intitulé « Politique de vote » qui présente les conditions dans lesquelles elle exerce les droits de vote attachés aux titres détenus par les OPCVM dont elle assure la gestion.

Ce document est consultable au siège de la société ou sur son site Internet ou peut être adressé sur simple demande écrite auprès de LBP AM, 36 Quai Henri IV, 75004 Paris.

COMPTE-RENDU RELATIF AUX FRAIS D'INTERMÉDIATION

Le compte-rendu relatif aux frais d'intermédiation est disponible sur le site Internet de LBP AM : www.lbpam.com

FRAIS DE RECHERCHE RÉELS

Les frais de recherche de l'exercice réels sur le fonds sont :

- 0,01 % de l'actif net moyen pour l'action FR0013465606,
- 0,01 % de l'actif net moyen pour l'action FR0013340726,
- 0,01 % de l'actif net moyen pour l'action FR0014004IP7,
- 0,01 % de l'actif net moyen pour l'action FR0013403417.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION

1. Éléments qualitatifs

Dans le cadre de la mise en applications directives, et la gestion des OPC, les spécificités de politique de rémunération de la société de gestion retenues sont les suivantes:

- Les collaborateurs de LBP AM sont essentiellement rémunérés sur la base de leur salaire fixe et variable.
- La politique de rémunération mise en place au sein de LBP AM n'encourage pas les comportements à risques et aligne les risques pris par le personnel avec ceux des investisseurs et ceux de la société de gestion; elle est conforme à la stratégie économique, aux objectifs, aux valeurs et aux intérêts de la société de gestion.
- Le montant individuel de rémunération variable pour un collaborateur est fonction :
 - de la performance globale individuelle du collaborateur, mesurée à travers l'évaluation de l'atteinte des objectifs de l'année, de sa tenue de poste et de son niveau d'engagement,
 - de la performance globale de LBP AM pour l'année considérée, qui permet de définir le pool de rémunérations variables pour l'ensemble des collaborateurs de LBP AM,
 - de l'équilibre entre la rémunération fixe et la rémunération variable.

La part variable individuelle revenant au collaborateur concerné sera déterminée sur la base de critères à la fois quantitatifs et qualitatifs, y compris la tenue de poste. Un équilibre est assuré entre ces critères qualitatifs et quantitatifs. Ces critères sont déterminés par le responsable hiérarchique de chaque collaborateur et reportés dans les formulaires des entretiens. Le niveau de performance général du collaborateur concerné sur l'année de référence est apprécié d'une manière formelle et globale par le manager, après échanges avec son collaborateur.

Les objectifs fixés lors de l'entretien doivent permettre de servir au mieux les intérêts de la Société et de ses investisseurs. Ils n'ont pas vocation à accroître le niveau des risques intrinsèques de l'activité de LBP AM.

- Personnel concerné: l'ensemble du personnel est concerné par cette politique.
- Personnel identifié: preneurs de risques.

Toute personne listée comme personnel identifié au sein de la politique – globalement ceux ayant un impact significatif sur le profil de risque de la société ou des OPC gérés et/ou ceux dont la rémunération se situe dans la même tranche que celle des preneurs de risque/personnel identifié, voit sa rémunération variable, lorsqu'elle est supérieure à 200 000 €, faire l'objet d'un paiement différé à hauteur de 50 %, par tiers sur 3 ans.

- Mise en place d'ajustement des risques a posteriori: les rémunérations peuvent être reprises par la mise en place de deux mécanismes sur la base de critères définis par la direction des risques et la DCCI et sur la décision du Comité des Rémunérations:
 - Restitutions: le Comité des rémunérations se réserve la possibilité de réclamer la restitution de tout ou partie de la rémunération variable déjà versée ou acquise, notamment lorsque le personnel identifié a contribué aux performances financières médiocres ou négatives, ou en cas de fraude.
 - Malus: ce mécanisme est activable sur décision du comité des rémunérations. L'acquisition ou le versement de la part différée n'est jamais garantie, elle est subordonnée au respect des conditions applicables (méthodologie d'évaluation des comportements risques et conformité des collaborateurs de la DDCI et de la Direction des Risques). Ce malus peut annuler tout ou partie les rémunérations variables non encore acquises ou versées.
- Le Comité des Nominations et des rémunérations (CNR) est composé de membres n'occupant pas de fonction exécutive au sein de LBP AM, et présidé par un des membres indépendants. Y participent également la DRH LBP AM, la direction de la Rémunération Groupe LBP et la CEO de LBP AM.

2. Éléments quantitatifs

| Montant total des rémunérations sur l'exercice clos le 31 décembre 2025 | |
|---|--------------|
| Ensemble des CDI de la Société LBP AM sur l'année 2025 | |
| Fixes bruts | 17 798 110 € |
| Variables + primes bruts | 6 110 455 € |
| Ensemble des gérants | |
| Fixes bruts | 4 126 142 € |
| Variables + primes bruts | 2 423 170 € |
| Ensemble des cadres supérieurs (hors gérants) | |
| Fixes bruts | 1 543 000 € |
| Variables + primes bruts | 592 580 € |

Comptes annuels

| Bilan Actif au 31/12/2025 en EUR | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations corporelles nettes | 0,00 | 0,00 |
| Titres financiers | | |
| Actions et valeurs assimilées (A) | 0,00 | 0,00 |
| Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Obligations convertibles en actions (B) | 7 408 922,20 | 3 537 882,00 |
| Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé | 7 408 922,20 | 3 537 882,00 |
| Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Obligations et valeurs assimilées (C) | 757 986 609,11 | 303 804 260,63 |
| Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé | 757 986 609,11 | 303 804 260,63 |
| Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances (D) | 18 990 444,07 | 0,00 |
| Négoziés sur un marché réglementé ou assimilé | 18 990 444,07 | 0,00 |
| Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Parts d'OPC et de fonds d'investissements (E) | 79 926 329,77 | 24 848 444,04 |
| OPCVM | 79 926 329,77 | 24 848 444,04 |
| FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne | 0,00 | 0,00 |
| Autres OPC et fonds d'investissements | 0,00 | 0,00 |
| Dépôts (F) | 0,00 | 0,00 |
| Instruments financiers à terme (G) | 1 524 904,98 | 1 718 560,07 |
| Opérations temporaires sur titres (H) | 28 021 421,63 | 1 418 835,23 |
| Créances représentatives de titres financiers reçus en pension | 10 001 100,01 | 0,00 |
| Créances représentatives de titres donnés en garantie | 0,00 | 0,00 |
| Créances représentatives de titres financiers prêtés | 0,00 | 0,00 |
| Titres financiers empruntés | 0,00 | 0,00 |
| Titres financiers donnés en pension | 18 020 321,62 | 1 418 835,23 |
| Autres opérations temporaires | 0,00 | 0,00 |
| Prêts (I) (*) | 0,00 | 0,00 |
| Autres actifs éligibles (J) | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total actifs éligibles I = (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J) | 893 858 631,76 | 335 327 981,97 |
| Créances et comptes d'ajustement actifs | 12 832 801,57 | 2 787 204,99 |
| Comptes financiers | 270 466,38 | 212 808,77 |
| Sous-total actifs autres que les actifs éligibles II | 13 103 267,95 | 3 000 013,76 |
| Total de l'actif I+II | 906 961 899,71 | 338 327 995,73 |

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

| Bilan Passif au 31/12/2025 en EUR | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Capitaux propres : | | |
| Capital | 832 048 987,07 | 306 780 110,37 |
| Report à nouveau sur revenu net | 5 278 581,02 | 0,00 |
| Report à nouveau des plus et moins-values réalisées nettes | 4 590 002,45 | 0,00 |
| Résultat net de l'exercice | 40 256 692,01 | 26 549 411,03 |
| Capitaux propres I | 882 174 262,55 | 333 329 521,40 |
| Passifs de financement II (*) | 0,00 | 0,00 |
| Capitaux propres et passifs de financement (I+II) | 882 174 262,55 | 333 329 521,40 |
| Passifs éligibles : | | |
| Instruments financiers (A) | 17 557 615,43 | 1 410 201,17 |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres financiers | 17 557 615,43 | 1 410 201,17 |
| Instruments financiers à terme (B) | 5 541 437,79 | 2 960 362,82 |
| Emprunts (C) (*) | 0,00 | 0,00 |
| Autres passifs éligibles (D) | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total passifs éligibles III = (A+B+C+D) | 23 099 053,22 | 4 370 563,99 |
| Autres passifs : | | |
| Dettes et comptes d'ajustement passifs | 1 423 805,58 | 442 808,71 |
| Concours bancaires | 264 778,36 | 185 101,63 |
| Sous-total autres passifs IV | 1 688 583,94 | 627 910,34 |
| Total Passifs : I+II+III+IV | 906 961 899,71 | 338 327 995,73 |

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

| Compte de résultat au 31/12/2025 en EUR | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|----------------------|---------------------|
| Revenus financiers nets | | |
| Produits sur opérations financières : | | |
| Produits sur actions | 0,00 | 0,00 |
| Produits sur obligations | 15 571 280,98 | 7 322 908,30 |
| Produits sur titres de créances | 13 952,68 | 0,00 |
| Produits sur parts d'OPC | 0,00 | 0,00 |
| Produits sur instruments financiers à terme | 400 415,49 | 301 085,44 |
| Produits sur opérations temporaires sur titres | 46 777,66 | 0,03 |
| Produits sur prêts et créances | 0,00 | 0,00 |
| Produits sur autres actifs et passifs éligibles | 0,00 | 0,00 |
| Autres produits financiers | 127 632,61 | 117 716,55 |
| Sous-total produits sur opérations financières | 16 160 059,42 | 7 741 710,32 |
| Charges sur opérations financières : | | |
| Charges sur opérations financières | 0,00 | 0,00 |
| Charges sur instruments financiers à terme | -300 187,33 | -293 669,73 |
| Charges sur opérations temporaires sur titres | -99 329,56 | -121 146,30 |
| Charges sur emprunts | 0,00 | 0,00 |
| Charges sur autres actifs et passifs éligibles | 0,00 | 0,00 |
| Charges sur passifs de financement | 0,00 | 0,00 |
| Autres charges financières | -69 116,19 | -34 222,00 |
| Sous-total charges sur opérations financières | -468 633,08 | -449 038,03 |
| Total revenus financiers nets (A) | 15 691 426,34 | 7 292 672,29 |
| Autres produits : | | |
| Rétrocession des frais de gestion au bénéfice de l'OPC | 0,00 | 0,00 |
| Versements en garantie de capital ou de performance | 0,00 | 0,00 |
| Autres produits | 0,00 | 0,00 |
| Autres charges : | | |
| Frais de gestion de la société de gestion | -3 022 023,48 | -933 642,00 |
| Frais d'audit, d'études des fonds de capital investissement | 0,00 | 0,00 |
| Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 |
| Autres charges | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total autres produits et autres charges (B) | -3 022 023,48 | -933 642,00 |
| Sous-total revenus nets avant compte de régularisation (C = A-B) | 12 669 402,86 | 6 359 030,29 |
| Régularisation des revenus nets de l'exercice (D) | 8 059 893,83 | 2 609 615,42 |
| Sous-total revenus nets I = (C+D) | 20 729 296,69 | 8 968 645,71 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations : | | |
| Plus ou moins-values réalisées | 13 558 256,07 | 6 268 173,54 |
| Frais de transactions externes et frais de cession | -107 867,96 | -16 936,84 |
| Frais de recherche | -64 482,36 | -75 984,02 |
| Quote-part des plus-values réalisées restituées aux assureurs | 0,00 | 0,00 |
| Indemnités d'assurance perçues | 0,00 | 0,00 |
| Versements en garantie de capital ou de performance reçus | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations (E) | 13 385 905,75 | 6 175 252,68 |
| Régularisations des plus ou moins-values réalisées nettes (F) | 11 154 626,03 | 2 892 691,29 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes II = (E+F) | 24 540 531,78 | 9 067 943,97 |

| Compte de résultat au 31/12/2025 en EUR | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|----------------------|----------------------|
| Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations : | | |
| Variation des plus ou moins-values latentes y compris les écarts de change sur les actifs éligibles | -2 213 782,92 | 5 802 073,55 |
| Ecart de change sur les comptes financiers en devises | 4 039,21 | 2 089,20 |
| Versements en garantie de capital ou de performance à recevoir | 0,00 | 0,00 |
| Quote-part des plus-values latentes à restituer aux assureurs | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisation (G) | -2 209 743,71 | 5 804 162,75 |
| Régularisations des plus ou moins-values latentes nettes (H) | -2 803 392,75 | 2 708 658,60 |
| Plus ou moins-values latentes nettes III = (G+H) | -5 013 136,46 | 8 512 821,35 |
| Acomptes : | | |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (J) | 0,00 | 0,00 |
| Acomptes sur plus ou moins-values réalisées nettes versés au titre de l'exercice (K) | 0,00 | 0,00 |
| Total Acomptes versés au titre de l'exercice IV = (J+K) | 0,00 | 0,00 |
| Impôt sur le résultat V (*) | 0,00 | 0,00 |
| Résultat net I + II + III + IV + V | 40 256 692,01 | 26 549 411,03 |

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

A. Informations générales

A1. Caractéristiques et activité de l'OPC à capital variable

A1a. Stratégie et profil de gestion

L'objectif de gestion du Compartiment est double :

- chercher à réaliser, sur la durée de placement recommandée (3 ans), une performance nette de frais de gestion réels supérieure à celle de son indicateur de référence (l'€STR capitalisé quotidiennement) majorée comme suit pour chacune des catégories d'actions du Compartiment : · Objectif de performance supérieure de 2,8 % par an à celle de l'€STR pour les actions X ; · Objectif de performance supérieure de 2,5 % par an à celle de l'€STR pour les actions GP ; · Objectif de performance supérieure de 2,5 % par an à celle de l'€STR pour les actions I ; · Objectif de performance supérieure à 2 % par an à celle de l'€STR pour les actions L,
- et mettre en œuvre une stratégie d'investissement socialement responsable (ISR).

La politique d'investissement consiste à atteindre l'objectif de gestion, par la mise en place de différentes stratégies de gestion, notamment d'arbitrage, permettant d'exposer le portefeuille du Compartiment de manière dynamique et flexible à différentes classes d'actifs (crédit, taux, obligations convertibles, dérivés de crédit) dans le respect des contraintes de gestion du Compartiment. Le Compartiment visera à générer une performance absolue positive sur la durée de placement recommandée quelles que soient les conditions de marché.

Le prospectus / règlement de l'OPC décrit de manière complète et précise ces caractéristiques.

A1b. Eléments caractéristiques de l'OPC au cours des 5 derniers exercices

| | 31/12/2021 | 30/12/2022 | 29/12/2023 | 31/12/2024 | 31/12/2025 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| Actif net Global en EUR | 215 362 057,12 | 180 838 495,49 | 197 847 770,08 | 333 329 521,40 | 882 174 262,55 |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT GP en EUR | | | | | |
| Actif net | 197 667,73 | 190 656,03 | 7 044 526,16 | 15 010 065,62 | 39 783 313,00 |
| Nombre de titres | 1 901,00000 | 1 900,00000 | 64 749,52479 | 127 063,01624 | 320 958,88349 |
| Valeur liquidative unitaire | 103,98 | 100,34 | 108,79 | 118,13 | 123,95 |
| Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes | 3,39 | -0,74 | -1,57 | 3,21 | 3,44 |
| Capitalisation unitaire sur revenu | 1,54 | 1,97 | 2,62 | 3,05 | 3,05 |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT I en EUR | | | | | |
| Actif net | 66 640 160,60 | 58 430 251,96 | 71 326 543,50 | 108 551 903,35 | 373 966 383,89 |
| Nombre de titres | 6 258,63251 | 5 682,63251 | 6 394,17015 | 8 975,28636 | 29 498,52081 |
| Valeur liquidative unitaire | 10 647,71 | 10 282,25 | 11 154,93 | 12 094,53 | 12 677,46 |
| Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes | 340,33 | -76,61 | -161,35 | 329,60 | 352,61 |
| Capitalisation unitaire sur revenu | 129,90 | 207,20 | 274,60 | 295,21 | 298,46 |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT L en EUR | | | | | |
| Actif net | 18 811 731,25 | 21 948,57 | 362 931,96 | 40 029 291,62 | 297 017 269,09 |
| Nombre de titres | 189 374,00000 | 230,00000 | 3 523,57239 | 359 553,92228 | 2 554 070,64837 |
| Valeur liquidative unitaire | 99,33 | 95,42 | 103,00 | 111,33 | 116,29 |
| Plus et moins- values nettes unitaire non distribuées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3,24 |
| Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes | 0,10 | -0,70 | -1,49 | 3,03 | 0,00 |
| Distribution unitaire sur revenu | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,74 |
| Crédit d'impôt unitaire (1) | 0,000 | 0,000 | 0,000 | 0,000 | 0,000 (1) |
| Report à nouveau unitaire sur revenu | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,62 |
| Capitalisation unitaire sur revenu | 0,26 | 1,45 | 2,05 | 2,40 | 0,00 |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT X en EUR | | | | | |
| Actif net | 129 712 497,54 | 122 195 638,93 | 119 113 768,46 | 169 738 260,81 | 171 407 296,57 |
| Nombre de titres | 12 223,90224 | 11 880,90224 | 10 635,90224 | 13 898,90224 | 13 318,90224 |
| Valeur liquidative unitaire | 10 611,38 | 10 285,04 | 11 199,21 | 12 212,35 | 12 869,47 |
| Plus et moins- values nettes unitaire non distribuées | 340,12 | 263,36 | 0,00 | 331,61 | 701,45 |
| Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes | 0,00 | 0,00 | 132,55 | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau unitaire sur revenu | 244,74 | 489,47 | 0,00 | 364,57 | 765,45 |
| Capitalisation unitaire sur revenu | 0,00 | 0,00 | 803,69 | 0,00 | 0,00 |

(1) Le crédit d'impôt unitaire ne sera déterminé qu'à la date de mise en distribution conformément aux dispositions fiscales en vigueur.

A2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2020-07 modifié par le règlement ANC 2022-03.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Techniques et instruments utilisés

Actifs (hors dérivés intégrés)

Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé sont évalués à partir des cours qui semblent les plus représentatifs parmi les cours de Bourse, les cours contribués par les spécialistes de marché, les cours utilisés pour le calcul d'indices de marché reconnus ou les cours diffusés sur des bases de données représentatives.

- Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé européen sont évalués chaque jour de Bourse sur la base du cours de clôture du jour.
- Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé de la zone Asie - Pacifique sont évalués chaque jour de Bourse sur la base du cours de clôture du jour.
- Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé de la zone Amérique sont évalués chaque jour de Bourse sur la base du cours de clôture du jour.

Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé en dehors de l'Union Monétaire Européenne sont évalués chaque jour de Bourse sur la base du cours de leur marché principal converti en euros suivant le cours WM Reuters relevé à 16h, heure de Londres.

Les parts ou actions d'OPC cotés sont évaluées à partir des cours qui semblent les plus représentatifs parmi les cours de cours de Bourse (cours de clôture) ou les valeurs liquidatives (dernière valeur liquidative connue).

Les parts ou actions d'OPC non cotés et des fonds d'investissement sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue ou à défaut, à leur dernière valeur estimée.

A l'exception des Bons émis par les États de la zone Euro dont le cours est diffusé sur des bases de données représentatives ou contribué par des spécialistes de marché, les titres de créances négociables et assimilés sont valorisés actuariellement par l'application du taux de swap calculé par interpolation sur l'échéance correspondante augmenté ou diminué d'une marge estimée en fonction des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre.

Les acquisitions et cession temporaires de titres sont évaluées de la manière suivante :

- Prêts et emprunts de titres : les titres empruntés sont évalués à leur valeur de marché. La créance représentative des titres prêtés ou la dette représentative des titres empruntés est évaluée à la valeur de marché des titres.
- Titres donnés ou reçus en pension : les titres reçus en pension inscrits en créance sont évalués à la valeur fixée dans le contrat. Les titres donnés en pension sont évalués à leur valeur de marché.

La dette représentative des titres donnés en pension est évaluée à la valeur fixée dans le contrat.

Les opérations sur les instruments financiers à terme ferme ou conditionnels sont évalués de la manière suivante :

- Les opérations portant sur les instruments financiers à terme ferme ou conditionnels négociés sur des marchés organisés de l'Union Monétaire Européenne sont évaluées chaque jour de Bourse sur la base du cours de compensation pratiqué le jour de l'évaluation.
- Les opérations portant sur les instruments financiers à terme ferme ou conditionnels négociés sur des marchés organisés étrangers sont évaluées chaque jour de Bourse sur la base du cours de leur marché principal converti en euros suivant le cours WM Reuters relevé à 16h, heure de Londres.
- Les engagements correspondant aux transactions sur les marchés à terme ferme ont été inscrits en hors bilan pour leur valeur de marché, ceux correspondant aux transactions sur marchés optionnels ont été traduits en équivalent sous-jacent.

Les opérations d'échange de devises ou de conditions d'intérêts sont évaluées de la manière suivante :

- Les contrats d'échange de conditions d'intérêts et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux de trésorerie future (principal et intérêt) au taux d'intérêt et/ou de devises de marché.
- L'ensemble composé d'un titre et de son contrat d'échange de taux d'intérêt et / ou de devise peut faire l'objet d'une évaluation globale au taux de marché et/ou au cours de la devise résultant de l'échange en conformité des termes du contrat.

Cette méthode ne peut être retenue que dans le cas particulier d'un échange affecté à un titre identifié. Par assimilation, l'ensemble est alors valorisé comme un titre de créance.

- Les dérivés sur événements de crédit (CDS) sont valorisés selon la méthode standard publiée par l'International Swaps and Derivatives Association « Upfront standard ISDA ».
- Les swaps de volatilité sont valorisés en tenant compte de la variance réalisée et de la variance anticipée.

Les opérations de change à terme sont évaluées sur la base d'une réévaluation des devises en engagement au cours du jour en prenant en compte le report / déport calculé en fonction de l'échéance du contrat

Les dépôts à terme sont enregistrés et évalués pour leur montant nominal. Ce montant est majoré des intérêts courus qui s'y rattachent.

Les autres opérations d'échange ou produits de bilan intégrant des dérivés complexes sont évalués à partir de modèles ayant recours à des méthodes analytiques (type Black&Scholes) ou numériques (type Monte-Carlo) validés par la société de gestion.

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la Société de Gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Swing pricing

Méthode d'ajustement de la valeur liquidative liée au swing pricing avec seuil de déclenchement Des ordres de souscription / rachat significatifs peuvent entraîner des coûts liés aux opérations d'investissement ou de désinvestissement du portefeuille.

Afin de protéger les intérêts des actionnaires restants, la SICAV met en place un mécanisme de swing pricing avec seuil de déclenchement, pour les Compartiments:

- LBPAM ISR Convertibles Europe;
- LBPAM ISR Absolute Return Convertibles;
- LBPAM ISR Absolute Return Credit; et
- LBPAM ISR Convertibles Monde.

Ce mécanisme permet à la Société de Gestion de faire supporter les coûts estimés de réajustement aux actionnaires qui demandent la souscription ou le rachat d'actions du Compartiment concerné en épargnant ainsi les actionnaires qui demeurent au sein du Compartiment.

Si, un jour de calcul de la valeur liquidative, le total des ordres de souscription / rachats nets des actionnaires sur l'ensemble des classes d'actions du Compartiment dépasse un seuil préétabli, déterminé sur la base de critères objectifs par la Société de Gestion en pourcentage de l'actif net du Compartiment, la valeur liquidative peut être ajustée à la hausse ou à la baisse, pour prendre en compte les coûts de réajustement imputables respectivement aux ordres de souscription / rachat nets. Les paramètres de coûts et de seuil de déclenchement sont déterminés par la Société de Gestion et revus périodiquement, cette période de revue est a minima:

- trimestrielle pour les Compartiments LBPAM ISR Absolute Return Convertibles et LBPAM ISR Absolute Return Credit;
- ne peut excéder six mois pour les Compartiments LBPAM ISR Convertibles Europe et LBPAM ISR Convertibles Monde.

Ces coûts sont estimés par la Société de Gestion sur la base des frais de transaction, des fourchettes d'achat-vente et / ou des taxes éventuelles applicables au Compartiment.

Dans la mesure où cet ajustement est lié au solde net des souscriptions / rachats au sein du Compartiment, il n'est pas possible de prédire avec exactitude s'il sera fait application du swing pricing à un moment donné dans le futur. Par conséquent, il n'est pas non plus possible de prédire avec exactitude la fréquence à laquelle la Société de Gestion devra effectuer de tels ajustements, qui ne pourront pas dépasser 2 % de la valeur liquidative. Les actionnaires sont informés que la volatilité de la valeur liquidative du Compartiment peut ne pas refléter uniquement celle des titres détenus en portefeuille en raison de l'application du swing pricing.

Exposition directe aux marchés de crédit: principes et règles retenus pour la ventilation des éléments du portefeuille de l'OPC (tableau Cf.):

Tous les éléments du portefeuille de l'OPC exposés directement aux marchés de crédit sont repris dans ce tableau.

Pour chaque élément, les diverses notations sont récupérées: note de l'émission et/ou de de l'émetteur, note long terme et/ ou court terme.

Ces notes sont récupérées sur 3 agences de notation.

Les règles de détermination de la note retenue sont alors:

- 1^{er} niveau: s'il existe une note pour l'émission, celle-ci est retenue au détriment de la note de l'émetteur.
- 2^e niveau: la note Long Terme la plus basse est retenue parmi celles disponibles des 3 agences de notation.

S'il n'existe pas de note long terme, la note Court Terme la plus basse est retenue parmi celles disponibles des 3 agences de notation.

Si aucune note n'est disponible l'élément sera considéré comme « Non noté ».

Enfin selon la note retenue la catégorisation de l'élément est réalisé en fonction des standards de marchés définissant les notions « Investissement Grade » et « Non Investment Grade ».

Frais de gestion

| Frais facturés au Compartiment | Assiette | Taux / Barème Part | | |
|---|-------------------------|---|--------------------|--------------------|
| | | Actions I et GP | Actions L | Actions X |
| Frais de gestion financière et frais de fonctionnement et autres services | Actif net | 0,70 % TTC maximum | 1,40 % TTC maximum | 0,50 % TTC maximum |
| Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion) | Actif net | Néant | | |
| Commissions de mouvement Société de gestion | Transaction / Opération | Néant | | |
| Commission de surperformance | Actif net | Action I 20 % de la surperformance nette par rapport à la progression réalisée, réalisant une performance égale une base annuelle, de 2,50 % et de frais de gestion fixes de l'action I réalisée par le Compartiment sur la Période de Calcul considérée, par un fonds fictif à celle de l'indicateur de référence (€STR capitalisé) majoré, sur ajustée des souscriptions/rachats dans le Compartiment | | |

Seuls les frais mentionnés ci-dessous peuvent être hors champ des 4 blocs de frais évoqués ci-dessus :

- les contributions dues pour la gestion du Compartiment en application du d) du 3° du II de l'article L. 621-5-3 du code monétaire et financier ;
- les impôts, taxes, redevances et droits gouvernementaux (en relation avec le Compartiment) exceptionnels et non récurrents ;
- les coûts exceptionnels et non récurrents en vue d'un recouvrement des créances (ex: Lehman) ou d'une procédure pour faire valoir un droit (ex. procédure de class action).

L'information relative à ces frais est décrite en outre ex post dans le rapport annuel du Compartiment.

Frais de fonctionnement et autres services :

Ces frais font l'objet d'un prélèvement sur la base d'un forfait de 0,05 %.

Ce taux forfaitaire peut être prélevé quand bien même les frais réels de fonctionnement et autres services seraient inférieurs à celui-ci et, à l'inverse, si les frais réels de fonctionnement et autres services étaient supérieurs à ce taux le dépassement de ce taux serait pris en charge par la Société de Gestion.

Ces frais de fonctionnement et autres services servent à couvrir les :

- Frais d'enregistrement et de référencement des fonds
- Frais d'information clients et distributeurs
- Frais des données
- Frais de dépositaire, juridiques, audit, fiscalité, etc.
- Frais liés au respect d'obligations réglementaires et aux reporting régulateurs
- Frais opérationnels
- Frais liés à la connaissance client

La Société de Gestion a mis en place un compte de recherche. Ces frais de recherche facturés au Compartiment s'ajouteront donc aux frais mentionnés plus haut et seront au maximum de 0.20 % de l'actif net.

Commission de Surperformance

Des frais de gestion variables seront prélevés pour les actions I, au profit de la Société de gestion. Ces frais de gestion correspondent à 20 % de la surperformance nette de frais de gestion fixes.

La surperformance du Compartiment correspond à la différence positive entre l'actif net du Compartiment avant prise en compte d'une éventuelle provision pour commission de surperformance et l'actif net d'un Compartiment fictif réalisant la performance de l'indicateur de référence (€STR capitalisé) majoré, sur une base annuelle, de 2,50 %, et ajustée des souscriptions et des rachats dans le Compartiment.

La commission de surperformance est provisionnée lors de chaque calcul de valeur liquidative. En cas de sous performance du Compartiment sur une valeur liquidative donnée, la provision est réajustée par le biais d'une reprise de provision, plafonnée à la hauteur de la dotation existante. En cas de rachat, une quote-part de la provision pour frais de gestion variable sur l'encours constatée comptablement lors de la dernière valorisation est, au prorata du nombre d'actions rachetées, affectée définitivement à un compte de tiers spécifique. Cette quote-part de frais de gestion variables est acquise à la Société de Gestion dès le rachat.

La commission de surperformance est perçue par la Société de Gestion lors de la date de paiement de la commission de surperformance, que la performance absolue du Compartiment sur la Période de Calcul soit positive ou négative.

A la Date de constatation, dans le cas d'une sous-performance du Compartiment sur la Période de Calcul, cette dernière est prolongée à l'année suivante. La dotation ne pourra s'incrémenter à nouveau que lorsque la sous-performance au titre de la Période de Calcul sera comblée par le Compartiment.

Date de constatation: dernière date de valeur liquidative du mois de décembre de chaque année. La Date de constatation devient une date de paiement de la commission de surperformance en cas de surperformance sur la Période de Calcul.

Période de Calcul: période courant entre deux dates consécutives de paiement de la commission de surperformance (1^{re}

Période de calcul: du 01/01/2022 au 31/12/2022).

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par:

Le revenu:

Le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values:

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Conformément à la réglementation pour les parts ouvrant droit à distribution:

Les sommes mentionnées « le revenu » et « les plus et moins-values » peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal d'un mois après la tenue de l'assemblée générale.

Modalités d'affectation des sommes distribuables:

| Action(s) | Affectation des revenus nets | Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées |
|----------------------|--|--|
| Action GP, I, L et X | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la SICAV | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la SICAV |

B. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

| Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice en EUR | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Capitaux propres début d'exercice | 333 329 521,40 | 197 847 770,08 |
| Flux de l'exercice : | | |
| Souscriptions appelées (y compris la commission de souscription acquise à l'OPC) | 625 872 985,10 | 143 259 554,95 |
| Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'OPC) | -100 873 808,85 | -26 116 249,35 |
| Revenus nets de l'exercice avant comptes de régularisation | 12 669 402,86 | 6 359 030,29 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes avant comptes de régularisation | 13 385 905,75 | 6 175 252,68 |
| Variation des plus ou moins-values latentes avant comptes de régularisation | -2 209 743,71 | 5 804 162,75 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur revenus nets | 0,00 | 0,00 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur plus ou moins-values réalisées nettes | 0,00 | 0,00 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur plus-values latentes | 0,00 | 0,00 |
| Acomptes versés au cours de l'exercice sur revenus nets | 0,00 | 0,00 |
| Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus ou moins-values réalisées nettes | 0,00 | 0,00 |
| Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus-values latentes | 0,00 | 0,00 |
| Autres éléments | 0,00 | 0,00 |
| Capitaux propres en fin d'exercice (= Actif net) | 882 174 262,55 | 333 329 521,40 |

B2. Reconstitution de la ligne « capitaux propres » des fonds de capital investissement et autres véhicules

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B3. Evolution du nombre d'actions au cours de l'exercice

B3a. Nombre d'actions souscrites et rachetées pendant l'exercice

| | En action | En montant |
|--|-----------------|----------------|
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT GP | | |
| Actions souscrites durant l'exercice | 373 150,13351 | 45 149 702,34 |
| Actions rachetées durant l'exercice | -179 254,26626 | -21 653 365,69 |
| Solde net des souscriptions/rachats | 193 895,86725 | 23 496 336,65 |
| Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice | 320 958,88349 | |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT I | | |
| Actions souscrites durant l'exercice | 23 001,80606 | 287 006 490,71 |
| Actions rachetées durant l'exercice | -2 478,57161 | -31 014 243,94 |
| Solde net des souscriptions/rachats | 20 523,23445 | 255 992 246,77 |
| Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice | 29 498,52081 | |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT L | | |
| Actions souscrites durant l'exercice | 2 527 983,72767 | 290 131 263,25 |
| Actions rachetées durant l'exercice | -333 467,00158 | -37 646 691,42 |
| Solde net des souscriptions/rachats | 2 194 516,72609 | 252 484 571,83 |
| Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice | 2 554 070,64837 | |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT X | | |
| Actions souscrites durant l'exercice | 280,00000 | 3 585 528,80 |
| Actions rachetées durant l'exercice | -860,00000 | -10 559 507,80 |
| Solde net des souscriptions/rachats | -580,00000 | -6 973 979,00 |
| Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice | 13 318,90224 | |
| B3a. Nombre d'actions souscrites et rachetées pendant l'exercice | | |

B3b. Commissions de souscription et/ou rachat acquises

| | En montant |
|---|------------|
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT GP | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT I | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT L | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT X | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |

B4. Flux concernant le nominal appelé et remboursé sur l'exercice

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B5. Flux sur les passifs de financement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B6. Ventilation de l'actif net par nature d'actions

| Libellé de l'action Code ISIN | Affectation des revenus nets | Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées | Devise de l'action | Actif net par action | Nombre d'actions | Valeur liquidative |
|--|--|--|--------------------------|-------------------------|------------------|-----------------------|
| LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT GP FR0013465606 | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la SICAV | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la SICAV | EUR | 39 783 313,00 | 320 958,88349 | 123,95 |
| LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT I FR0013340726 | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la SICAV | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la SICAV | EUR | 373 966 383,89 | 29 498,52081 | 12 677,46 |
| LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT L FR0014004IP7 | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la SICAV | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la SICAV | EUR | 297 017 269,09 | 2 554 070,64837 | 116,29 |
| LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT X FR0013403417 | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la SICAV | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la SICAV | EUR | 171 407 296,57 | 13 318,90224 | 12 869,47 |

C. Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés

C1. Présentation des expositions directes par nature de marché et d'exposition

C1a. Exposition directe sur le marché actions (hors obligations convertibles)

| Montants exprimés en milliers EUR | Exposition +/- | Ventilation des expositions significatives par pays | | | | |
|--|-------------------|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | | Pays 1 +/- | Pays 2 +/- | Pays 3 +/- | Pays 4 +/- | Pays 5 +/- |
| Actif | | | | | | |
| Actions et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Passif | | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors-bilan | | | | | | |
| Futures | 0,00 | NA | NA | NA | NA | NA |
| Options | 0,00 | NA | NA | NA | NA | NA |
| Swaps | 0,00 | NA | NA | NA | NA | NA |
| Autres instruments financiers | 0,00 | NA | NA | NA | NA | NA |
| Total | 0,00 | | | | | |

C1b. Exposition sur le marché des obligations convertibles - Ventilation par pays et maturité de l'exposition

| Montants exprimés en milliers EUR | Exposition +/- | Décomposition de l'exposition par maturité | | | Décomposition par niveau de deltas | |
|-----------------------------------|-------------------|--|-------------|-----------------|------------------------------------|-------------|
| | | <= 1 an | 1<X<=5 ans | > 5 ans | <= 0,6 | 0,6<X<=1 |
| ITALIE | 3 988,37 | 0,00 | 0,00 | 3 988,37 | 3 988,37 | 0,00 |
| FRANCE | 3 420,55 | 3 420,55 | 0,00 | 0,00 | 3 420,55 | 0,00 |
| Total | 7 408,92 | 3 420,55 | 0,00 | 3 988,37 | 7 408,92 | 0,00 |

C1c. Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par nature de taux

| Montants exprimés en milliers EUR | Exposition +/- | Ventilation des expositions par type de taux | | | |
|--|-------------------|--|-----------------------------------|--------------------|---|
| | | Taux fixe +/- | Taux variable ou révisable +/- | Taux indexé +/- | Autre ou sans contrepartie de taux +/- |
| Actif | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations | 757 986,61 | 731 338,81 | 26 647,80 | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances | 18 990,44 | 18 990,44 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 28 021,42 | 18 020,32 | 10 001,10 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 270,47 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 270,47 |
| Passif | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | -17 557,61 | 0,00 | -17 557,61 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | -264,78 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -264,78 |
| Hors-bilan | | | | | |
| Futures | NA | -224 620,17 | 202 616,71 | 0,00 | 0,00 |
| Options | NA | 4 052,27 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Swaps | NA | -43 000,00 | 43 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres instruments financiers | NA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 504 781,67 | 264 708,00 | 0,00 | 5,69 |

C1d. Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par durée résiduelle

| Montants exprimés en milliers EUR | [0 - 3 mois] (*) +/- | [3 - 6 mois] (*) +/- | [6 - 12 mois] (*) +/- | [1 - 3 ans] (*) +/- | [3 - 5 ans] (*) +/- | [5 - 10 ans] (*) +/- | >10 ans (*) +/- |
|--|----------------------------|----------------------------|-----------------------------|---------------------------|---------------------------|----------------------------|-----------------------|
| | Actif | | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations | 29 111,93 | 1 013,64 | 4 195,43 | 39 065,47 | 138 680,71 | 379 354,43 | 166 565,01 |
| Titres de créances | 18 990,44 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 10 001,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 751,12 | 10 269,20 | 0,00 |
| Comptes financiers | 270,47 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Passif | | | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -17 557,62 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | -264,78 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors-bilan | | | | | | | |
| Futures | 80 267,71 | 0,00 | 0,00 | 80 166,95 | -100 065,72 | -84 795,04 | 2 422,64 |
| Options | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 052,27 | 0,00 |
| Swaps | 0,00 | 43 000,00 | 0,00 | 0,00 | -43 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres instruments | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 138 376,87 | 44 013,64 | 4 195,43 | 119 232,42 | 3 366,11 | 308 880,86 | 151 430,03 |

(*) L'OPC peut regrouper ou compléter les intervalles de durées résiduelles selon la pertinence des stratégies de placement et d'emprunts.

C1e. Exposition directe sur le marché des devises

| Montants exprimés en milliers EUR | Devise 1 USD +/- | Devise 2 GBP +/- | Devise 3 SEK +/- | Devise 4 AUD +/- | Devise N +/- |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-----------------|
| Actif | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Actions et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations et valeurs assimilées | 28 717,37 | 15 558,29 | 2 820,97 | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Créances | 95,68 | 0,00 | 63,20 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 0,00 | 270,47 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Passif | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | -12,21 | 0,00 | -1,25 | -26,26 | 0,00 |
| Hors-bilan | | | | | |
| Devises à recevoir | 2 156,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Devises à livrer | -30 848,88 | -15 511,24 | -2 837,41 | 0,00 | 0,00 |
| Futures options swaps | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres opérations | 3,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 111,52 | 317,52 | 45,51 | -26,26 | 0,00 |

C1f. Exposition directe aux marchés de crédit(*)

| Montants exprimés en milliers EUR | Invest. Grade +/- | Non Invest. Grade +/- | Non notés +/- |
|--|----------------------|--------------------------|-------------------|
| Actif | | | |
| Obligations convertibles en actions | 0,00 | 7 408,92 | 0,00 |
| Obligations et valeurs assimilées | 458 064,34 | 289 209,67 | 10 712,60 |
| Titres de créances | 8 996,89 | 9 993,56 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 1 746,44 | 16 273,88 | 0,00 |
| Passif | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors-bilan | | | |
| Dérivés de crédits | 0,00 | 0,00 | -50 172,17 |
| Solde net | 468 807,67 | 322 886,03 | -39 459,57 |

(*) Les principes et les règles retenus pour la ventilation des éléments du portefeuille de l'OPC selon les catégories d'exposition aux marchés de crédit sont détaillés au chapitre A2. Règles et méthodes comptables.

C1g. Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie

| Contreparties (montants exprimés en milliers EUR) | Valeur actuelle constitutive d'une créance | Valeur actuelle constitutive d'une dette |
|--|--|--|
| Opérations figurant à l'actif du bilan | | |
| Dépôts | | |
| Instruments financiers à terme non compensés | | |
| BARCLAYS BANK IRELAND PLC | 0,29 | 0,00 |
| BNP PARIBAS FRANCE | 644,58 | 0,00 |
| ROYAL BANK OF CANADA PARIS | 5,51 | 0,00 |
| Créances représentatives de titres financiers reçus en pension | | |
| BANCO BILBAO VIZCAYA ARG MADRID | 10 001,10 | 0,00 |
| Créances représentatives de titres donnés en garantie | | |
| Créances représentatives de titres financiers prêtés | | |
| Titres financiers empruntés | | |
| Titres reçus en garantie | | |
| Titres financiers donnés en pension | | |
| BARCLAYS BANK IRELAND PLC | 4 381,85 | 0,00 |
| BNP PARIBAS FRANCE | 6 184,74 | 0,00 |
| JEFFERIES GMBH | 6 004,68 | 0,00 |
| ODDO ASSET MANAGEMENT | 1 449,05 | 0,00 |
| Créances | | |
| Collatéral espèces | | |
| BNP PARIBAS FRANCE | 3 806,66 | 0,00 |
| Dépôt de garantie espèces versé | | |
| Opérations figurant au passif du bilan | | |
| Dettes représentatives des titres donnés en pension | | |
| ODDO ASSET MANAGEMENT | 0,00 | 1 402,83 |
| JEFFERIES GMBH | 0,00 | 5 730,54 |
| BARCLAYS BANK IRELAND PLC | 0,00 | 4 269,05 |
| BNP PARIBAS FRANCE | 0,00 | 6 155,19 |
| Instruments financiers à terme non compensés | | |
| UBS EUROPE SE | 0,00 | 0,03 |
| SOCIETE GENERALE PAR | 0,00 | 0,27 |
| ROYAL BANK OF CANADA PARIS | 0,00 | 109,77 |
| BARCLAYS BANK IRELAND PLC | 0,00 | 82,93 |
| BNP PARIBAS FRANCE | 0,00 | 4 473,89 |
| Dettes | | |
| Collatéral espèces | | |
| BARCLAYS BANK IRELAND PLC | 0,00 | 62,09 |
| JEFFERIES & CO JEFFRIES EXECUTION SERVICES | 0,00 | 190,15 |
| NATIXIS | 0,00 | 60,09 |
| ODDO ASSET MANAGEMENT | 0,00 | 24,00 |

C2. Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

C3. Exposition sur les portefeuilles de capital investissement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

C4. Exposition sur les prêts pour les OFS

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

D. Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat

D1. Créances et dettes : ventilation par nature

| Nature de débit/crédit | 31/12/2025 |
|---|----------------------|
| Créances | |
| Ventes à règlement différé | 1 562 184,99 |
| Souscriptions à recevoir | 2 142 956,43 |
| Dépôts de garantie en espèces | 4 943 179,06 |
| Coupons et dividendes en espèces | 374 980,51 |
| Collatéraux | 3 806 664,42 |
| Autres créances | 2 836,16 |
| Total des créances | 12 832 801,57 |
| Dettes | |
| Rachats à payer | 296 199,21 |
| Frais de gestion fixe | 480 344,86 |
| Frais de gestion variable | 285 907,57 |
| Collatéraux | 336 322,36 |
| Autres dettes | 25 031,58 |
| Total des dettes | 1 423 805,58 |
| Total des créances et des dettes | 11 408 995,99 |

D2. Frais de gestion, autres frais et charges

| | 31/12/2025 |
|--|--------------|
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT GP | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 158 346,49 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,58 |
| Frais de gestion variables provisionnés | 0,00 |
| Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés | 0,00 |
| Frais de gestion variables acquis | 0,00 |
| Pourcentage de frais de gestion variables acquis | 0,00 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |
| Frais de recherche | 3 664,64 |
| Pourcentage de frais de recherche | 0,01 |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT I | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 1 083 087,23 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,53 |
| Frais de gestion variables provisionnés | 265 076,54 |
| Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés | 0,13 |
| Frais de gestion variables acquis | 20 831,03 |
| Pourcentage de frais de gestion variables acquis | 0,01 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |
| Frais de recherche | 23 957,01 |
| Pourcentage de frais de recherche | 0,01 |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT L | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 1 228 811,82 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 1,03 |
| Frais de gestion variables provisionnés | 0,00 |
| Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés | 0,00 |
| Frais de gestion variables acquis | 0,00 |
| Pourcentage de frais de gestion variables acquis | 0,00 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |
| Frais de recherche | 12 182,47 |
| Pourcentage de frais de recherche | 0,01 |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT X | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 265 870,37 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,16 |
| Frais de gestion variables provisionnés | 0,00 |
| Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés | 0,00 |
| Frais de gestion variables acquis | 0,00 |
| Pourcentage de frais de gestion variables acquis | 0,00 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |
| Frais de recherche | 24 678,24 |
| Pourcentage de frais de recherche | 0,01 |

Le montant des frais de gestion variables affiché ci-dessus correspond à la somme des provisions et reprises de provisions ayant impacté l'actif net au cours de la période sous revue.

D3. Engagements reçus et donnés

| Autres engagements (par nature de produit) | 31/12/2025 |
|---|-------------|
| Garanties reçues | 0,00 |
| - dont instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan | 0,00 |
| Garanties données | 0,00 |
| - dont instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine | 0,00 |
| Engagements de financement reçus mais non encore tirés | 0,00 |
| Engagements de financement donnés mais non encore tirés | 0,00 |
| Autres engagements hors bilan | 0,00 |
| Total | 0,00 |

D4. Autres informations

D4a. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

| | 31/12/2025 |
|-------------------------------|---------------|
| Titres pris en pension livrée | 10 000 492,11 |
| Titres empruntés | 0,00 |

D4b. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

| | Code ISIN | Libellé | 31/12/2025 |
|-----------------------------------|--------------|--------------------------|---------------------|
| Actions | | | 0,00 |
| Obligations | | | 6 462 366,78 |
| | FR0014014065 | BQ POSTALE 3.5% 02-12-32 | 6 462 366,78 |
| TCN | | | 0,00 |
| OPC | | | 0,00 |
| Instruments financiers à terme | | | 0,00 |
| Total des titres du groupe | | | 6 462 366,78 |

D5. Détermination et ventilation des sommes distribuables

D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|----------------------|---------------------|
| Revenus nets | 20 729 296,69 | 8 968 645,71 |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Revenus de l'exercice à affecter | 20 729 296,69 | 8 968 645,71 |
| Report à nouveau | 5 278 581,02 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre du revenu net | 26 007 877,71 | 8 968 645,71 |

Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT GP

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| Revenus nets | 980 399,03 | 388 257,71 |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*) | 0,00 | 0,00 |
| Revenus de l'exercice à affecter (**) | 980 399,03 | 388 257,71 |
| Report à nouveau | 0,00 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre du revenu net | 980 399,03 | 388 257,71 |
| Affectation : | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau du revenu de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 980 399,03 | 388 257,71 |
| Total | 980 399,03 | 388 257,71 |
| <i>* Information relative aux acomptes versés</i> | | |
| Montant unitaire | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt totaux | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt unitaires | 0,00 | 0,00 |
| <i>** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</i> | | |
| Nombre d'actions | 0,00 | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu | 0,00 | 0,00 |

Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT I

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|---------------------|---------------------|
| Revenus nets | 8 804 252,73 | 2 649 604,36 |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*) | 0,00 | 0,00 |
| Revenus de l'exercice à affecter (**) | 8 804 252,73 | 2 649 604,36 |
| Report à nouveau | 0,00 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre du revenu net | 8 804 252,73 | 2 649 604,36 |
| Affectation : | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau du revenu de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 8 804 252,73 | 2 649 604,36 |
| Total | 8 804 252,73 | 2 649 604,36 |
| <i>* Information relative aux acomptes versés</i> | | |
| Montant unitaire | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt totaux | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt unitaires | 0,00 | 0,00 |
| <i>** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</i> | | |
| Nombre d'actions | 0,00 | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu | 0,00 | 0,00 |

Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT L

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|---------------------|-------------------|
| Revenus nets | 6 028 144,12 | 863 653,53 |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*) | 0,00 | 0,00 |
| Revenus de l'exercice à affecter (**) | 6 028 144,12 | 863 653,53 |
| Report à nouveau | 0,00 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre du revenu net | 6 028 144,12 | 863 653,53 |
| Affectation : | | |
| Distribution | 1 890 012,28 | 0,00 |
| Report à nouveau du revenu de l'exercice | 4 138 131,84 | 0,00 |
| Capitalisation | 0,00 | 863 653,53 |
| Total | 6 028 144,12 | 863 653,53 |
| <i>* Information relative aux acomptes versés</i> | | |
| Montant unitaire | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt totaux | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt unitaires | 0,00 | 0,00 |
| <i>** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</i> | | |
| Nombre d'actions | 2 554 070,64837 | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,74 | 0,00 |
| Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu | 0,00 | 0,00 |

Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT X

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|----------------------|---------------------|
| Revenus nets | 4 916 500,81 | 5 067 130,11 |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*) | 0,00 | 0,00 |
| Revenus de l'exercice à affecter (**) | 4 916 500,81 | 5 067 130,11 |
| Report à nouveau | 5 278 581,02 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre du revenu net | 10 195 081,83 | 5 067 130,11 |
| Affectation : | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau du revenu de l'exercice | 10 195 081,83 | 5 067 130,11 |
| Capitalisation | 0,00 | 0,00 |
| Total | 10 195 081,83 | 5 067 130,11 |
| <i>* Information relative aux acomptes versés</i> | | |
| Montant unitaire | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt totaux | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt unitaires | 0,00 | 0,00 |
| <i>** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</i> | | |
| Nombre d'actions | 0,00 | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 | 0,00 |
| Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu | 0,00 | 0,00 |

D5b. Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|----------------------|---------------------|
| Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice | 24 540 531,78 | 9 067 943,97 |
| Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter | 24 540 531,78 | 9 067 943,97 |
| Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées | 4 590 002,45 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées | 29 130 534,23 | 9 067 943,97 |

Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT GP

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|---------------------|-------------------|
| Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice | 1 105 995,55 | 408 513,46 |
| Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*) | 0,00 | 0,00 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**) | 1 105 995,55 | 408 513,46 |
| Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées | 0,00 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées | 1 105 995,55 | 408 513,46 |
| Affectation : | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 1 105 995,55 | 408 513,46 |
| Total | 1 105 995,55 | 408 513,46 |
| <i>* Information relative aux acomptes versés</i> | | |
| Acomptes unitaires versés | 0,00 | 0,00 |
| <i>** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</i> | | |
| Nombre d'actions | 0,00 | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 | 0,00 |

Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT I

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|----------------------|---------------------|
| Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice | 10 401 708,15 | 2 958 282,28 |
| Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*) | 0,00 | 0,00 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**) | 10 401 708,15 | 2 958 282,28 |
| Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées | 0,00 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées | 10 401 708,15 | 2 958 282,28 |
| Affectation : | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 10 401 708,15 | 2 958 282,28 |
| Total | 10 401 708,15 | 2 958 282,28 |
| <i>* Information relative aux acomptes versés</i> | | |
| Acomptes unitaires versés | 0,00 | 0,00 |
| <i>** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</i> | | |
| Nombre d'actions | 0,00 | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 | 0,00 |

Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT L

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|---------------------|---------------------|
| Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice | 8 280 173,84 | 1 092 032,86 |
| Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*) | 0,00 | 0,00 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**) | 8 280 173,84 | 1 092 032,86 |
| Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées | 0,00 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées | 8 280 173,84 | 1 092 032,86 |
| Affectation : | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes | 8 280 173,84 | 0,00 |
| Capitalisation | 0,00 | 1 092 032,86 |
| Total | 8 280 173,84 | 1 092 032,86 |
| <i>* Information relative aux acomptes versés</i> | | |
| Acomptes unitaires versés | 0,00 | 0,00 |
| <i>** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</i> | | |
| Nombre d'actions | 0,00 | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 | 0,00 |

Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT X

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|---------------------|---------------------|
| Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice | 4 752 654,24 | 4 609 115,37 |
| Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*) | 0,00 | 0,00 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**) | 4 752 654,24 | 4 609 115,37 |
| Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées | 4 590 002,45 | 0,00 |
| Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées | 9 342 656,69 | 4 609 115,37 |
| Affectation : | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes | 9 342 656,69 | 4 609 115,37 |
| Capitalisation | 0,00 | 0,00 |
| Total | 9 342 656,69 | 4 609 115,37 |
| <i>* Information relative aux acomptes versés</i> | | |
| Acomptes unitaires versés | 0,00 | 0,00 |
| <i>** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</i> | | |
| Nombre d'actions | 0,00 | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 | 0,00 |

E. Inventaire des actifs et passifs en EUR

E1. Inventaire des éléments de bilan

| Désignation des valeurs par secteur d'activité (*) | Code ISIN | Devise | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|--|--------------|--------|---------------------|-----------------------|--------------|
| OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS | | | | 7 408 922,20 | 0,84 |
| Obligations convertibles négociées sur un marché réglementé ou assimilé | | | | 7 408 922,20 | 0,84 |
| Banques commerciales | | | | 3 988 372,20 | 0,45 |
| UNICREDIT 3.875% PERP EMTN | XS2121441856 | EUR | 4 000 000 | 3 988 372,20 | 0,45 |
| Distribution de produits alimentaires de première nécessité | | | | 3 420 550,00 | 0,39 |
| WORLDLINE ZCP 30-07-26 CV | FR0013439304 | EUR | 35 000 | 3 420 550,00 | 0,39 |
| OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES | | | | 757 986 609,11 | 85,93 |
| Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé | | | | 757 986 609,11 | 85,93 |
| Assurance | | | | 22 096 333,05 | 2,50 |
| ASR NEDERLAND NV 6.5% PERP | XS3011202655 | EUR | 2 500 000 | 2 679 235,71 | 0,30 |
| ASR NEDERLAND NV 7.0% 07-12-43 | XS2554581830 | EUR | 6 500 000 | 7 709 855,68 | 0,87 |
| CNP ASSURANCES 1.25% 27-01-29 | FR0014007YA9 | EUR | 2 100 000 | 2 010 616,81 | 0,23 |
| CNP ASSURANCES 5.25% 18-07-53 | FR001400F620 | EUR | 3 000 000 | 3 274 937,67 | 0,37 |
| INTESA VITA 2.375% 22-12-30 | XS2262806933 | EUR | 1 500 000 | 1 423 801,44 | 0,16 |
| PERMANENT TSB GROUP 13.25% PERP | XS2538798583 | EUR | 1 600 000 | 1 901 863,65 | 0,22 |
| SCOR 6.0% PERP | FR001400UM87 | EUR | 3 000 000 | 3 096 022,09 | 0,35 |
| Automobiles | | | | 14 042 806,13 | 1,59 |
| BMW FIN 0.0% 11-01-26 EMTN | XS2280845491 | EUR | 7 000 000 | 6 996 640,00 | 0,79 |
| JAGUAR LAND ROVER 6.875% 15-11-26 | XS2010037682 | EUR | 1 100 000 | 1 140 269,47 | 0,13 |
| NISSAN MOTOR 2.652% 17-03-26 | XS2228683277 | EUR | 3 000 000 | 3 060 633,95 | 0,35 |
| RENAULT 2.375% 25-05-26 EMTN | FR0014000NZ4 | EUR | 1 000 000 | 1 013 640,41 | 0,11 |
| RENAULT 3.875% 30-09-30 EMTN | FR0014010DR1 | EUR | 1 800 000 | 1 831 622,30 | 0,21 |
| Banques commerciales | | | | 280 914 783,22 | 31,85 |
| AB ARTEA BANKAS 3.739% 07-10-29 | XS3191554495 | EUR | 2 600 000 | 2 621 032,58 | 0,30 |
| ALPHA BANK 3.125% 30-10-31 | XS3219374975 | EUR | 5 000 000 | 4 976 781,51 | 0,56 |
| ALPHA BANK 4.308% 23-07-36 | XS3124434492 | EUR | 5 000 000 | 5 158 112,74 | 0,58 |
| ALPHA BANK 5.5% 11-06-31 | XS2307437629 | EUR | 4 000 000 | 4 153 089,86 | 0,47 |
| Banca Comerciala Romana 4.0% 25-11-31 | AT0000A3QMW9 | EUR | 5 500 000 | 5 491 547,33 | 0,62 |
| BANCA POPOLARE DELL EMILIA ROMAGNA 3.875% 25-07-32 | XS2433828071 | EUR | 1 500 000 | 1 540 996,44 | 0,17 |
| BANCA POPOLARE DI SONDRIO 3.875% 25-02-32 | XS2411537033 | EUR | 1 900 000 | 1 976 732,67 | 0,22 |
| BANCO BPM 3.125% 23-10-31 EMTN | IT0005675126 | EUR | 2 300 000 | 2 288 719,92 | 0,26 |
| BANCO BPM 9.5% PERP | IT0005571309 | EUR | 3 000 000 | 3 445 206,30 | 0,39 |
| BANCO DE BADELL 5.0% PERP | XS2389116307 | EUR | 2 000 000 | 2 036 231,74 | 0,23 |
| BANCO DE BADELL 5.75% PERP | XS2310945048 | EUR | 3 000 000 | 3 028 422,50 | 0,34 |
| BANCO DE BADELL 6.5% PERP | XS3037646661 | EUR | 4 000 000 | 4 212 020,00 | 0,48 |
| BANKINTER 3.25% 03-11-33 | ES0213679OU3 | EUR | 2 400 000 | 2 375 255,01 | 0,27 |
| BANK MILLENNIUM 5.308% 25-09-29 | XS2905432584 | EUR | 6 500 000 | 6 917 191,55 | 0,78 |
| BANK POLSKA KA OPIEKI 3.5% 23-09-32 | XS3185322909 | EUR | 6 000 000 | 6 035 475,62 | 0,68 |
| BBVA 6.0% PERP | ES0813211028 | EUR | 2 600 000 | 2 641 598,87 | 0,30 |
| BNP PAR 3.494% 17-09-33 EMTN | FR0014012PH2 | EUR | 2 000 000 | 1 996 899,73 | 0,23 |
| BPCE 1.5% 13-01-42 | FR0014005V34 | EUR | 1 200 000 | 1 202 017,48 | 0,14 |
| BPER BANCA 5.875% PERP | IT0005676249 | EUR | 8 000 000 | 8 087 262,10 | 0,92 |
| BQ POSTALE 3.5% 02-12-32 | FR0014014O65 | EUR | 6 500 000 | 6 462 366,78 | 0,73 |
| CAIXA ECONOMICA MONTEPIO GERAL CEMG 3.5% 25-06-29 | PTCMGAOM0046 | EUR | 1 700 000 | 1 746 567,66 | 0,20 |

| Désignation des valeurs par secteur d'activité (*) | Code ISIN | Devise | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|--------------|--------|---------------------|-----------------|-------------|
| CAIXA ECONOMICA MONTEPIO GERAL CEMG 5.625% 29-05-28 | PTCMKAOM0008 | EUR | 1 100 000 | 1 176 800,04 | 0,13 |
| CAIXA ECONOMICA MONTEPIO GERAL CEMG 8.5% 12-06-34 | PTCMG3OM0038 | EUR | 3 200 000 | 3 820 625,53 | 0,43 |
| COMMERZBANK AKTIENGESELLSCHAFT 3.125% 26-11-30 | DE000CZ457N3 | EUR | 1 500 000 | 1 498 643,84 | 0,17 |
| COMMERZBANK AKTIENGESELLSCHAFT 4.125% 30-06-37 | DE000CZ45ZY0 | EUR | 3 400 000 | 3 503 800,60 | 0,40 |
| COMMERZBANK AKTIENGESELLSCHAFT 4.25% PERP | DE000CZ45WA7 | EUR | 4 000 000 | 4 098 779,18 | 0,46 |
| COMMERZBANK AKTIENGESELLSCHAFT 5.0% 15-10-31 | XS3205730503 | GBP | 1 400 000 | 1 632 832,88 | 0,19 |
| COOPERATIEVE RABOBANK UA 3.25% PERP | XS2050933972 | EUR | 4 000 000 | 3 978 300,00 | 0,45 |
| CRELAN 3.875% 15-09-36 EMTN | BE0390249184 | EUR | 3 000 000 | 3 011 911,23 | 0,34 |
| DEUTSCHE BK 2.625% 13-08-28 | DE000A4DFSK4 | EUR | 2 800 000 | 2 821 946,63 | 0,32 |
| DEUTSCHE BK 4.5% PERP | DE000DL19V55 | EUR | 3 600 000 | 3 702 462,90 | 0,42 |
| DEUTSCHE BK 5.625% 19-05-31 | DE000DL19VB0 | EUR | 1 500 000 | 1 559 278,97 | 0,18 |
| DEUTSCHE BK NEW YORK BRANCH 4.469% 10-12-31 | US251526DD89 | USD | 1 250 000 | 1 063 775,66 | 0,12 |
| DEUTSCHE BK NEW YORK BRANCH 4.95% 04-08-31 | US251526DB24 | USD | 1 500 000 | 1 317 220,83 | 0,15 |
| DEUTSCHE PFANDBRIEFBANK AG 3.25% 01-09-28 | DE000A382665 | EUR | 3 100 000 | 3 111 070,40 | 0,35 |
| DEUTSCHE PFANDBRIEFBANK AG 7.125% 04-10-35 | DE000A382657 | EUR | 100 000 | 105 544,41 | 0,01 |
| DEUTSCHE PFANDBRIEFBANK AG EUAR05+2.75% 28-06-27 | XS1637926137 | EUR | 2 700 000 | 2 744 815,27 | 0,31 |
| EFG EUROBANK 3.25% 12-03-30 | XS2956845262 | EUR | 3 900 000 | 4 015 413,82 | 0,46 |
| ERSTE GR BK 0.875% 15-11-32 | AT0000A2U543 | EUR | 3 000 000 | 2 902 057,81 | 0,33 |
| ERSTE GR BK 3.625% 26-11-35 | AT0000A3NRE3 | EUR | 3 600 000 | 3 590 109,37 | 0,41 |
| FORD MOTOR CREDIT 3.622% 27-07-28 | XS3106098463 | EUR | 1 700 000 | 1 740 231,73 | 0,20 |
| FORD MOTOR CREDIT 4.165% 21-11-28 | XS2822575648 | EUR | 1 600 000 | 1 640 551,89 | 0,19 |
| FORD MOTOR CREDIT 5.73% 05-09-30 | US345397H485 | USD | 2 300 000 | 2 027 244,03 | 0,23 |
| ING GROEP NV 2.125% 26-05-31 | XS2176621170 | EUR | 2 000 000 | 2 024 102,19 | 0,23 |
| INTE 6.184% 20-02-34 EMTN | XS2589361240 | EUR | 2 000 000 | 2 267 932,93 | 0,26 |
| INTE 7.2% 28-11-33 | XS2725962398 | USD | 6 000 000 | 5 889 037,42 | 0,67 |
| INTESA SANPAOLO 7.75% PERP | XS1548475968 | EUR | 2 000 000 | 2 159 892,83 | 0,24 |
| JYSKE BANK DNK 3.875% 04-03-37 | XS3171587770 | EUR | 5 000 000 | 5 044 621,53 | 0,57 |
| MBANK 8.375% 11-09-27 | XS2680046021 | EUR | 3 300 000 | 3 515 412,25 | 0,40 |
| MBANK SPOLKA AKCYJNA 3.7713999999999994% 03-03-32 | XS3244863729 | EUR | 1 200 000 | 1 205 531,71 | 0,14 |
| MBANK SPOLKA AKCYJNA 4.7784% 25-09-35 | XS3090129332 | EUR | 7 000 000 | 7 381 832,66 | 0,84 |
| MBH BANK 8.625% 19-10-27 EMTN | XS2701655677 | EUR | 3 000 000 | 3 189 244,52 | 0,36 |
| MONTE PASCHI 3.625% 27-11-30 | XS2947917527 | EUR | 7 300 000 | 7 424 343,00 | 0,84 |
| NATIONWIDE BUILDING SOCIETY 5.5% 14-07-36 | XS3202737493 | GBP | 3 000 000 | 3 528 379,63 | 0,40 |
| NATWEST GROUP 4.758% 10-11-31 | XS3225880387 | GBP | 5 000 000 | 5 764 587,68 | 0,65 |
| NCG BAN 10.625% PERP | ES0865936027 | EUR | 1 800 000 | 2 103 613,19 | 0,24 |
| NCG BAN 3.25% 14-02-31 EMTN | ES0265936072 | EUR | 2 100 000 | 2 169 317,55 | 0,25 |
| NCG BAN 8.375% 23-09-33 EMTN | ES0265936049 | EUR | 4 000 000 | 4 559 532,05 | 0,52 |
| Nova Kreditna Banka Maribor dd 3.5% 20-05-28 | XS3050686321 | EUR | 900 000 | 926 536,32 | 0,11 |
| NOVA LJUBLJANSKA BANKA DD 3.5% 21-01-29 | XS2972971399 | EUR | 1 800 000 | 1 878 382,36 | 0,21 |
| NOVA LJUBLJANSKA BANKA DD 6.875% 24-01-34 | XS2750306511 | EUR | 2 500 000 | 2 870 228,08 | 0,33 |
| NOVO BAN 3.375% 22-01-31 EMTN | PTNOBNOM0009 | EUR | 4 100 000 | 4 255 915,14 | 0,48 |
| NOVO BAN 9.875% 01-12-33 | PTNOBLOM0001 | EUR | 3 500 000 | 4 072 807,12 | 0,46 |
| PIRAEUS BANK 3.375% 02-12-31 | XS3244184159 | EUR | 6 500 000 | 6 485 074,93 | 0,74 |
| PIRAEUS BANK 6.125% PERP | XS3201977595 | EUR | 2 600 000 | 2 599 319,00 | 0,29 |
| PKO Bank Polski 3.375% 16-06-28 | XS2965663656 | EUR | 1 200 000 | 1 230 816,66 | 0,14 |
| PKO Bank Polski 3.625% 20-11-32 | XS3227335422 | EUR | 3 700 000 | 3 696 294,42 | 0,42 |
| PKO Bank Polski 3.875% 12-09-27 | XS2890435865 | EUR | 1 300 000 | 1 325 062,58 | 0,15 |
| RAIFFEISENBANK A S E 4.959% 05-06-30 | XS2831757153 | EUR | 4 000 000 | 4 291 458,74 | 0,49 |

| Désignation des valeurs par secteur d'activité (*) | Code ISIN | Devise | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|--|--------------|--------|---------------------|----------------------|-------------|
| Raiffeisen Bank Zrt 4.191% 01-07-31 | XS3107139373 | EUR | 5 500 000 | 5 642 925,86 | 0,64 |
| RCI BANQUE 3.375% 06-06-30 | FR00140106Z3 | EUR | 1 500 000 | 1 529 017,81 | 0,17 |
| RCI BANQUE 3.625% 03-11-32 | FR0014013UK4 | EUR | 2 900 000 | 2 866 698,86 | 0,32 |
| RCI BANQUE 3.875% 12-01-29 | FR001400N3F1 | EUR | 2 000 000 | 2 116 573,70 | 0,24 |
| SANTANDER BANK POLSKA SPOLKA AKCYJNA 3.5% 07-10-31 | XS3200021684 | EUR | 5 000 000 | 5 008 227,78 | 0,57 |
| SG 3.5% 01-03-32 EMTN | FR0014014MO1 | EUR | 3 500 000 | 3 492 076,58 | 0,40 |
| SG E3R+0.5% 19-01-26 EMTN | FR001400N9V5 | EUR | 10 000 000 | 10 054 657,78 | 1,13 |
| TRIODOS BANK NV 2.25% 05-02-32 | XS2401175927 | EUR | 3 800 000 | 3 820 782,36 | 0,43 |
| TRIODOS BANK NV 3.875% 03-09-30 | XS3170908118 | EUR | 2 100 000 | 2 138 670,21 | 0,24 |
| TRIODOS BANK NV 4.875% 12-09-29 | XS2897322769 | EUR | 4 000 000 | 4 200 038,36 | 0,48 |
| UNICAJA BAN 3.125% 19-07-32 | ES0280907025 | EUR | 1 800 000 | 1 829 582,63 | 0,21 |
| UNICAJA BANCO SA E 4.875% PERP | ES0880907003 | EUR | 4 600 000 | 4 668 488,00 | 0,53 |
| UNICAJA BANCO SA E 5.5% 22-06-34 | ES0280907041 | EUR | 1 800 000 | 1 945 250,88 | 0,22 |
| UNICREDIT 3.127% 03-06-32 EMTN | XS2348714713 | USD | 3 500 000 | 2 784 651,06 | 0,32 |
| UNICREDIT 7.5% PERP | XS1963834251 | EUR | 1 200 000 | 1 232 051,34 | 0,14 |
| YORKSHIRE BUILDING SOCIETY 3.375% 13-09-28 | XS1681849300 | GBP | 2 000 000 | 2 268 868,11 | 0,26 |
| Biotechnologie | | | | 6 441 578,80 | 0,73 |
| WEPA HYGIENPRODUKTE 5.625% 15-01-31 | DE000A3824W1 | EUR | 6 000 000 | 6 441 578,80 | 0,73 |
| Boissons | | | | 3 383 509,07 | 0,38 |
| HEINEKEN NV 2.99% 14-07-31 | XS3226565219 | EUR | 3 400 000 | 3 383 509,07 | 0,38 |
| Composants automobiles | | | | 2 728 181,34 | 0,31 |
| SCHAEFFLER AG 4.5% 12-05-32 | DE000A460PC0 | EUR | 2 700 000 | 2 728 181,34 | 0,31 |
| Conglomérats industriels | | | | 4 460 353,65 | 0,51 |
| SMITHS GROUP 3.625% 13-11-33 | XS3224517253 | EUR | 3 300 000 | 3 256 749,21 | 0,37 |
| SMITHS GROUP 3.625% 13-11-33 | XS3227928911 | EUR | 1 200 000 | 1 203 604,44 | 0,14 |
| Crédit à la consommation | | | | 2 224 320,74 | 0,25 |
| CAIXA CENTRAL DE CREDITO AGRICOLA MUTUO 3.625% 29-01-30 | PTCCOOM0004 | EUR | 800 000 | 838 437,15 | 0,10 |
| LANDSBANKINN HF 3.625% 03-11-32 | XS3199049217 | EUR | 1 400 000 | 1 385 883,59 | 0,15 |
| Distribution de produits alimentaires de première nécessité | | | | 12 036 152,91 | 1,36 |
| CARREFOUR S A 3.75% 24-05-33 | FR0014010M61 | EUR | 2 000 000 | 2 044 928,49 | 0,23 |
| FRESSNAPF HOLDING SE 5.25% 31-10-31 | XS2910536452 | EUR | 6 000 000 | 6 066 070,94 | 0,68 |
| MAGNUM ICC FINANCE BV 4.0% 26-11-37 | XS3238211943 | EUR | 1 600 000 | 1 579 701,70 | 0,18 |
| TESCO CORPORATE TREASURY SERVICES 3.375% 06-05-32 | XS2918558144 | EUR | 2 300 000 | 2 345 451,78 | 0,27 |
| Eau | | | | 4 934 231,56 | 0,56 |
| HOLDING D INFRASTRUCTURES DES METIERS 3.875% 31-01-31 | XS3191437006 | EUR | 2 000 000 | 2 003 583,56 | 0,23 |
| HOLDING D INFRASTRUCTURES DES METIERS 4.875% 24-10-29 | XS2918553855 | EUR | 2 800 000 | 2 930 648,00 | 0,33 |
| Electricité | | | | 27 462 389,83 | 3,11 |
| AMPRION 3.875% 05-06-36 EMTN | DE000A4DFUF0 | EUR | 1 500 000 | 1 530 583,77 | 0,17 |
| AMPRION 4.0% 30-09-40 EMTN | DE000A460N38 | EUR | 1 600 000 | 1 577 664,22 | 0,18 |
| EDF 4.375% PERP EMTN | FR00140132E4 | EUR | 4 200 000 | 4 207 465,64 | 0,48 |
| EDF 5.125% PERP EMTN | FR001400SMS8 | EUR | 1 800 000 | 1 854 284,05 | 0,21 |
| EDF 5.875% PERP EMTN | FR0011700293 | GBP | 2 000 000 | 2 363 628,25 | 0,27 |
| EDP 4.375% 02-12-55 EMTN | PTEDP6OM0007 | EUR | 2 500 000 | 2 495 463,36 | 0,28 |
| EDP 4.5% 27-05-55 EMTN | PTEDP5OM0008 | EUR | 2 400 000 | 2 502 727,56 | 0,28 |
| ENEL 1.375% PERP | XS2312744217 | EUR | 1 500 000 | 1 465 399,32 | 0,17 |
| NEXTERA ENERGY CAPITAL 3.996% 15-05-56 | XS3176173568 | EUR | 5 000 000 | 5 016 309,45 | 0,57 |
| TERNA RETE ELETTRICA NAZIONALE 3.0% 22-07-31 | XS3128477521 | EUR | 2 500 000 | 2 506 915,07 | 0,28 |

| Désignation des valeurs par secteur d'activité (*) | Code ISIN | Devise | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|--------------|--------|---------------------|----------------------|-------------|
| TERNA RETE ELETTRICA NAZIONALE 3.125% 17-02-32 | XS3003427872 | EUR | 1 900 000 | 1 941 949,14 | 0,22 |
| Emballage et conditionnement | | | | 4 623 436,25 | 0,52 |
| SILGAN 4.25% 15-02-31 | XS3176108747 | EUR | 4 500 000 | 4 623 436,25 | 0,52 |
| Epargne et prêts hypothécaires | | | | 3 237 250,67 | 0,37 |
| CROWN EU HLD 3.75% 30-09-31 | XS3188831658 | EUR | 3 200 000 | 3 237 250,67 | 0,37 |
| Equipements électriques | | | | 8 023 050,01 | 0,91 |
| PRYSMIAN 3.875% 28-11-31 EMTN | XS2948434266 | EUR | 5 000 000 | 5 136 271,23 | 0,58 |
| SCHNEIDER ELECTRIC SE 2.75% 04-07-30 | FR0014014QW5 | EUR | 2 900 000 | 2 886 778,78 | 0,33 |
| Equipements et instruments électroniques | | | | 1 718 714,11 | 0,19 |
| IBERDROLA INTL BV 1.874% PERP | XS2244941063 | EUR | 1 700 000 | 1 718 714,11 | 0,19 |
| Finances | | | | 4 017 298,96 | 0,46 |
| SMURFIT KAPPA TREASURY ULC 3.489% 24-11-31 | XS3237109965 | EUR | 4 000 000 | 4 017 298,96 | 0,46 |
| FPI de détail | | | | 7 120 090,16 | 0,81 |
| CARMILA 3.75% 13-01-33 EMTN | FR0014010126 | EUR | 2 300 000 | 2 279 208,32 | 0,26 |
| CARMILA 3.875% 25-01-32 EMTN | FR001400STL8 | EUR | 1 600 000 | 1 662 570,74 | 0,19 |
| MERCIALYS 4.0% 04-06-32 | FR001400ZOM2 | EUR | 3 100 000 | 3 178 311,10 | 0,36 |
| Gestion et promotion immobilière | | | | 6 788 330,43 | 0,77 |
| CASTELLUM HELSINKI FINANCE 0.875% 17-09-29 | XS2387052744 | EUR | 2 100 000 | 1 992 536,67 | 0,23 |
| IGD IMMOBILIARE GRANDE DISTRIBUZIONE 4.45% 04-11-30 | XS3223297253 | EUR | 1 600 000 | 1 618 062,25 | 0,18 |
| PRAEMIA HEALTHCARE 3.875% 05-06-32 | FR0014014EA7 | EUR | 3 200 000 | 3 177 731,51 | 0,36 |
| Gestion immobilière et développement | | | | 7 353 293,21 | 0,83 |
| CASTELLUM AB 4.125% 10-12-30 | XS2895710783 | EUR | 100 000 | 102 731,84 | 0,01 |
| CTP NV 3.625% 13-04-32 | XS3202199066 | EUR | 3 300 000 | 3 282 650,14 | 0,37 |
| VONOVIA SE 4.0% 12-11-36 EMTN | XS3222746458 | EUR | 4 000 000 | 3 967 911,23 | 0,45 |
| Hôtels, restaurants et loisirs | | | | 5 353 026,24 | 0,61 |
| CARNIVAL CORPORATION 5.75% 15-03-30 | USP2121VAT19 | USD | 6 000 000 | 5 353 026,24 | 0,61 |
| Industrie aérospatiale et défense | | | | 2 817 151,27 | 0,32 |
| BOMBARDIER 7.25% 01-07-31 | USC10602BN61 | USD | 3 100 000 | 2 817 151,27 | 0,32 |
| Infrastructure de transports | | | | 15 120 282,23 | 1,71 |
| ASTM 3.375% 16-02-32 EMTN | XS3203027654 | EUR | 6 000 000 | 5 917 438,36 | 0,67 |
| ATLANTIA EX AUTOSTRADE 4.5% 24-01-30 | XS2864439158 | EUR | 1 700 000 | 1 851 159,81 | 0,21 |
| AUTOSTRADE PER L ITALIA 4.25% 28-06-32 | XS2775027043 | EUR | 4 000 000 | 4 232 078,90 | 0,48 |
| MUNDYS 3.7% 29-09-31 EMTN | XS3192254632 | EUR | 3 100 000 | 3 119 605,16 | 0,35 |
| Logiciels | | | | 3 163 460,00 | 0,36 |
| FNAC DARTY 6.0% 01-04-29 | XS2778270772 | EUR | 3 000 000 | 3 163 460,00 | 0,36 |
| Machines | | | | 3 313 554,01 | 0,38 |
| VALLOUREC 7.5% 15-04-32 | USP9682PAA14 | USD | 3 605 000 | 3 313 554,01 | 0,38 |
| Marchés de capitaux | | | | 75 389 708,03 | 8,55 |
| AIB GROUP 3.75% 02-12-36 EMTN | XS3237229193 | EUR | 3 200 000 | 3 175 818,08 | 0,36 |
| BANCO SANTANDER ALL SPAIN BRANCH 1.375% 05-01-26 | XS2168647357 | EUR | 9 000 000 | 9 000 000,00 | 1,04 |
| CESKA SPORITELNA AS 3.743% 09-09-32 | XS3174780893 | EUR | 7 000 000 | 7 097 724,60 | 0,80 |
| GOLDSTORY SAS 6.75% 01-02-30 | XS2761223127 | EUR | 5 500 000 | 5 877 066,55 | 0,67 |
| GRENKE FINANCE 3.875% 05-10-28 | XS3238200151 | EUR | 1 600 000 | 1 622 005,70 | 0,18 |
| GRENKE FINANCE 3.875% 05-10-28 | XS3175869737 | EUR | 2 200 000 | 2 236 285,84 | 0,25 |
| GRENKE FINANCE 5.25% 08-04-30 | XS3080684551 | EUR | 3 500 000 | 3 799 500,27 | 0,43 |
| GRENKE FINANCE 5.75% 06-07-29 | XS2828685631 | EUR | 3 000 000 | 3 281 996,30 | 0,37 |
| OTP BANK 7.3% 30-07-35 EMTN | XS2988670878 | USD | 4 500 000 | 4 151 711,44 | 0,47 |
| OVH GROUPE SAS 4.75% 05-02-31 | XS2992020037 | EUR | 5 000 000 | 5 098 508,33 | 0,58 |

| Désignation des valeurs par secteur d'activité (*) | Code ISIN | Devise | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|--------------|--------|---------------------|----------------------|-------------|
| RAIFFEISEN BANK INTL AG 6.0% PERP | XS2207857421 | EUR | 4 000 000 | 4 055 526,15 | 0,46 |
| RAIFFEISEN BANK INTL AG 7.375% 20-12-32 | XS2534786590 | EUR | 5 000 000 | 5 346 214,38 | 0,61 |
| THERMO FISHER SCIENTIFIC FINANCE I BV 3.628% 01-12-35 | XS3241802811 | EUR | 4 800 000 | 4 803 018,74 | 0,54 |
| UNITED GROUP BV 6.25% 31-01-32 | XS3250465385 | EUR | 5 000 000 | 5 042 738,89 | 0,57 |
| VERISURE HOLDING AB 5.5% 15-05-30 | XS2816753979 | EUR | 800 000 | 836 390,90 | 0,09 |
| VERISURE MIDHOLDING AB 5.25% 15-02-29 | XS2287912450 | EUR | 1 800 000 | 1 845 912,00 | 0,21 |
| VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 4.375% PERP | XS2342732646 | EUR | 8 000 000 | 8 119 289,86 | 0,92 |
| Media | | | | 6 269 630,14 | 0,71 |
| LAGARDERE 4.75% 12-06-30 | FR001400YQA5 | EUR | 6 000 000 | 6 269 630,14 | 0,71 |
| Ordinateurs et périphériques | | | | 1 113 141,64 | 0,13 |
| ASMODEE GROUP AB 4.25% 15-12-31 | XS3244710060 | EUR | 1 100 000 | 1 113 141,64 | 0,13 |
| Papier et industrie du bois | | | | 103 503,85 | 0,01 |
| PROGROUP AG 5.375% 15-04-31 | DE000A383CE8 | EUR | 100 000 | 103 503,85 | 0,01 |
| Produits alimentaires | | | | 2 820 963,33 | 0,32 |
| OATLY GROUP AB STIB3R+7.0% 30-09-29 | SE0026141756 | SEK | 30 000 000 | 2 820 963,33 | 0,32 |
| Produits chimiques | | | | 2 183 276,38 | 0,25 |
| LINDE PUBLIC LIMITED COMPANY 3.125% 20-11-32 | XS3226699091 | EUR | 2 200 000 | 2 183 276,38 | 0,25 |
| Produits pharmaceutiques | | | | 1 484 220,74 | 0,17 |
| ITM ENTREPRISES 4.125% 29-01-30 | FR001400WTD7 | EUR | 1 400 000 | 1 484 220,74 | 0,17 |
| Services aux collectivités | | | | 14 901 898,84 | 1,69 |
| A2A EX AEM 3.625% 30-01-35 | XS2986639701 | EUR | 1 200 000 | 1 226 708,55 | 0,14 |
| POSTE ITALIANE 3.0% 03-12-30 | XS3244877869 | EUR | 4 000 000 | 3 990 569,32 | 0,45 |
| ROMANIAN GOVERNMENT INTL BOND 5.375% 07-06-33 | XS3198384573 | EUR | 6 000 000 | 6 144 560,55 | 0,70 |
| VEOLIA ENVIRONNEMENT 3.324% 17-06-32 | FR0014010IP4 | EUR | 3 500 000 | 3 540 060,42 | 0,40 |
| Services aux entreprises | | | | 3 055 185,83 | 0,35 |
| ARENA LUXEMBOURG FINANCE SARL E3R+2.5% 01-05-30 | XS3038490176 | EUR | 3 000 000 | 3 055 185,83 | 0,35 |
| CMA CGM 4.875% 15-01-32 | XS3193815977 | EUR | 7 800 000 | 7 632 430,00 | 0,86 |
| ELIOR GROUP SCA 3.75% 15-07-26 | XS2360381730 | EUR | 3 000 000 | 3 055 165,00 | 0,35 |
| FCC SERVICIOS MEDIO AMBIENTE 3.715% 08-10-31 | XS2905583014 | EUR | 1 700 000 | 1 717 218,44 | 0,19 |
| SECHE ENVIRONNEMENT 5.87% PERP | FR00140136B1 | EUR | 5 000 000 | 5 104 884,78 | 0,58 |
| Services aux professionnels | | | | 5 685 202,48 | 0,64 |
| BUREAU VERITAS 3.375% 01-10-33 | FR0014013058 | EUR | 3 000 000 | 2 994 470,14 | 0,33 |
| MANPOWER 3.75% 13-12-30 | XS3247024824 | EUR | 2 700 000 | 2 690 732,34 | 0,31 |
| Services de télécommunication diversifiés | | | | 51 991 501,06 | 5,89 |
| BRITISH TEL 3.375% 17-11-32 | XS3227880021 | EUR | 1 800 000 | 1 789 831,48 | 0,20 |
| BRITISH TEL 3.75% 03-01-35 | XS3084359036 | EUR | 4 200 000 | 4 174 193,01 | 0,47 |
| ILIAD HOLDING SAS 5.375% 15-04-30 | XS2943818059 | EUR | 4 500 000 | 4 701 800,00 | 0,53 |
| KPN 3.375% 17-02-35 EMTN | XS3003295519 | EUR | 4 000 000 | 4 006 335,89 | 0,45 |
| ORANGE 3.75% 13-05-38 EMTN | FR00140144D1 | EUR | 4 300 000 | 4 212 474,38 | 0,48 |
| TDF INFRASTRUCTURE SAS 3.625% 16-12-30 | FR0014011904 | EUR | 1 900 000 | 1 908 580,97 | 0,22 |
| TELECOM ITALIA SPA EX OLIVETTI 3.625% 30-09-30 | XS3194057553 | EUR | 4 000 000 | 4 059 814,25 | 0,46 |
| TELEFONICA EMISIONES SAU 3.941% 25-06-35 | XS3103696087 | EUR | 9 000 000 | 9 101 940,16 | 1,03 |
| TELEFONICA EUROPE BV 3.875% PERP | XS1795406658 | EUR | 1 200 000 | 1 216 736,71 | 0,14 |
| TELEFONICA EUROPE BV 5.7522% PERP | XS2755535577 | EUR | 2 000 000 | 2 201 245,10 | 0,25 |
| TELEFONICA EUROPE BV 6.75% PERP | XS2646608401 | EUR | 2 900 000 | 3 273 931,16 | 0,37 |
| VERIZON COMMUNICATION 3.25% 29-10-32 | XS3144675231 | EUR | 3 300 000 | 3 276 948,82 | 0,37 |
| VERIZON COMMUNICATION 3.75% 06-08-37 | XS3144675744 | EUR | 4 500 000 | 4 460 248,97 | 0,51 |
| VERIZON COMMUNICATION 3.9962% 15-06-56 | XS3226542861 | EUR | 3 600 000 | 3 607 420,16 | 0,41 |

| Désignation des valeurs par secteur d'activité (*) | Code ISIN | Devise | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|--------------|--------|---------------------|----------------------|-------------|
| Services de télécommunication mobile | | | | 7 986 374,82 | 0,91 |
| INFRASTRUTTURE WIRELESS ITALIANE 3.625% 13-10-32 | XS3201918318 | EUR | 2 800 000 | 2 786 902,90 | 0,32 |
| INFRASTRUTTURE WIRELESS ITALIANE 3.75% 01-04-30 | XS3040316971 | EUR | 5 000 000 | 5 199 471,92 | 0,59 |
| Services financiers diversifiés | | | | 83 451 525,73 | 9,46 |
| AAREAL BK 5.625% 12-12-34 EMTN | DE000AAR0439 | EUR | 5 000 000 | 5 226 243,15 | 0,59 |
| BANCA TRANSILVANIA 5.125% 30-09-30 | XS2908597433 | EUR | 5 000 000 | 5 202 749,32 | 0,59 |
| BANCO DE CREDITO SOCIAL 3.5% 13-06-31 | XS3090080733 | EUR | 5 000 000 | 5 097 617,12 | 0,58 |
| BANK OF CYPRUS 4.25% 18-09-36 | XS3172420930 | EUR | 1 100 000 | 1 110 891,96 | 0,13 |
| BANQUE ET CAISSE D EPARGNE DE L ETAT LUX 3.25% 20-11-31 | XS3232556525 | EUR | 2 800 000 | 2 811 664,49 | 0,32 |
| CAIXA GEN S A 3.0% 07-10-31 | PTCGDFOM0034 | EUR | 2 500 000 | 2 496 918,15 | 0,28 |
| DIGITAL EURO FIN 3.75% 15-01-33 | XS3233451718 | EUR | 2 100 000 | 2 087 076,66 | 0,24 |
| DOVALUE 7.0% 28-02-30 | XS2999576080 | EUR | 1 600 000 | 1 748 104,89 | 0,20 |
| DUOMO BID E3R+3.25% 15-01-32 | XS3229398766 | EUR | 4 000 000 | 4 054 350,00 | 0,46 |
| ENEL FINANCE INTL NV 2.625% 24-02-28 | XS3008888953 | EUR | 2 000 000 | 2 049 148,22 | 0,23 |
| HEIDELBERG MATERIALS FINANCE LUXEMBOURG 4.875% 21-11-33 | XS2721465271 | EUR | 4 000 000 | 4 368 401,10 | 0,50 |
| IKB DEUTSCHE INDUSTRIEBANK AG EUAR05+3.617% 31-01-28 | DE000A2GSG24 | EUR | 3 500 000 | 3 917 824,73 | 0,44 |
| LKQ EUROPEAN HOLDINGS BV 4.125% 01-04-28 | XS1799641045 | EUR | 1 500 000 | 1 523 896,25 | 0,17 |
| LSEG NETHERLANDS BV 3.0% 06-11-31 | XS3225988826 | EUR | 2 500 000 | 2 476 628,77 | 0,28 |
| MKT BID FIN 4.75% 04-11-27 | XS2470988523 | EUR | 2 000 000 | 2 024 954,44 | 0,23 |
| PEOPLECERT WISDOM ISSUER 5.5% 15-06-31 | XS3231911150 | EUR | 5 000 000 | 5 048 700,00 | 0,57 |
| PRA GROUP EUROPE HOLDING II SARL 6.25% 30-09-32 | XS3185740811 | EUR | 900 000 | 893 585,75 | 0,10 |
| RECKITT BENCKISER TREASURY SERVICES 3.5% 10-09-34 | XS3174782675 | EUR | 2 700 000 | 2 701 536,78 | 0,31 |
| SOGECAP 5.0% 03-04-45 | FR001400SZ86 | EUR | 1 300 000 | 1 397 831,77 | 0,16 |
| SOGECAP 6.25% PERP | FR00140112W8 | EUR | 6 000 000 | 6 244 442,93 | 0,71 |
| TATRA BANKA AS 4.971% 29-04-30 | SK4000025201 | EUR | 5 800 000 | 6 244 709,99 | 0,71 |
| VODAFONE INTL FINANCING DAC 3.375% 03-07-33 | XS3109655020 | EUR | 4 200 000 | 4 219 104,25 | 0,48 |
| WENDEL 3.75% 11-08-33 | FR0014012241 | EUR | 6 500 000 | 6 551 952,81 | 0,73 |
| WORLDLINE 5.5% 10-06-30 EMTN | FR0014010A08 | EUR | 100 000 | 91 328,32 | 0,01 |
| WPP FINANCE 2013 3.625% 09-06-31 | XS3239332359 | EUR | 3 900 000 | 3 861 863,88 | 0,44 |
| Services liés aux technologies de l'information | | | | 13 555 954,75 | 1,54 |
| CAPGEMINI 3.5% 25-09-34 | FR0014012S89 | EUR | 2 900 000 | 2 864 332,38 | 0,32 |
| TDC NET AS 4.625% 22-10-33 | XS3204746716 | EUR | 4 900 000 | 4 951 662,78 | 0,56 |
| TDC NET AS 6.5% 01-06-31 EMTN | XS2615584328 | EUR | 5 000 000 | 5 739 959,59 | 0,66 |
| Sociétés d'investissement immobilier cotées (SIIC) | | | | 8 733 490,97 | 0,99 |
| ICADE PROMOTION 4.375% 22-05-35 | FR001400ZRC6 | EUR | 5 200 000 | 5 270 401,59 | 0,60 |
| INMOBILIARIA COLONIAL SOCIMI 3.125% 23-09-31 | XS3182049935 | EUR | 3 500 000 | 3 463 089,38 | 0,39 |
| Soins et autres services médicaux | | | | 5 819 048,29 | 0,66 |
| EPHIOS SUBCO SA RL 7.875% 31-01-31 | XS2734938249 | EUR | 3 000 000 | 3 213 225,00 | 0,36 |
| FRESENIUS MEDICAL CARE AG 3.25% 24-11-30 | XS3233499089 | EUR | 2 600 000 | 2 605 823,29 | 0,30 |
| Textiles, habillement et produits de luxe | | | | 2 558 706,16 | 0,29 |
| KERING 3.125% 27-11-29 EMTN | FR001400ZZC9 | EUR | 2 500 000 | 2 558 706,16 | 0,29 |
| TITRES DE CRÉANCES | | | | 18 990 444,07 | 2,15 |
| Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé | | | | 18 990 444,07 | 2,15 |
| Equipements électriques | | | | 4 998 389,44 | 0,57 |
| ALSTOM SA 070126 FIX 0.0 | 666907157IPA | EUR | 5 000 000 | 4 998 389,44 | 0,57 |
| Equipements et instruments électroniques | | | | 3 998 496,81 | 0,45 |
| IBERDROLA INTERNATIONAL BV 080126 FIX 0. | 666907151IPA | EUR | 4 000 000 | 3 998 496,81 | 0,45 |

| Désignation des valeurs par secteur d'activité (*) | Code ISIN | Devise | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|--------------|--------|---------------------|-----------------------|--------------|
| Services aux entreprises | | | | 9 993 557,82 | 1,13 |
| ELIOR GROUP SCA 120126 FIX 0.0 | 6669071581PA | EUR | 5 000 000 | 4 997 047,33 | 0,56 |
| ELIOR GROUP SCA 140126 FIX 0.0 | 6669071831PA | EUR | 5 000 000 | 4 996 510,49 | 0,57 |
| TITRES D'OPC | | | | 79 926 329,77 | 9,06 |
| OPCVM | | | | 79 926 329,77 | 9,06 |
| Gestion collective | | | | 79 926 329,77 | 9,06 |
| OSTRUM SRI CASH Part M | FR0010392951 | EUR | 5 747 | 61 996 854,43 | 7,03 |
| OSTRUM SRI CASH Z | FR0012750461 | EUR | 1 666 | 17 929 475,34 | 2,03 |
| TITRES FINANCIERS REÇUS EN PENSION | | | | 10 000 000,01 | 1,13 |
| Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé | | | | 10 000 000,01 | 1,13 |
| Services aux collectivités | | | | 10 000 000,01 | 1,13 |
| SPAIN GOVERNMENT BOND 2.5% 31-05-27 | ES0000012M77 | EUR | 9 807 000 | 10 000 000,01 | 1,13 |
| INDEMNITÉS SUR TITRES REÇUS EN PENSION | | | | 1 100,00 | 0,00 |
| TITRES FINANCIERS DONNÉS EN PENSION | | | | 18 020 321,62 | 2,04 |
| Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé | | | | 18 020 321,62 | 2,04 |
| Banques commerciales | | | | 4 643 954,09 | 0,53 |
| DEUTSCHE PFANDBRIEFBANK AG 7.125% 04-10-35 | DE000A382657 | EUR | 4 400 000 | 4 643 954,09 | 0,53 |
| Gestion immobilière et développement | | | | 1 746 441,21 | 0,20 |
| CASTELLUM AB 4.125% 10-12-30 | XS2895710783 | EUR | 1 700 000 | 1 746 441,21 | 0,20 |
| Papier et industrie du bois | | | | 4 036 650,21 | 0,46 |
| PROGROUP AG 5.375% 15-04-31 | DE000A383CE8 | EUR | 3 900 000 | 4 036 650,21 | 0,46 |
| Services financiers diversifiés | | | | 7 593 276,11 | 0,85 |
| DOVALUE 7.0% 28-02-30 | XS2999576080 | EUR | 1 400 000 | 1 529 591,78 | 0,17 |
| PRA GROUP EUROPE HOLDING II SARL 6.25% 30-09-32 | XS3185740811 | EUR | 1 600 000 | 1 588 596,89 | 0,18 |
| WORLDLINE 5.5% 10-06-30 EMTN | FR0014010A08 | EUR | 4 900 000 | 4 475 087,44 | 0,50 |
| DETTES REPRÉSENTATIVES DES TITRES DONNÉS EN PENSION | | | | -17 592 840,00 | -1,99 |
| INDEMNITÉS SUR TITRES DONNÉS EN PENSION | | | | 35 224,57 | 0,00 |
| Total | | | | 874 776 111,35 | 99,16 |

(*) Le secteur d'activité représente l'activité principale de l'émetteur de l'instrument financier ; il est issu de sources fiables reconnues au plan international (GICS et NACE principalement).

E2. Inventaire des opérations à terme de devises

| Type d'opération | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) | | | |
|--------------------|------------------------------------|--------------------|-----------------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|
| | Actif | Passif | Devises à recevoir (+) | | Devises à livrer (-) | |
| | | | Devise | Montant (*) | Devise | Montant (*) |
| V/EUR/USD/20260115 | 0,00 | -34,50 | USD | 82 433,34 | EUR | -82 467,84 |
| V/EUR/USD/20260115 | 5 507,17 | 0,00 | USD | 2 073 883,63 | EUR | -2 068 376,46 |
| V/GBP/EUR/20260115 | 26,08 | 0,00 | EUR | 53 921,30 | GBP | -53 895,22 |
| V/GBP/EUR/20260115 | 0,00 | -273,78 | EUR | 49 258,82 | GBP | -49 532,60 |
| V/GBP/EUR/20260115 | 0,00 | -82 933,19 | EUR | 15 324 881,98 | GBP | -15 407 815,17 |
| V/SEK/EUR/20260115 | 0,00 | -24 658,49 | EUR | 2 812 756,24 | SEK | -2 837 414,73 |
| V/USD/EUR/20260115 | 259,54 | 0,00 | EUR | 110 471,60 | USD | -110 212,06 |
| V/USD/EUR/20260115 | 0,00 | -138,84 | EUR | 67 006,61 | USD | -67 145,45 |
| V/USD/EUR/20260115 | 0,00 | -84 974,54 | EUR | 30 586 544,98 | USD | -30 671 519,52 |
| Total | 5 792,79 | -193 013,34 | | 51 161 158,50 | | -51 348 379,05 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions exprimé dans la devise de comptabilisation.

E3. Inventaire des instruments financiers à terme

E3a. Inventaire des instruments financiers à terme - actions

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|------------------------------|---------------------|------------------------------------|-------------|-----------------------------|
| | | Actif | Passif | +/- |
| 1. Futures | | | | |
| Sous-total 1. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2. Options | | | | |
| Sous-total 2. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3. Swaps | | | | |
| Sous-total 3. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4. Autres instruments | | | | |
| Sous-total 4. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3b. Inventaire des instruments financiers à terme - taux d'intérêts

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|-----------------------------------|---------------------|------------------------------------|--------------------|-----------------------------|
| | | Actif | Passif | +/- |
| 1. Futures | | | | |
| AUST 10Y BOND 0326 | 350 | 0,00 | -24 821,14 | 21 757 561,61 |
| EURO BOBL 0326 | -698 | 241 700,00 | 0,00 | -81 079 680,00 |
| EURO BTP 0326 | -73 | 19 710,00 | 0,00 | -8 773 140,00 |
| EURO BUND 0326 | -507 | 0,00 | -26 070,00 | -64 677 990,00 |
| EURO-OAT 0326 | -409 | 211 900,00 | 0,00 | -49 321 310,00 |
| EURO SCHATZ 0326 | -395 | 39 500,00 | 0,00 | -42 182 050,00 |
| FV CBOT UST 5 0326 | -204 | 27 249,17 | 0,00 | -18 986 041,42 |
| ICE 3M SONIA 1226 | 290 | 53 971,25 | 0,00 | 80 267 708,87 |
| I EURIBOR 3 0326 | 298 | 0,00 | -50 883,50 | 72 980 200,00 |
| I EURIBOR 3 0627 | 202 | 22 725,00 | 0,00 | 49 368 800,00 |
| LONG GILT FUT 0326 | 155 | 102 960,55 | 0,00 | 16 219 836,23 |
| XEUR FGBX BUX 0326 | 22 | 0,00 | -11 620,00 | 2 422 640,00 |
| Sous-total 1. | | 719 715,97 | -113 394,64 | -22 003 464,71 |
| 2. Options | | | | |
| EUREX EURO BUND 02/2026 PUT 126.5 | -200 | 0,00 | -62 000,00 | 8 282 950,00 |
| EUREX EURO BUND 02/2026 PUT 127 | -200 | 0,00 | -78 000,00 | 10 245 372,00 |
| EUREX EURO BUND 02/2026 PUT 128 | 200 | 130 000,00 | 0,00 | -14 476 048,00 |
| Sous-total 2. | | 130 000,00 | -140 000,00 | 4 052 274,00 |
| 3. Swaps | | | | |
| E6R/0.0/FIX/2.2526 | 43 000 000 | 582 625,69 | 0,00 | 43 000 000,00 |
| Sous-total 3. | | 582 625,69 | 0,00 | 43 000 000,00 |
| 4. Autres instruments | | | | |
| Sous-total 4. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 1 432 341,66 | -253 394,64 | 25 048 809,29 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3c. Inventaire des instruments financiers à terme - de change

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|------------------------------|---------------------|------------------------------------|-------------|-----------------------------|
| | | Actif | Passif | +/- |
| 1. Futures | | | | |
| Sous-total 1. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2. Options | | | | |
| Sous-total 2. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3. Swaps | | | | |
| Sous-total 3. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4. Autres instruments | | | | |
| Sous-total 4. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3d. Inventaire des instruments financiers à terme - sur risque de crédit

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|------------------------------|---------------------|------------------------------------|----------------------|-----------------------------|
| | | Actif | Passif | +/- |
| 1. Futures | | | | |
| Sous-total 1. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2. Options | | | | |
| Sous-total 2. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3. Swaps | | | | |
| Sous-total 3. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4. Autres instruments | | | | |
| CARN CO 6.65 01-28_2 | -4 172 165,69 | 3 240,16 | 0,00 | -4 172 165,69 |
| CDS MMBFP 4.75 0630 | -6 000 000 | 58 709,23 | 0,00 | -6 000 000,00 |
| ITRAXX EUR XOVER S44 | -40 000 000 | 0,00 | -4 473 887,16 | -40 000 000,00 |
| Sous-total 4. | | 61 949,39 | -4 473 887,16 | -50 172 165,69 |
| Total | | 61 949,39 | -4 473 887,16 | -50 172 165,69 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3e. Inventaire des instruments financiers à terme - autres expositions

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|------------------------------|---------------------|------------------------------------|-------------|-----------------------------|
| | | Actif | Passif | +/- |
| 1. Futures | | | | |
| Sous-total 1. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2. Options | | | | |
| Sous-total 2. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3. Swaps | | | | |
| Sous-total 3. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4. Autres instruments | | | | |
| Sous-total 4. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E4. Inventaire des instruments financiers à terme ou des opérations à terme de devises utilisés en couverture d'une catégorie d'action

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

E5. Synthèse de l'inventaire

| | Valeur actuelle présentée au bilan |
|--|------------------------------------|
| Total inventaire des actifs et passifs éligibles (hors IFT) | 874 776 111,35 |
| Inventaire des IFT (hors IFT utilisés en couverture de parts émises) : | |
| Total opérations à terme de devises | -187 220,55 |
| Total instruments financiers à terme - actions | 0,00 |
| Total instruments financiers à terme - taux | 1 178 947,02 |
| Total instruments financiers à terme - change | 0,00 |
| Total instruments financiers à terme - crédit | -4 411 937,77 |
| Total instruments financiers à terme - autres expositions | 0,00 |
| Inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture de parts émises | 0,00 |
| Autres actifs (+) | 13 128 089,09 |
| Autres passifs (-) | -2 309 726,59 |
| Passifs de financement (-) | 0,00 |
| Total = actif net | 882 174 262,55 |

| Libellé de l'action | Devise de l'action | Nombre d'actions | Valeur liquidative |
|--|--------------------|------------------|--------------------|
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT GP | EUR | 320 958,88349 | 123,95 |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT I | EUR | 29 498,52081 | 12 677,46 |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT L | EUR | 2 554 070,64837 | 116,29 |
| Action LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT X | EUR | 13 318,90224 | 12 869,47 |

ANNEXE SFDR

Dénomination du produit : LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT (ci-après, le “Produit Financier”)

Identifiant d’entité juridique: 969500EDFZHP1R12XN81

LBP AM (ci-après, la « Société de Gestion »)

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce Produit Financier a-t-il un objectif d’investissement durable ?



OUI



NON

Il réalisera un minimum d’investissements durables ayant un objectif environnemental : ___%

Dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la Taxinomie de l’UE

Dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la Taxinomie de l’UE

Il réalisera un minimum d’investissements durables ayant un objectif social : ___%

Il promouvait des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu’il n’ait pas eu d’objectif l’investissement durable, il présentait une proportion minimale de 10% d’investissement durables

Ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la Taxinomie de l’UE

Ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la Taxinomie de l’UE

Ayant un objectif social

Il promeut des caractéristiques E/S, mais ne réalisera pas d’investissements durables

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu’il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l’UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d’activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement n’établit pas de liste d’activités économiques durable sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

La démarche ISR de la gestion du Produit Financier visait à identifier et sélectionner les émetteurs qui :

- Proposaient des innovations, des solutions aux principaux enjeux : démographie, urbanisation, environnement, climat, agriculture, alimentation, santé publique...
- Anticipaient l'importance de ces enjeux par une conduite, une responsabilité sur les quatre axes de la philosophie ISR de la Société de Gestion.

Cette analyse a reposé sur la philosophie GREaT, propre à la Société de Gestion, et articulée autour des 4 piliers suivants :

- **G**ouvernance responsable
- **G**estion durable des **R**essources
- **T**ransition **É**nergétique
- **D**éveloppement des **T**erritoires

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion de sa liquidité, le Produit Financier pouvait investir dans des OPC ayant obtenu le label ISR français¹.

● *Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?*

Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

| Indicateur | Contrainte associée |
|----------------------------------|--|
| Méthodologie d'analyse ESG GREaT | <p>Rappel de l'indicateur :</p> <p>La note obtenue par le portefeuille selon la méthodologie d'analyse ESG GREaT (telle que décrite dans le document précontractuel) devait être meilleure que la « Note Moyenne Améliorée » de son Univers d'Analyse (constitué des valeurs composant le ou les indice(s) suivants : [(Bloomberg Euro-Aggregate (toutes maturités))+ (FTSE Convertible Global Hedged)+ (Bloomberg Global Aggregate Corporate (en euro))+ (ICE BofA Global High Yield)] et faisant l'objet d'une analyse ESG²). La Note Moyenne Améliorée correspond à la note moyenne de l'Univers d'Analyse obtenue après élimination de 30% des valeurs (comprenant les filtres suivants : liste d'exclusions de la Société de Gestion, exclusions du label ISR français et note ESG GREaT³).</p> <p>Cette contrainte a fait l'objet d'un suivi continu. Des informations complémentaires sur le suivi mis en place par la Société de Gestion sont disponibles à la section "Quelles mesures ont été prises pour atteindre les</p> |

¹ Ou un label reconnu équivalent par le comité du label ISR français.

² Correspond aux émetteurs faisant l'objet d'une notation GREaT ou identifiés sur une liste d'exclusion.

³ Le filtre de la note ESG consiste à exclure les émetteurs les plus mal notés.

| | <p>caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?” ci-dessous.</p> <p>A titre d’exemple, le score obtenu au 31/12/2025 était le suivant :</p> <table border="1" data-bbox="611 394 1334 591"> <thead> <tr> <th>Indicateur</th> <th>Score du portefeuille*</th> <th>Score cible*</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Score Great Moyen</td> <td>6.9</td> <td>6.84</td> </tr> </tbody> </table> <p>Dans le référentiel de notation GREaT, 10 est la meilleure note et 1 la plus mauvaise</p> | Indicateur | Score du portefeuille* | Score cible* | Score Great Moyen | 6.9 | 6.84 | | | |
|--|---|-----------------------------------|------------------------|--------------|----------------------|---------|---------|---|----------------------------------|-----------------------------------|
| Indicateur | Score du portefeuille* | Score cible* | | | | | | | | |
| Score Great Moyen | 6.9 | 6.84 | | | | | | | | |
| <p>Indicateurs Clés de Performance</p> | <p>Le Produit Financier visait à obtenir une note meilleure que celle de son Univers d’analyse sur les indicateurs spécifiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Trajectoire Net Zero : Part des entreprises dont les objectifs de réductions des émissions de gaz à effet de serre sont validés par SBTi. - Mixité au sein des organes de gouvernance : Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres. <p>Ces contraintes font l’objet d’un suivi continu. Des informations complémentaires sur le suivi sont disponibles à la section “Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?” ci-dessous.</p> <p>A titre d’exemple, le score obtenu au 31/12/2025 est le suivant :</p> <table border="1" data-bbox="611 1225 1334 1554"> <thead> <tr> <th>Indicateur</th> <th>Score du portefeuille</th> <th>Score cible</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Trajectoire Net Zero</td> <td>43.28 %</td> <td>22.79 %</td> </tr> <tr> <td>Mixité au sein des organes de gouvernance</td> <td>39.8 Average % Of Women in Board</td> <td>38.34 Average % Of Women in Board</td> </tr> </tbody> </table> | Indicateur | Score du portefeuille | Score cible | Trajectoire Net Zero | 43.28 % | 22.79 % | Mixité au sein des organes de gouvernance | 39.8 Average % Of Women in Board | 38.34 Average % Of Women in Board |
| Indicateur | Score du portefeuille | Score cible | | | | | | | | |
| Trajectoire Net Zero | 43.28 % | 22.79 % | | | | | | | | |
| Mixité au sein des organes de gouvernance | 39.8 Average % Of Women in Board | 38.34 Average % Of Women in Board | | | | | | | | |
| <p>Investissements dans des activités durables sur le plan environnemental ou social</p> | <p>L’actif net du Produit Financier visait un investissement à hauteur de 10% minimum dans des Investissements Durables sur le plan environnemental ou social, tels que définis dans l’annexe SFDR au prospectus.</p> <p>Cette contrainte a fait l’objet d’un suivi continu. Des informations complémentaires sur le suivi mis en place par la Société de Gestion sont disponibles à la section “Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?” ci-dessous.</p> | | | | | | | | | |

| | |
|--|---|
| | A titre d'exemple, au 31/12/2025, le produit financier était investi à hauteur de 49,17% de son actif net dans des titres durables selon la méthodologie définie par la Société de Gestion. |
|--|---|

● **...et par rapport aux périodes précédentes ?**

Méthodologie d'analyse ESG GREaT

La méthodologie d'analyse propriétaire GREaT, permettant de noter les émetteurs des titres investis par le Produit Financier, peut être utilisée pour appliquer deux stratégies de sélection ESG distinctes :

- Approche en exclusion : Au moins 30%⁴ des titres de l'Univers d'Analyse sont exclus du portefeuille sur la base de l'analyse ESG (exclusions et note ESG GREaT). Pour cette approche, le score limite correspond à la note limite des titres pouvant être investis par le Produit Financier⁵ et le taux d'exclusion précise le taux d'exclusion effectif constaté à la date de clôture de la période considérée.
- Approche en amélioration de note : la note obtenue par le portefeuille selon la méthodologie d'analyse ESG GREaT doit être supérieure à celle calculée pour son Univers d'Analyse après exclusion des 30%⁶ des émetteurs les plus mal notés (en ce compris les émetteurs exclus au titre de la politique d'exclusion). Pour cette approche, la note portefeuille correspond à la note ESG moyenne du portefeuille et le score cible correspond à la note de l'univers retraité des 30% des émetteurs les plus mal notés⁷.

Le Produit Financier peut changer de stratégie de sélection lorsque cela est jugé pertinent au regard des spécificités, pouvant varier dans le temps, de son univers d'analyse ainsi que de sa stratégie de gestion. La méthodologie appliquée à date de clôture des périodes précédentes est indiquée à la première ligne du tableau.

| | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|------|
| Méthodologie | <i>Note Moyenne</i> | <i>Note Moyenne</i> | <i>Note Moyenne</i> | |
| Score limite/ Score cible | 6.84 | 6.92 | 6.77 | |
| Taux d'exclusion/ Note portefeuille | 7.08 | 7.25 | 7 | |

⁴ Pour les fonds disposant du label ISR français, le taux de retraitement appliqué était de 20% jusqu'au 1^{er} janvier 2025, de 25% entre le 1^{er} janvier 2025 et le 31 décembre 2025 et 30% à partir du 1^{er} janvier 2026.

⁵ 10 correspond à la meilleure note et 1 à la plus mauvaise. Ainsi, si la note limite indiquée est 7, aucun titre avec une note inférieure ou égale à 7 ne peut être investie par le portefeuille.

⁶ Pour les fonds disposant du label ISR français, le taux de retraitement appliqué était de 20% jusqu'au 1^{er} janvier 2025, de 25% entre le 1^{er} janvier 2025 et le 31 décembre 2025 et 30% à partir du 1^{er} janvier 2026.

⁷ 1 correspond à la meilleure note et 10 à la plus mauvaise.

Indicateurs Clés de Performance

Les indicateurs clés de performance utilisés par le Produit Financier peuvent évoluer pour différentes raisons et notamment lorsque des indicateurs plus pertinents deviennent disponibles ou que cela est exigé par la réglementation française ou européenne.

L'indicateur utilisé à la date de clôture de la période considérée est indiqué à la première ligne du tableau.

Indicateur 1

| | 2024 | 2023 | 2022 |
|------------------------|---|---|---|
| Indicateur | <i>Trajectoire Net Zero</i> | <i>Trajectoire Net Zero</i> | <i>Trajectoire Net Zero</i> |
| Description indicateur | <i>Part des entreprises dont les objectifs de réductions des émissions de gaz à effet de serre sont validés par SBTi.</i> | <i>Part des entreprises dont les objectifs de réductions des émissions de gaz à effet de serre sont validés par SBTi.</i> | <i>Part des entreprises dont les objectifs de réductions des émissions de gaz à effet de serre sont validés par SBTi.</i> |
| Produit financier | 31.87 % | 33.11 % | 17.16 % |
| Valeur comparable | 16.61 % | 23.75 % | 31.22 % |

Indicateur 2

| | 2024 | 2023 | 2022 |
|------------------------|--|---|---|
| Indicateur | <i>Mixité au sein des organes de gouvernance</i> | <i>Droits Humains</i> | <i>Droits Humains</i> |
| Description indicateur | <i>Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres.</i> | <i>L'indicateur mesure la part des investissements dans des entreprises signataires du Pacte Mondial des Nations Unies.</i> | <i>L'indicateur mesure la part des investissements dans des entreprises signataires du Pacte Mondial des Nations Unies.</i> |

| | | | |
|-------------------|---|---------|---------|
| Produit financier | 38.92 Average % Of Women in Board | 70.01 % | 64.33 % |
| Valeur Comparable | 37.42 Average % Of Women in Board | 33.53 % | 45.09 % |

Investissements dans des activités durables sur le plan environnemental ou social

| | 2024 | 2023 | 2022 |
|------------------------------------|--------|--------|--------|
| Poids des investissements durables | 40,41% | 47,02% | 33,06% |

- **Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?**

Sur la **thématique environnementale**, les 6 objectifs de la Taxonomie européenne étaient considérés, à savoir :

- L'atténuation du changement climatique ;
- L'adaptation au changement climatique ;
- L'utilisation durable et la protection des ressources marines ;
- La transition vers une économie circulaire ;
- La prévention et la réduction de la pollution ;
- La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

A noter que la méthodologie appliquée par la Société de Gestion ne permettait pas de mesurer la contribution des investissements selon la définition de la Taxonomie européenne (i.e. l'alignement taxonomique des investissements). La contribution des investissements aux objectifs environnementaux au sens de l'article 2(17) du Règlement (EU) 2019/2088 (« Règlement SFDR ») était mesurée au moyen d'indicateurs propres au Groupe LBP AM et précisés ci-après.

Sur la **thématique sociale**, les objectifs considérés étaient :

- Le respect et la promotion des Droits humains⁸, notamment la promotion de conditions de travail justes et favorables et l'intégration sociale par le travail, la protection et la promotion des droits des communautés locales ;
- Le développement des territoires et des communautés, à travers les relations avec les parties prenantes extérieures à l'entreprise et la gestion responsable des chaînes de valeur, et afin d'adresser les enjeux de développement socio-économique, de

⁸ Les Droits humains sont définis comme les normes inaliénables de traitement auxquelles toute personne a droit, indépendamment de son sexe, de son origine nationale ou ethnique, de sa couleur, de sa religion, de sa langue, de son handicap, de son orientation ou genre sexuel ou de tout autre état.

lutte contre les fractures sociales et territoriales, de soutien aux acteurs locaux et d'accès à l'éducation ;

- Améliorer l'accès à la santé et aux soins essentiels dans le monde en adressant les enjeux de la disponibilité, l'accessibilité géographique, l'accessibilité financière et l'acceptabilité des traitements,

Cette stratégie généraliste n'impliquait pas que tout investissement durable réponde à l'ensemble des objectifs environnementaux et sociaux précités, mais que les investissements durables devaient répondre à au moins un de ces enjeux, tout en ne nuisant pas de manière significative aux autres.

La contribution à un des objectifs environnementaux et sociaux précités était évaluée à partir de différentes sources, dont notamment :

Pour l'ensemble des objectifs **environnementaux** et **sociaux** :

- Le score « GREaT », méthodologie d'analyse quantitative propriétaire, qui permet de couvrir l'ensemble des objectifs environnementaux et sociaux⁹ ;
- Le score « ODD », analyse qualitative propriétaire qui évalue les produits, services et pratiques des entreprises en vue de mesurer leur contribution à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies (ODD) ;

Sur les objectifs spécifiques du **climat** et de la **biodiversité** :

- L'engagement de l'émetteur sur une trajectoire de décarbonation de ses activités compatible avec les objectifs des accords de Paris, selon des critères définis par la Société de Gestion ;
- Le score « Greenfin », indicateur quantitatif mesurant l'exposition du modèle d'affaire de l'émetteur à des éco-activités telles que définies par le label d'Etat français Greenfin, dédié au financement de la transition énergétique et écologique¹⁰ ;
- Le score « Bird », indicateur quantitatif développé par la Société de Gestion visant à évaluer les entreprises principalement sur leurs politiques ainsi que sur leurs pratiques et impacts en lien avec la biodiversité ;
- Le score « Maturité Climat & Biodiversité », analyse qualitative propriétaire visant à évaluer la maturité des entreprises dans la prise en compte des enjeux climatiques et de biodiversité auxquels elles sont et seront confrontées ;

Sur la thématique spécifique de l'**accès à la santé** :

- Le score « AAAA » (Acceptability Accessibility Affordability, Availability), analyse qualitative visant à évaluer la contribution des entreprises au travers de leurs produits et services aux 4 dimensions de l'accès à la santé (Disponibilité, Accessibilité Géographique, Accessibilité Financière, Acceptabilité) inspirées des travaux de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) sur le sujet.

⁹ Une description plus complète de la méthodologie d'analyse « GREaT » est disponible dans le rapport Investissement Responsable de LBP AM : <https://www.lbpam.com/fr/publications/rapports-investissement-responsable>

¹⁰ La liste des éco-activités est disponible sur le site internet du label : [Le label Greenfin | Ministères Écologie Énergie Territoires \(ecologie.gouv.fr\)](https://www.ecologie.gouv.fr/le-label-greenfin)

Une description détaillée des seuils appliqués pour chaque critère est disponible sur le site internet de la Société de Gestion : <https://www.lbpam.com/fr/publications/methodologie-investissements-durables>¹¹

Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?

Afin de s'assurer que les investissements qui contribuaient à un objectif de durabilité, selon la méthode d'analyse présentée ci-dessus, ne causaient pas de préjudice important à tout objectif de durabilité sur le plan environnemental ou social et respectaient les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme, la méthodologie appliquée par la Société de Gestion a considéré systématiquement et de manière cumulative :

- Les pratiques de l'émetteur relatives à sa gestion des ressources environnementales et de respect des Droits humains. Ce point a été contrôlé grâce à la méthodologie d'analyse extra-financière propriétaire « GREaT » ;
- L'exposition de l'émetteur à des secteurs sensibles sur les aspects environnementaux et sociaux en lien avec les politiques d'exclusions applicables dans les sociétés de gestion du Groupe LBP AM ;
- L'exposition de l'émetteur à une controverse sévère sur les enjeux environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance, ou bien à un risque critique de violation grave des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et des Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'Homme.

Une description détaillée des seuils associés à chaque critère ainsi que les politiques d'exclusion appliquée est disponible sur le site internet de la Société de Gestion : <https://www.lbpam.com/fr/publications/methodologie-investissements-durables>¹²

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

Le règlement délégué (UE) 2022/1288¹³ définit une liste d'indicateurs permettant de mesurer les incidences négatives d'un émetteur sur les facteurs de durabilité

¹¹A noter que la méthodologie a pu faire l'objet de révisions. Les critères appliqués pour le calcul des scores de durabilité dans le présent documents sont ceux de la méthodologie applicable à la date de clôture de l'exercice comptable du fonds.

¹² A noter que la méthodologie a pu faire l'objet de révisions. Les critères appliqués pour le calcul des scores de durabilité dans le présent documents sont ceux de la méthodologie applicable à la date de clôture de l'exercice comptable du fonds.

¹³ Règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission du 6 avril 2022 complétant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation détaillant le contenu et la présentation des informations relatives au principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » et précisant le contenu, les méthodes et la présentation pour les informations relatives aux indicateurs de durabilité et aux incidences négatives en matière de durabilité ainsi que le contenu et la présentation des informations relatives à la promotion de caractéristiques environnementales ou sociales et d'objectifs d'investissement durable dans les documents précontractuels, sur les sites internet et dans les rapports périodiques.

environnementaux et sociaux (ci-après, les « Indicateurs Concernant les Incidences Négatives »).

Les indicateurs concernant les incidences négatives ont été calculés pour chaque émetteur, lorsque la donnée était disponible, et intégrés dans l’outil d’analyse extra-financière.

Certains indicateurs ont par ailleurs été directement intégrés, soit à la méthodologie de notation propriétaire GREaT utilisée à la fois pour identifier une contribution positive ou un impact négatif significatif, soit à l’indicateur de controverse mentionné ci-dessus, soit dans l’analyse pour l’application des politiques d’exclusions.

La liste des indicateurs et une description plus complète de la manière dont ils ont été intégrés à l’analyse est disponible sur le site internet de la Société de Gestion : <https://www.lbpam.com/fr/publications/methodologie-investissements-durables>¹⁴

- — *Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l’OCDE à l’intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l’homme ? Description détaillée :*

Le respect par les Investissements Durables des principes directeurs de l’OCDE à l’intention des entreprises multinationales ainsi que des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l’Homme a été assuré par les éléments suivants :

- L’application de la politique d’exclusion de la société de gestion relative à ces traités internationaux, doublée d’un contrôle de controverse ad hoc ;
- La disqualification des émetteurs identifiés comme ayant des mauvaises pratiques sur le pilier “Gestion durable des ressources” de la méthodologie d’analyse GREaT, qui intégrait des critères relatifs au respect des droits humains et du droit du travail.

Une description détaillée des seuils appliqués pour chaque critère est disponible sur le site internet de la Société de Gestion :

<https://www.lbpam.com/fr/publications/methodologie-investissements-durables>¹⁵

¹⁴ A noter que la méthodologie a pu faire l’objet de révisions. Les critères appliqués pour le calcul des scores de durabilité dans le présent documents sont ceux de la méthodologie applicable à la date de clôture de l’exercice comptable du fonds.

¹⁵ A noter que la méthodologie a pu faire l’objet de révisions. Les critères appliqués pour le calcul des scores de durabilité dans le présent documents sont ceux de la méthodologie applicable à la date de clôture de l’exercice comptable du fonds.

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à "ne pas causer de préjudice important" en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à "ne pas causer de préjudice important" s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'union de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important aux objectifs environnementaux ou sociaux.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Oui

Le Produit Financier a pris en compte les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité au travers des différents éléments de sa stratégie d'investissement, à savoir :

- La politique d'exclusion¹⁶ ;
- L'analyse et la sélection des titres en portefeuille, selon la méthode détaillée dans le corps du document précontractuel ;
- La politique d'engagement actionnarial et de vote¹⁷;
- L'attention particulière portée à l'identification, au suivi et au traitement des controverses, selon l'approche précisée dans la politique d'exclusion.

Des informations plus détaillées sur la prise en compte des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité sont disponibles dans la déclaration relative aux principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité publié sur le site internet de la Société de Gestion :

<https://www.lbpam.com/fr/publications/declaration-relative-incidences-negatives-investissement-durabilite> .

Non

¹⁶ Disponible sur le site internet de la Société de Gestion <https://www.lbpam.com/fr/publications/politique-exclusion>

¹⁷ Les politiques et rapports sur les pratiques d'engagement et de vote sont disponibles sur le site internet de la Société de gestion <https://www.lbpam.com/fr/publications/publications-rapports>



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

Au 31/12/2025, les principaux investissements du Produit Financier étaient les suivants :

La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissement du produit financier au cours de la période de référence, à savoir : 31/12/2025

| Investissement les plus importants | Type d'asset | Secteur | % d'actifs | Pays |
|------------------------------------|----------------------|---------------------------------|------------|-----------|
| OSTRUM SRI CASH M (C/D) EUR | Autres et Liquidités | | 7,03% | France |
| OSTRUM SRI CASH Z (C/D) EUR | Autres et Liquidités | | 2,03% | France |
| SOCIETE GENERALE TR 19-01-26 | Obligations | Finance | 1,14% | France |
| RPEL CRTS BBVA ES ES0000 | Autres et Liquidités | | 1,13% | Espagne |
| BANCO SANTANDER 1.375% 05-01-26 | Obligations | Finance | 1,03% | Espagne |
| TELEFONICA EMIS 3.941% 25-06-35 | Obligations | Communications | 1,03% | Espagne |
| VOLKSWAGEN INTFN TR | Obligations | Biens de consommation cycliques | 0,92% | Allemagne |
| BPER BANCA TR | Obligations | Finance | 0,92% | Italie |
| ASR NEDERLAND NV TR 07-12-43 | Obligations | Finance | 0,87% | Pays-Bas |
| CMA CGM SA 4.875% 15-01-32 | Obligations | Industrie | 0,87% | France |
| MONTE DEI PASCHI TR 27-11-30 | Obligations | Finance | 0,84% | Italie |
| MBANK TR 25-09-35 | Obligations | Finance | 0,84% | Allemagne |
| CESKA SPORITELNA TR 09-09-32 | Obligations | Finance | 0,8% | Autriche |
| BMW FINANCE NV 0% 11-01-26 | Obligations | Biens de consommation cycliques | 0,79% | Allemagne |
| EURO | Autres et Liquidités | | 0,79% | |



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

● Quelle était l'allocation des actifs ?

Le Produit Financier s'est engagé sur une proportion minimale de 80% d'investissement alignés avec les caractéristiques promues par le Produit Financier, conformément aux éléments contraignants de la stratégie d'investissement.

Au 31/12/2025, la proportion d'investissements alignés avec les caractéristiques promues était de 93,82%.

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

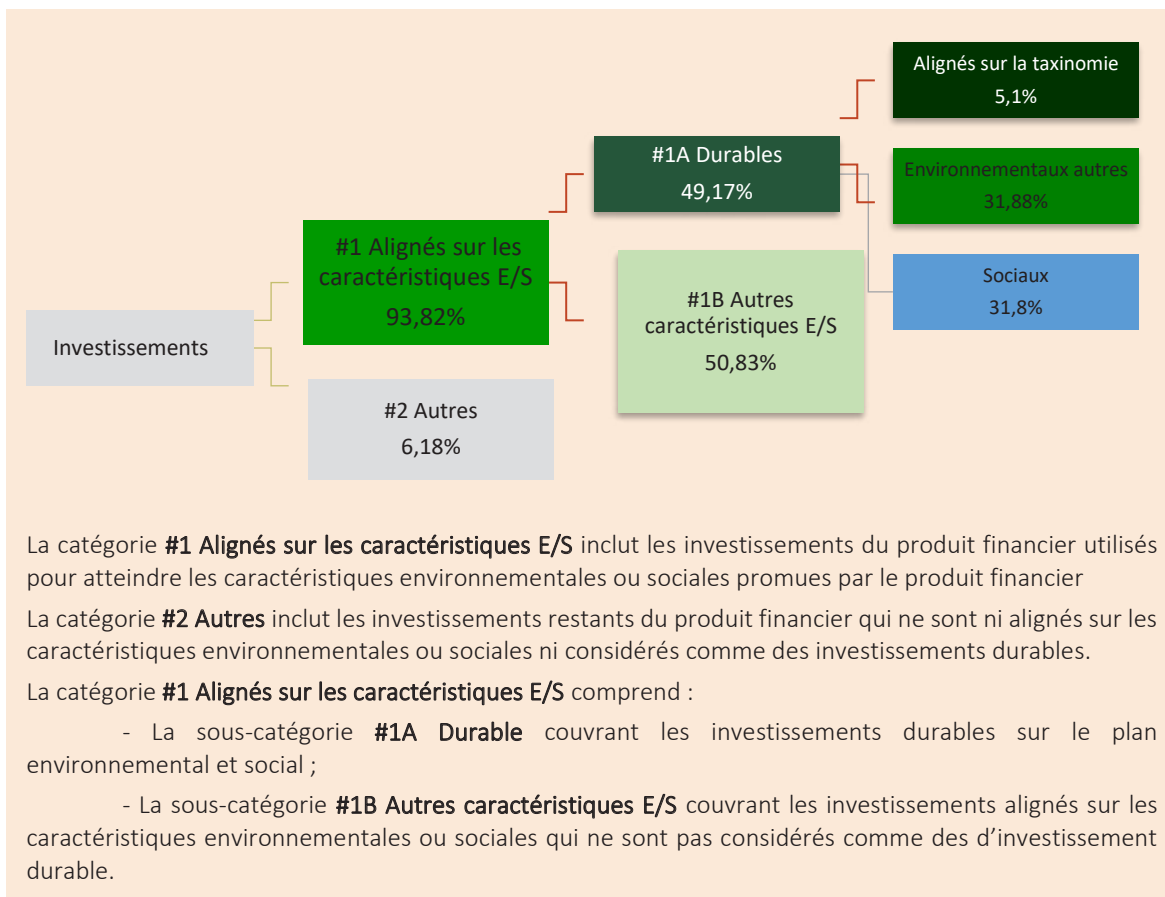
La partie restante de l'investissement du produit financier pouvait être utilisée à des fins de couverture, de gestion de la liquidité, ou de diversification, ainsi que pour générer un rendement financier.

Le produit financier s'était également engagé à investir une proportion minimale de 10% dans des investissements durables, cet objectif a été atteint avec une proportion réelle de 49,17% de son actif net au 31/12/2025.

Par ailleurs, le Produit Financier était investi à hauteur de 31,88% de son actif net dans des "Investissements durables environnementaux autres" et 31,8% de son actif net dans des "Investissements durables Sociaux"¹⁸.

Enfin, le Produit Financier était investi à hauteur de 5,1% de son actif net dans des activités alignées avec la Taxinomie Européenne. L'alignement des activités des entreprises sous-jacentes avec la Taxinomie de l'UE n'a pas fait l'objet d'une garantie fournie par un ou plusieurs auditeurs.

¹⁸ Un investissement peut à la fois être considéré comme durable d'un point de vue environnemental et social s'il répond aux critères de contribution sociale et environnementale décrits à la section "Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?". Cependant, et afin d'éviter tout double-comptage, l'investissement sera compté une seule fois dans le score de durabilité global du portefeuille.



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend :

- La sous-catégorie **#1A Durable** couvrant les investissements durables sur le plan environnemental et social ;
- La sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des d’investissement durable.

● **Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?**

Au 31/12/2025, la répartition sectorielle des investissements était la suivante :

Investissement en obligations, qui représentait 90,96% de l’AuM :

| Bics1 | Poids |
|------------------------------------|--------|
| Matériaux de base | 0,98% |
| Communications | 9,3% |
| Biens de consommation cycliques | 8,6% |
| Bien de consommation non cycliques | 7,77% |
| Diversifié | 0,47% |
| Finance | 47,97% |
| Gouvernement | 0,7% |
| Industrie | 7,38% |
| Technologie | 1,03% |
| Services aux collectivités | 4,53% |

Investissement en Autres et Liquidité, OPC et dérivés, qui représentait 9,04% de l’AuM :

| Autres | Poids |
|----------------------|--------|
| Autres et liquidités | 9,42% |
| Produits dérivés | -0,38% |

Au 31/12/2025, la part d’investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles, telle que définie dans l’annexe I. au règlement délégué SFDR 2022/1288, était de 4,13% de l’actif net du fonds.



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l’UE¹⁹ ?

Le Produit Financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l’énergie nucléaire conformes à la Taxinomie de l’UE?

Oui

Dans le gaz fossile

Dans l’énergie nucléaire

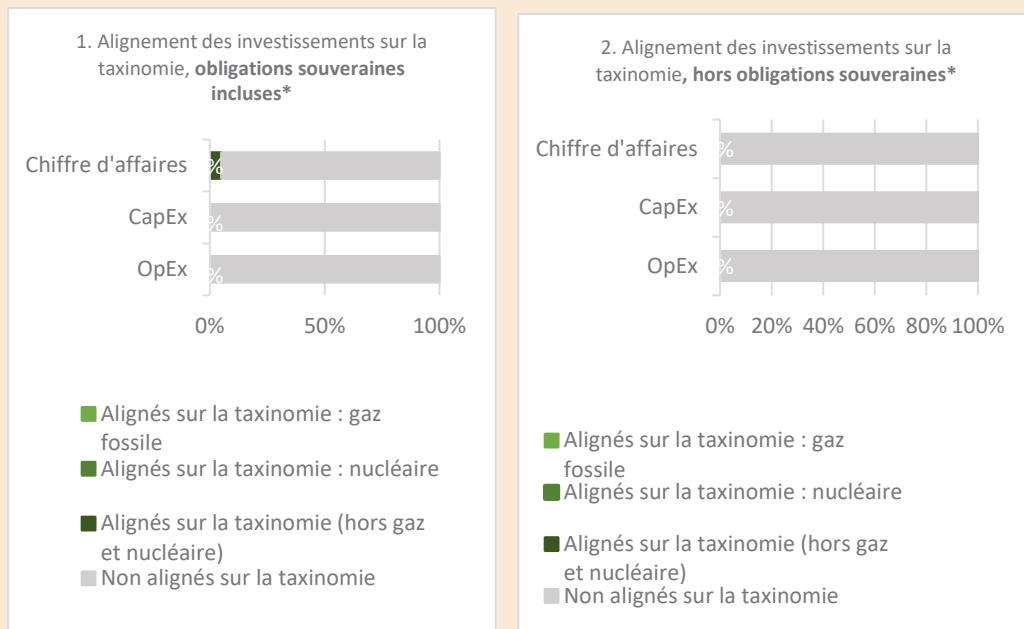
Non

¹⁹ Les activités liées au gaz fossiles et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l’UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l’UE – voir la note explicative dans la marge de gauche. L’ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l’énergie nucléaire qui sont conforme à la taxinomie de l’UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1212 de la Commission.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage:

- **Du chiffre d'affaires** pour refléter le caractère écologique actuel des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi ;
- **des dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi , ce qui est pertinent pour une transition vers une économie verte;
- **Des dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



*Aux fins de ces graphiques, les "obligations souveraines" comprennent toutes les expositions souveraines.

A ce jour, la société de gestion n'a pas été en mesure de calculer l'alignement taxinomique hors obligations souveraines. **Les données ci-dessus ont été calculées** au 31/12/2025. A cette date, la proportion d'investissement dans des obligations souveraines était de 0,7%.

La Société de Gestion travaille actuellement à l'acquisition et à l'intégration de données extra-financière qui lui permettront de produire ce reporting.

Ces indicateurs sont calculés à partir des données taxinomiques publiées par les entreprises ou, lorsque les entreprises ne publient pas l'information ou qu'elles ne sont pas tenues de publier cette information en application de la réglementation européenne, à partir de données estimées par des fournisseurs tiers sur la base des publications de ces entreprises, en ligne avec les exigences fixées par les co-législateurs et superviseurs européens sur le recours aux données estimées.

La Société de Gestion n'a pas été en mesure de calculer ou d'estimer l'alignement avec la Taxinomie des dépenses de CapEx et d'OpEx des entreprises investies par le Produit Financier. La Société s'engage à fournir ses meilleurs efforts pour produire ses indicateurs pour le prochain exercice.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités économiques pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances

● **Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?**

La proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes était de 0,03% % et 0,34% % respectivement au 31/12/2025.

● **Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?**

Non applicable




Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Ce produit avait pour objectif d'investir au moins 10% de son actif net dans des investissements durables.

Cependant, le produit n'avait pris aucun engagement sur le poids des investissements durables ayant un objectif environnemental non alignés sur la taxinomie de l'UE.

Le pourcentage d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'était pas alignés sur la taxinomie de l'UE était de 31,88% au 31/12/2025

Le produit financier a pu investir dans des activités économiques autres que des activités économiques durables sur le plan environnemental car ils contribuaient aux objectifs environnementaux et/ou sociaux promus par ce produit financier.

Le symbole  représente des investissements durables ayant un objectif environnemental **qui ne tiennent pas compte des critères** en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852.



Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?

Ce produit avait pour objectif d'investir au moins 10% de son actif net dans des investissements durables.

Cependant, le produit n'avait pris aucun engagement sur le poids des investissements durables sur le plan social.

Le pourcentage d'investissements durables ayant un objectif social était de 31,8% au 31/12/2025



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?

La catégorie "Autres", qui a représenté 6,18% de l'actif net de l'OPC au 31/12/2025, contenait tout type d'actifs. Ces actifs pouvaient être utilisés à des fins de couverture, de gestion de la

liquidité, ou de diversification, ainsi que pour générer un rendement financier. Ils sont couverts par les garanties environnementales et sociales minimales suivantes (mises en œuvre sur l'intégralité du portefeuille) :

- les exclusions appliquées par la Société de Gestion, précisées dans la politique d'exclusion : <https://www.lbpam.com/fr/publications/politique-exclusion> ;
- la politique d'engagement et de vote pour les investissements en actions.



Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Afin de veiller au respect, par le Produit Financier, des contraintes extra-financières fixées par le prospectus, et donc de confirmer l'atteinte des caractéristiques environnementales et sociales, la Société de Gestion a mis en place un outil de suivi dédié aux caractéristiques environnementales et sociales promues par le Produit Financier. Cet outil vise à assister les gérants dans la modélisation et le suivi des contraintes associées aux caractéristiques du Produit Financier, et notamment les indicateurs définis à la section « **Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le Produit Financier** » de l'annexe SFDR au prospectus. Lorsque des nouveaux indicateurs n'ont pas encore été développés dans l'outil de suivi, les gérants assurent un suivi ad hoc.

La Direction des risques assure également un suivi du respect des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le Produit.

Enfin, le respect du processus de gestion sur les caractéristiques extra-financières est intégré au plan de contrôle biennuel réalisé par la fonction de Conformité et du Contrôle Interne.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence durable ?

- **En quoi l'indice de référence différait-il d'un indice de marché large ?**

Non applicable

- **Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues ?**

Non applicable

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?**

Non applicable

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?**

Non applicable



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

SICAV LBPAM FUNDS

Compartiments :

TOCQUEVILLE EURO EQUITY ISR

LBPAM ISR CONVERTIBLES MONDE

TOCQUEVILLE BIODIVERSITY ISR

LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CONVERTIBLES

TOCQUEVILLE CROISSANCE EURO ISR

TOCQUEVILLE VALUE EURO ISR

LBPAM ISR CONVERTIBLES EUROPE

TOCQUEVILLE ENVIRONNEMENT ISR

LBPAM ISR ABSOLUTE RETURN CREDIT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

SICAV

LBPAM FUNDS

36, quai Henri IV - 75004 Paris



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

SICAV LBPAM FUNDS

36, quai Henri IV - 75004 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif LBPAM FUNDS constitué sous forme de société d'investissement à capital variable (SICAV) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SICAV à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la SICAV à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la SICAV ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies



significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre SICAV.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la SICAV à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense

KPMG S.A.



Date :
2026.03.30
17:40:03
+02:00

Amaury Coupez
Associé